

EUROPE

Grande-Bretagne

Le gouvernement refuse d'ouvrir une enquête sur le rapatriement forcé, après la guerre des Soviétiques prisonniers des alliés

Londres. — Le gouvernement britannique a refusé d'ouvrir une enquête, comme le lui demandaient plusieurs parlementaires, sur le rapatriement forcé de citoyens soviétiques qui se trouvaient dans les camps de prisonniers ou de personnes déplacées à la fin de la guerre. Conformément aux accords de Yalta, les gouvernements anglais et américains renvoyèrent en U.R.S.S. non seulement les déserteurs soviétiques ayant servi dans la Wehrmacht, mais aussi un certain nombre de civils, y compris des femmes et des enfants emmenés de force par les nazis, et qui se retrouvaient internés dans les camps alliés en Allemagne et en Grande-Bretagne.

En 1974, lord Bethell avait publié un livre sur le destin tragique de ces réfugiés, rapatriés de force, qui périrent par milliers, soit sous les balles des pelotons d'exécution soviétiques, soit dans les camps de Sibirie. Beaucoup se suicidèrent. Sur la base de nombreux documents officiels, publiés récemment après l'expiration légale de trente ans, le comte Nicolas Tolstoï vient de publier un livre, *Les victimes de Yalta*, très détaillé sur cet épisode que les Britanniques, de toute évidence, préféraient oublier. La suggestion de quelques députés, inspirés par la lecture du comte Tolstoï, d'ouvrir une enquête sur cette période a été repoussée malgré la publication de plusieurs articles vigoureux dans la presse. Dans un éditorial, *The Times* a demandé, par exemple, que les responsables des rapatriements forcés s'expliquent sur ce « crime » qui pése sur la conscience de la Grande-Bretagne. Selon les documents, le cabinet de guerre qui réunissait Chur-

De notre correspondant

chill et Attlee approuva le principe du rapatriement le 4 septembre 1944 « après une courte discussion ». Jusqu'à nouvel ordre, aucune des personnes mises en cause par le comte Tolstoï — y compris M. Macmillan, alors ministre d'Etat pour le théâtre d'opération de Méditerranée et qui se trouvait en 1945, en Autriche au moment où les Cosaques prisonniers des Britanniques furent remis aux autorités soviétiques — aucun des grands commis impliqués dans l'opération de rapatriement n'a rompu le silence pour expliquer ou justifier une politique dont ils étaient les exécutants apparents. Ainsi Sir Patrick Dean, au début d'une brillante carrière d'ambassadeur, écrivait en juin 1944 à propos des rapatriés de force : « Le fait qu'ils puissent être fusillés ou plus sévèrement traités que sous la loi anglaise ne nous concerne pas ». Le Foreign Office considérait que tout effort pour distinguer les traités des réfugiés aboutirait à « d'interminables querelles avec les Soviétiques ». Sir Thomas Ersmarlow, alors jeune diplomate (en 1968 il fut le principal responsable de l'expulsion de cent cinquante diplomates soviétiques de Grande-Bretagne), écrivait le 25 décembre

1945 : « Tous les citoyens soviétiques doivent être rapatriés, par la force si nécessaire ». *The Times* soulève que ces personnalités, parmi d'autres, soient autorisées par le Foreign Office à apporter leur témoignage, et à donner des explications sur cette période difficile de la diplomatie britannique. Les documents donnent quelques précisions sur les incidents dramatiques qui jalonnèrent le voyage de retour de ces rapatriés, souvent séparés de leur famille, emmenés de force dans des trains ou des voitures sans explication sur leur destination. Le désespoir, l'insécurité de survie poudraient les uns à se mutiner, d'autres à livrer une bataille perdue d'avance contre les soldats britanniques qui réagirent brutalement. Apparemment, les aspects sombres de l'opération de rapatriement ne furent jamais révélés ni au public ni au Parlement. Le député travailliste Christopher Mayhew vient d'affirmer que lui-même (il était ministre d'Etat au Foreign Office en 1947), et son patron, Ernest Bevin, n'avaient pas été correctement informés de ce qui se passait réellement et avaient, malgré eux, donné de fausses informations à la Chambre. S'agissait-il d'un effort délibéré pour cacher au public de pénibles réalités ?

HENRI PIERRE.

PROCHE-ORIENT

L'Egypte fait dépendre toute détente avec Nicosie de l'extradition des meurtriers de Youssef Sebai

Répondant à la déclaration de M. Spyros Kyprianou, chef de l'Etat chypriote grec, qui a exprimé, jeudi 23 février, le souhait de « maintenir les relations les plus étroites et les plus amicales avec l'Egypte », malgré les événements

tragiques de Larnaca, M. Tawfik Kamel, ministre égyptien des affaires étrangères, a déclaré, jeudi, que « la reprise des relations diplomatiques avec Chypre dépendait de l'attitude que cet Etat adopterait à l'égard des assassins de Youssef Sebai ». « Si le gouvernement chypriote traitait cette affaire convenablement, si, à l'avenir, la situation pourrait s'améliorer », a-t-il ajouté.

L'Egypte réclame l'extradition des deux meurtriers de l'écrivain égyptien. La presse égyptienne durcissant ses attaques à l'égard des Palestiniens, n'hésite plus à publier des caricatures du chef de la résistance palestinienne, M. Yasser Arafat, les mains tachées de sang. L'Egypte, dit M. Arafat, est « mélangée par les critiques égyptiennes. Dans le quotidien *Al-Ahram*, le spécialiste des affaires palestiniennes évoque sans ambiguïté l'extradition des meurtriers de l'O.L.P. par l'Egypte. Il estime que le gouvernement égyptien sera contraint, un jour ou l'autre, de « continuer » le slogan crié par la force les leçons du sang de Youssef Sebai « plus de Palestine à partir d'aujourd'hui ».

Al-Ahram écrit d'autre part : « Si les nouvelles accusant les Palestiniens d'avoir pris part à la bataille de Larnaca se révèlent exactes, l'O.L.P. aura commis la plus grande faute de sa vie : elle aura compromis son passé et son avenir ». Le quotidien fait endosser, directement, le meurtre de M. Sebai aux principaux résistants « qui ont formé des menaces contre l'Egypte après la visite du président Sadat à Jérusalem ». L'agence gouvernementale de presse du Moyen-Orient a en effet publié un démenti de M. Saïd Kazmal, délégué de l'O.L.P. au Caire, déclarant que cette nouvelle était « fautive, inventée de toutes pièces et propagée à des fins malveillantes ». « A Jérusalem, les liens de fraternité et la communauté de destin qui unissent les peuples égyptien et palestinien », a maintenu son « information », le correspondant de Reuters et du *Guardian*, menacé de poursuites par les autorités chypriotes pour avoir écrit « fausement » qu'il avait vu « un membre de la garde nationale ouvrir le feu sur un soldat égyptien fait prisonnier », a maintenu son « information », ajoutant que « plusieurs témoins étaient prêts à confirmer le récit de l'incident ».

Le porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères, a déclaré jeudi que les informations publiées à Nicosie, selon lesquelles Israël aurait offert son aide au gouvernement chypriote pour neutraliser les deux assassins de Youssef Sebai, étaient « totalement dénuées de fondement ». — (A.F.P., U.P.I.)

AFRIQUE

LE CONFLIT SOMALO-ETHIOPIEN

Djibouti dans l'œil du cyclone

Djibouti. — Qui ne se frotterait les yeux en retrouvant, intacts, les ombres et les silences de la place Marekci ? Les hordes guerrières qui battent maintenant sur les frontières de la jeune République, le roulement des canons sur le Harar, celui des convois blindés venant d'Assab : tous les nouveaux uniformes de la corne africaine écoulent aujourd'hui, jusqu'à l'extravagance, l'immobilité, l'irréalité même de l'ancienne colonie française, celle du cyclone, où convergent et s'anulent d'énormes pressions concurrentes.

Les flammes de l'indépendance, déjà retombées, et l'accession récente (27 juin 1977) à la souveraineté internationale n'ont guère écaillé la surface des choses. A peine quelques rides ont-ils été subrepticement redoublées. Le président Hassan Gouled, supprime, désormais, dans l'ancien bureau du dernier haut-commissaire français. Le palais neugai, néo-mauresque, symbole d'un colonialisme un peu provincial, où les autorités civiles et religieuses se retrouvaient jadis pour des cocktails à la Fiera Barot, est devenu palais de la présidence. Dans les salons couverts d'air, les mêmes gros fauteuils montent la garde sous une fresque nouvelle célébrant naïvement l'indépendance. Les occupants des lieux ont changé. Mais pas les rites : mélange de raideur compassée et de tentures flâpées.

Une proie fragile

Un premier coup d'œil ne laisse pas deviner de la guerre voisine que quelques symptômes légers : ces herbes folles poussant entre les rails du chemin de fer, coupé depuis huit mois ; ces silences sur le port en demi-cercle ; ces ballets de Sabre français en patrouille au-dessus de l'aéroport ; ces colonnes d'AMX manœuvrant sur les saillies vers Al-Sabbieh. Projections d'une proie très fragile. L'armée française, depuis l'automne dernier, roule un peu ses quatre mille trois cents paquets d'époules et se lail ostensiblement dissuasive. Mais rien, non rien ici ne ressemble à une citadelle assiégée.

Et pourtant ! Jamais sans doute les apparences n'auraient été aussi trompeuses entre Obok et l'Ogaden. Depuis la dernière « crise » de décembre, le gouvernement contrôlé par les Issas et l'opposition afa se retournant l'accusation de tribalisme. Les Afa, hier au pouvoir, ont été la persécution et le démantèlement de la « normalisation » sera menée les Issas. Ceux-ci s'indignent des manigances pro-éthiopiennes et antinationales des Afa. « Vaut-on provoquer une crise chypriote ici ? », demande un président Gouled vaguement désenchanté. « Si justice et égalité des pouvoirs ne nous sont pas rendues, la guerre civile peut

De notre envoyé spécial

déclater », rétorquent les dirigeants afa. Comme autrefois, mais en sens inverse, on vous énumère, chez eux, les preuves d'oppression, les marques d'arbitraire et l'injuste dosage ethnique des postes de responsabilité. Avec quelque raison. Tout puissant hier, humiliés aujourd'hui : voilà Djibouti précipité encore dans ses fortunes alternatives.

Les Afa, de leur côté, l'échec

en 1976 par la France inquiète de l'« impérialisme somali », de cette marche vers le Nord qui, depuis un siècle, les menace, ont glissé tout naturellement dans le camp éthiopien. A Djibouti même, la cité Arriba (2) s'est barricadée. Anciens députés du parti de M. Aref et jeunes « gauchistes » du Mouvement populaire de libération (M.P.L.), réunis brusquement par la solidarité afa, ont fait le voyage d'Addis-Abeba. L'Ethiopie, en distribuant des armes dans les caravanes du Nord, on se posant en protectrice des frères afa, a allumé le mèche d'un conflit contre-éclat. Après l'attentat du Palmier en zimo et la répression anti-Afa qu'il déclencha, la « crise » politique de décembre, avec ce qu'elle impliquait de calculs personnels et de péripéties cloche-méridiennes, s'est inscrite sur cette toile de fond. La démission du premier ministre, M. Ahmed Dini, des ministres afa et la dissidence des députés de la même ethnie, ont réintroduit la pire des menaces : deux ethnies dressées l'une contre l'autre et donnant chacune la main à une grande peur étrangère. Le naufrage ou le partage de Djibouti à l'horizon.

Le cœur et la raison

« C'est vrai, on a eu très peur, mais le plus gros danger est passé », pronostiquait pourtant aujourd'hui les représentants de la France-arbitre, en se félicitant des conseils de prudence prodigués par eux à l'époque des victoires militaires somaliennes. Le retournement récent de la situation dans l'Ogaden, la contre-offensive éthiopienne, ont immédiatement résonné à Djibouti comme un tocsin. Au gouvernement et dans le camp des Issas, on réaffirme maintenant avec une rigueur nouvelle, une politique de neutralité absolue. Si le cœur bat toujours avec celui de Mogadiscio, le raison incline à plus de circonspection. On prend doucement quelques distances.

Les Afa, en revanche, ragailletés, invoquent « des circonstances devenues plus favorables à la satisfaction de leurs revendications ». Ils soutiennent, pour trois mois, disent-ils, le tentatif de réconciliation du nouveau gouvernement dirigé par M. Abdallah Kamil. Afa, celui-ci a posé ses conditions au président Gouled : un réajustement ethnique au sein de l'armée, et le vote d'une nouvelle Constitution donnant des pouvoirs réels à un premier ministre afa. Parlant depuis Paris, en langue somalienne, sur les ondes de la B.S.C., M. Ahmed Dini répète le même discours, mais sur un ton d'ultimatum, que commente avec complaisance la président Gouled. On conçoit mal, néanmoins, que les Issas rendus à leur réalisme per les nouvelles venues d'Ethiopie demeurent longtemps inflexibles. « Ici, remarque avec flegme un diplomate anglo-saxon, les deux communautés sont toujours com-

deux trains précipités l'un vers l'autre, mais qui s'arrêtent pile au dernier moment. »

En dehors de la présence française et des pressions internationales en faveur du statu quo, deux facteurs permettent d'entrevoir d'espérer que Djibouti, petit bouchon de liège dans une tempête, sorte indemne de cette grande bagarre africaine. L'Ethiopie veut surtout remettre en service, le plus rapidement possible, son chemin de fer. Or, elle ne peut le faire sans obtenir le consensus des Issas éthiopiens, qui vivent le long de son parcours. D'où la hâte avec laquelle Addis-Abeba tend la main à ces « frères égarés » qui luttent hier aux côtés de la Somalie. Mais pourr-elle pratiquer cette politique conciliante tout en continuant de pousser, à Djibouti, les Afa à la résistance armée ? Sans doute pas.

Somalie, Ethiopie, Issas, Afa : si tous gardent encore en main une grenade décapitée destinée à Djibouti, l'intérêt de chacun commande de plus en plus de ne pas faire usage. Le calme des soirées languides sur la place Marekci n'est donc pas seulement présage du stupéfiant, il redonne espoir.

J.-C. GUILLAUD.

(1) Interruption par la guerre et par une interdiction gouvernementale aujourd'hui levée, les livraisons de blé en provenance d'Ethiopie se font aujourd'hui depuis le Yémen du Sud et la Somalie, mais à des prix exorbitants ou parfois même décapités.

(2) Seul quartier afa de Djibouti, la cité Arriba avait été construite au temps du président Aref pour les dockers afa et leurs familles.

Tunisie

Le congrès extraordinaire de l'U.G.T.T. se propose de réconcilier les syndicats avec le parti

Tunis. — Un mois après les émeutes sanglantes qui ont entraîné la décapitation de la centrale U.G.T.T., la vie syndicale va reprendre son cours en Tunisie. Cette « normalisation » sera consacrée, en une journée, par le congrès extraordinaire du syndicat qui se tient samedi.

Décidé et préparé en une vingtaine de jours par un exécutif amputé de ses principaux membres, ce congrès demandé « par la large base syndicale » élira les treize membres permanents de l'exécutif qui, aussitôt après leur élection, désigneront l'un d'entre eux à cette fonction.

Après d'une conférence de presse tenue le jeudi 23 février, M. Tjani Abid a déclaré que les syndicalistes ont été élus par les syndicats de base au sein lesquel, à-t-il assuré, aucun changement n'est intervenu durant ces dernières semaines et que la procédure s'est déroulée « démocratiquement et conformément aux statuts ».

En constatant qu'entre la direction provisoire de l'U.G.T.T. et le gouvernement « les relations sont bonnes », en réaffirmant l'adhésion du syndicat à « une politique sociale » conclut l'ancien directeur du parti socialiste destourien (F.S.D.) est M. Mustapha Mannef. Certains observateurs voient en lui le successeur possible de M. Achour. Il est en effet de tradition que le secrétaire général de l'U.G.T.T. siège au bureau politique du parti et que c'est

De notre correspondant

nommé comme secrétaire général de la centrale U.G.T.T. en remplacement d'une hausse du coût de la vie supérieure à 6 %.

Des réticences se sont manifestées parmi des syndicalistes tunisiens. Deux cent quarante-six membres du Syndicat de l'enseignement supérieur ont contesté implicitement les assises en affirmant dans une motion qu'ils ne voulaient leur confiance à la direction syndicale empressée et qu'ils s'en tiennent toujours aux décisions arrêtées avant son remplacement.

MICHEL DEURE.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

LO30

FACILE

VIENNET DE PARAITRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE

enjeu politique

En vente partout - 10 F

collections printemps

GRIFFSOLDE

DÉGRIFFE

LES GRANDS

DU PRÊT-A-PORTER

POUR ELLE

3, rue de Lagny/Nation

1, rue de la Plaine/Nation

2, rue de la Plaine/Nation

POUR LUI

3, rue de la Plaine/Nation

3, bd Montmartre/Montmartre

ouvert le lundi après-midi

مكتبة الشفيق

AFRIQUE

Sénégal: la démocratie à l'essai II. — Une heureuse exception

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE LANGELLIER

Pour la première fois au Sénégal depuis douze ans, la compétition électorale n'est plus réservée aux candidats du parti socialiste du président Senghor (« le Monde » du 24 février).

Le parti démocrate sénégalais — dont le chef, M. Wade, est candidat à l'élection présidentielle contre M. Senghor — et le parti africain de l'indépendance (marxiste-léniniste), seules formations légales d'opposition, présentent leurs listes de candidats aux élections législatives. L'introduction du scrutin proportionnel leur permettra d'être représentés à l'Assemblée.

Dakar. — Le Sénégal est une île en Afrique noire, une île qui a pour nom « démocratie », entend-on souvent dire à Dakar, en cette veille d'élections. Dans cette région du monde, quelle autre capitale peut, en effet, s'enorgueillir d'un spectacle politique aussi diversifié ? A Dakar, tous les journaux de la planète entrent librement. Dans les kiosques de l'avenue Georges-Pompidou (ex-William-Ponty), on trouve à profusion les publica-

tions diffusées par l'opposition légale, bien qu'elles ne soient pas tendues envers le pouvoir. Il n'est pas non plus très difficile de se procurer les libelles de l'opposition « clandestine ». Celle-ci, en fait, est tolérée. Pour l'instant, du moins. Le quotidien gouvernemental le Soleil se plait à souligner que « le Sénégal n'a pas les honneurs d'Amnesty International » : ses prisons n'hébergent aucun détenu politique.

Certes, l'ouverture démocratique comporte des limites indéfinissables, dont la plus évidente est l'insécurité du tripartisme et son corollaire, l'exclusion du R.N.D. (Rassemblement national démocratique) hors de l'espace politique légal. Il y en a d'autres, moins franches. L'opposition porte, chaque matin, les péripéties de la campagne électorale, le Soleil réserve la meilleure place aux propos des dirigeants socialistes. Le parti gouvernemental bénéficie, à la télévision, d'un temps de parole nettement supérieur à celui alloué à ses adversaires. Il dispose aussi de plus fortes appuis financiers et de l'outlet majeur que représente le contrôle de l'appareil d'Etat. Mais un tel déséquilibre n'est pas l'apanage du Sénégal.

Celle-ci est le monopole d'un organisme d'Etat, l'Office national de coopération et d'assistance au développement (ONCAD), chargé d'acheter la récolte au producteur. S'il a libéré le paysan de l'emprise des traitants et des firmes commerciales d'import-export qui faisaient la loi à l'époque coloniale, l'ONCAD, lourde machine bureaucratique, a créé, en revanche, une armée de petits et de moyens fonctionnaires, employés par les coopératives, que le paysan sénégalais classe à juste titre, dans la catégorie des « horons mandats », ces salariés menés par des privilégiés. Le producteur se plaint de l'absence du grand écart entre le prix d'achat du kilo d'arachide et sa valeur sur le marché mondial. Il comprend mal que, par le biais de la fiscalité, une partie du revenu de l'arachide tombe dans l'escarcelle de l'Etat.

Fustigeant cette nouvelle « structure d'exploitation » de la paysannerie, lors du congrès du P.D.S. en décembre dernier, M. Wade promit que, en cas de victoire électorale, il supprimerait immédiatement l'ONCAD, dont les méfaits sont d'ailleurs dénoncés, avec un bel ensemble, par tous les courants d'opposition. Nul doute que sa proposition ne rencontre un écho en milieu rural. Le gouvernement la tient pour démagogique, mais n'est pas demeuré insensible pour autant aux doléances paysannes. Il a accepté de payer comptant les livraisons d'arachide, ce qui n'était pas la règle jusqu'à présent, et a promis, en outre, le report des dettes.

Aux critiques de l'opposition, dans ce domaine comme dans d'autres, le pouvoir réplique par des « faits et chiffres ». Ainsi, dans une brochure intitulée « Vingt ans de gouvernement socialiste », le parti de M. Senghor dresse un bilan fort flatteur de son action. On pourrait aussi bien aligner d'autres chiffres, mais inutile. Qu'il s'agisse du taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, plafonnant à 30 %; du déficit de la balance des paiements, supérieur à 5 milliards de francs C.F.A.; ou bien encore du service de la dette, équivalent à 13 % des recettes d'exportation.

L'attitude des chefs religieux

Mais, plus encore que le débat à propos des réalisations du régime sénégalais, c'est l'attitude des chefs religieux qui, une nouvelle fois, attire l'attention. L'issue des élections du 28 février. Depuis l'introduction de l'islam, politique et religion vont de pair au Sénégal, terre à 85 % musulmane. A l'homme public, se proclamer athée révélerait du suicide. Ainsi, le marxiste Mathemout Diop, président du Parti africain de l'indépendance, se refuse à ne pas donner prise à l'accusation, prend soin de terminer ses discours en citant un verset du Coran.

Dès le début de sa carrière politique, M. Senghor s'est ménagé l'appui des dirigeants des grandes communautés musulmanes : d'un côté, les Tidjanes, dont l'ivrognerie est la « doctrine d'équilibre », de l'autre, les Mourides, moins nombreux mais mieux organisés, dont la métropole est Touba. En faisant sien la doctrine d'équilibre, M. Wade nourrissait vraisemblablement le dessein d'arracher le soutien d'une partie des chefs Mourides dont la foi exalte, précisément, la valeur du travail. En fin de compte, seuls vingt-neuf marabouts, d'audience modeste, ont officiellement « bas-

culé » dans le camp du P.D.S. Depuis des mois, les responsables du parti socialiste ont, il est vrai, fait tout pour assuoir, aux chefs religieux, leur accordant notamment de multiples audiences. En janvier, M. Senghor rendit visite, dans leurs fiefs respectifs, aux deux grands chefs, et déclara alors que « les municipalités en difficulté pourraient trouver une aide dans les 4 milliards d'investissements distribués, chaque année, pour les communes, ce qui leur permettrait de résoudre les problèmes posés par les pèlerinages et les fêtes religieuses ». Ces propos ayant suscité quelques réactions au sein des organisations des organisations internationales représentées à Dakar — et qui fournissent une assistance financière au Sénégal — le chef de l'Etat dut faire une mise au point, précisant que cette coquette somme ne serait que partiellement consacrée à l'organisation des festivités musulmanes. Assurément, le 28 février — en pleine campagne électorale — la commémoration de la naissance du prophète, à Tivouane, le premier ministre, M. Abdou Diouf, s'est engagé quant à lui, en nom du gouvernement, à faire tout son possible pour doter la ville d'une nouvelle mosquée.

L'après-senghorisme

Si les chefs des confréries n'ont officiellement donné aucune consigne de vote, il est clair qu'ils soutiennent tacitement le parti gouvernemental. Les sectes maraboutiques, en premier lieu celle des Mourides, constituent de véritables châteaux forts. La jouissance de certains privilèges fonciers leur confère une influence politique sans égale. Elles représentent la structure la plus conservatrice de votre féodalité de la société rurale sénégalaise. Aussi n'ont-elles aucun intérêt à retirer leur appui au pouvoir en place, qui, au jusqu'à présent, non seulement satisfait leurs exigences matérielles mais aussi ménage leur toute-puissance.

La cause de l'islam a de nombreux champions. L'un des plus fervents est M. Boubacar Gueye, neveu de l'ancien président Lamine Gueye. Sa plus grande

originalité, dans le combat politique sénégalais, réside ailleurs : il affirme « de droite », sans le moindre complexe. Il plaide pour la défense de la pureté de l'islam, la protection accrue de la propriété privée, la restauration de la totale liberté du commerce et la « dénationalisation » du secteur étatique. Avec quelques amis, M. Gueye a donc créé, en juillet 1977, un parti de droite, le Mouvement républicain sénégalais (M.R.S.). M. Senghor, apparemment ravi de l'initiative, a promis que le M.R.S. serait légalisé après les élections. Il suffira d'une légère modification de la Constitution, instituant le quadripartisme.

Dans l'immédiat, le pouvoir n'ira sans doute pas plus loin. Continuera-t-il de fermer les yeux sur les activités « illégales » du R.N.D. et du P.A.I. « clandestins » ? Ce n'est pas sûr. En fait, au-delà de la prochaine échéance électorale, on ne peut oublier le lancinant problème de la succession qui s'inscrit en filigrane de l'expérience démocratique en cours. A cet égard, le chef de l'Etat notait dans son interview du 10 février : « L'une de mes préoccupations majeures est de préparer l'après-senghorisme. C'est pour cette raison qu'il fallait mettre le goût de la démocratie dans le cœur des Sénégalais (...). Bien sûr, je

prévois qu'un jour le parti socialiste sénégalais sera battu, qu'il y aura l'alternance. C'est une bonne chose. Mais (...) si nous savons être sérieux, garder notre intelligence, notre capacité de travail, nous pourrions conserver le pouvoir pendant vingt ans encore, comme l'ont fait les socialistes suédois... »

Si le président avoue préparer « l'après-senghorisme » depuis 1967, il tarde, cependant, à précipiter le processus. Nombre d'observateurs estiment toutefois que M. Senghor n'achèvera pas son prochain mandat, cédant la place, au bout de deux ou trois ans — et conformément à la Constitution — au premier ministre, M. Abdou Diouf, son héritier présomptif depuis plusieurs années. Mais chaque fois que le chef de l'Etat est invité à préciser ses intentions à ce sujet, il se contente, laconique, de citer un proverbe, bien connu des chassés-sénégalais : « Quand on pressé, on ne laisse pas... ».

FIN

(1) Notamment dans l'Afrique noire est mal partie (1968) et Paysannerie et développement (1977).
(2) 1 franc C.F.A. = 2 centimes.

Sécheresse et « tyrannie arachidière »

La démocratie sénégalaise est guidée, dosée, progressive. A-t-on affaire pour autant à un simple autogestionarisme ? Il ne semble pas. Dans une longue interview télévisée diffusée le 10 février, le chef de l'Etat avait assuré : « Je veux ancrer la démocratie dans ce pays. Ce n'est pas moi qui l'ai apportée au Sénégal. J'ai essayé de la garder, de l'organiser... » Deux raisons paraissent devoir cadrer dans l'analyse de la poursuite du processus d'ouverture démocratique. D'une part, l'Internationale socialiste aurait exigé la consolidation du multipartisme avant l'admission, en son sein, de la formation gouvernementale sénégalaise. D'autre part, pètri de culture classique, le président Senghor, à en croire son entourage, verrait dans le multipartisme la condition et le signe de l'émancipation et de la maturité politiques d'une jeune nation.

A soixante et onze ans, le chef de l'Etat a dû se jeter dans la bataille pour relever le défi de son « challenger », qui, de son côté, sillonnait la brousse en tous sens depuis de longs mois. Au cours des deux dernières semaines de la campagne, M. Senghor et Wade ont présidé une quarantaine de réunions publiques, portant le débat électoral jusque dans le moindre village du Sine-Saloum ou de Casamance. De cette effervescence, il restera forcément des traces. D'autant que les deux hommes se sont disputés, en priorité, les faveurs du paysan.

Bien que le Sénégal soit l'un des pays les plus urbanisés d'Afrique noire, sa population y demeure aux trois quarts rurale. Le plus souvent, le niveau de vie reste très bas. Ce n'est donc pas un hasard si M. Wade et ses amis ont choisi de « travailler » le milieu paysan. Dix-huit ans après l'indépendance, l'agriculture reste largement soumise à la « tyrannie arachidière », introduite par le colonisateur et dénoncée, naguère, par René Du-

FOURRURES
en FEVRIER
PRIX spéciaux

MANTEAUX	
VISON.....	à partir de 5.950 F
VISON PASTEL....	7.950 F
RAY NATUREL.....	5.300 F
VISON NOIR.....	4.200 F
VESTES LAMIN.....	750 F

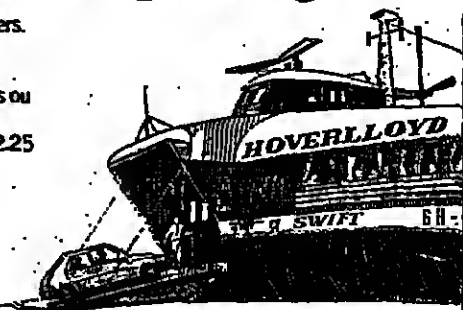
CREDIT
SERVICE APRES-VENTE GARDE D'ÉTÉ
LE VISON BLANC
71, Bd. de Strasbourg
Parking Gare d'Est

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e

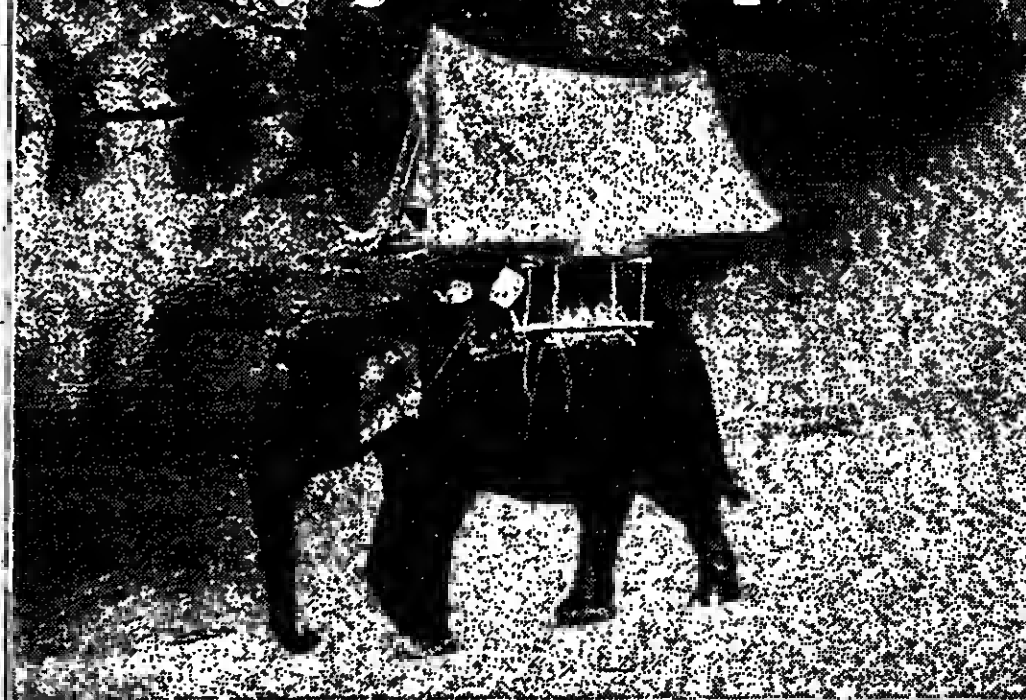
179 Francs pour la voiture, 0 Franc pour 1,2,3,4 ou 5 passagers.

- Exemple de prix : à partir de 179 F pour une Mini et 5 passagers.
- Jusqu'à 7 départs par jour.
- 40 minutes de traversée.
Informations et réservations auprès de votre Agence de voyages ou
HOVERLLOYD, Hoverport International - 52106 Calais.
Tél. : Paris 278.75.05 - Calais 34.67.10 - Bruxelles 219.02.25
ou directement 24, rue de Saint-Quentin, 75010 Paris.

HOVERLLOYD



Le relais Jumbo s'est organisé pour que votre voyage ne le soit pas.



Si vous cherchez un style de voyage qui ne soit pas du voyage organisé, partez avec Jumbo.

Jumbo, c'est un système unique de 25 relais dans le monde : 25 équipes très débrouillardes qui connaissent l'endroit où elles vivent sur le bout du doigt. Vous voulez camper sur le dos d'un éléphant, le relais s'en charge. Vous voulez manger des crêpes au Maroc, il s'en occupe. Vous n'avez pas d'idées, il vous en donne.

L'assistance à destination n'est qu'une des facettes de la formule Jumbo. Pour le prix du billet d'avion, Jumbo vous fait 3 cadeaux : des jumbochèques, convertibles par exemple en nuits d'hôtel ou en location de voiture, 2 nuits d'hôtel dès votre arrivée et le transport aéroport-hôtel.

Jumbo, c'est l'idéal quand on a des idées dans la tête et des fourmis dans les jambes.

**Avec Jumbo,
vous faites votre voyage.
Pas celui des autres.**

En France, vous trouverez Jumbo dans 200 agences de voyages et dans les agences Air France.

Si vous voulez la brochure Jumbo, écrivez ci-dessous votre nom et votre adresse complète.

Nom.....
Prénom.....
Rue.....
Code Postal.....
Ville.....

A envoyer à Ted Bates
Jumbo : 3 rue Bellini
92306 Puteaux



AMÉRIQUES

États-Unis

M. Carter face à la grève des mineurs

(Suite de la première page.)

Votée en 1947 par un Congrès républicain, après la grande vague de grèves de l'année précédente, cette loi avait été qualifiée par John Lewis, le tout-puissant président du Syndicat des mineurs de l'époque, de « première poussée sauvage du fascisme en Amérique ». Elle n'a pas manqué d'être invoquée une trentaine de fois, dont trois contre les mineurs.

Cette solution a cependant l'avantage de ne pas demander une intervention du Congrès. Le gouvernement conserverait donc une certaine souplesse dans son utilisation, d'autant plus que la procédure est à double détente : dans un premier temps, le président charge une commission d'enquête de lui faire un rapport justifiant que la grève crée « un danger pour la sécurité nationale » ; ce n'est qu'ensuite qu'il s'adresse à son ministre de la Justice pour donner un ordre de réquisition. La remise du rapport peut être différée aussi longtemps que nécessaire, ce qui permet de maintenir les négociateurs sous pression et d'espérer que l'on pourra faire l'économie du deuxième laps. En tout cas, les deux tiers du public, selon un récent sondage, sont favorables à l'utilisation de la loi Taft-Hartley dans la présente grève.

Une autre option est le saisi par l'Etat, ou nationalisation temporaire, des mines touchées par la grève. Le gouvernement en prend le contrôle, fixe les conditions de travail et de salaires, mais il s'engage, puisqu'il n'a pas d'une expropriation, à reverser aux compagnies le profit réalisé. Cette procédure a été utilisée à de très nombreuses reprises au cours de ces siècles, notamment par le président Truman, qui mit fin par ce moyen, en un seul jour, en mars 1950, à dix mois de grèves tourmentées organisées chez les mineurs par John Lewis. Elle demande cependant une autorisation du Congrès, donc de longues semaines de débats au cours des-

L'HOMME D'AFFAIRES SUD-CORÉEN MÊLÉ AU SCANDALE DES POTS-DE-VIN VA ÊTRE ENTENDU À WASHINGTON.

M. Park Tong-sun, l'homme d'affaires sud-coréen impliqué dans le scandale des pots-de-vin versés à des parlementaires américains par les services spéciaux de Séoul, a quitté la Corée du Sud jeudi 23 février pour Washington, où il doit témoigner devant les personnes chargées de faire la lumière sur cette affaire.

M. Park Tong-sun doit tout d'abord se présenter devant la commission de l'éthique de la Chambre des représentants, qui commencera ses auditions le 23 février, puis devant le comité de l'éthique du Sénat afin de révéler les noms des parlementaires auxquels il aurait remis les pots-de-vin.

Pendant son séjour aux États-Unis, M. Park doit également témoigner dans des procès intentés contre des parlementaires américains déjà inculpés, tel M. Richard Hanna, accusé d'avoir reçu 100 000 dollars.

M. Park est assuré d'une immunité totale pour ses actes aux États-Unis, en échange de ces témoignages. Le scandale des pots-de-vin sud-coréens a éclaté aux États-Unis en novembre 1976. M. Park avait alors gagné Londres, puis Séoul. Il assure que le gouvernement sud-coréen n'était en rien impliqué dans ses activités.

Le sénateur Adlai Stevenson, président du comité de l'éthique du Sénat a averti la Corée du Sud qu'un prêt de 500 millions de dollars, qui lui a été accordé pour la construction de deux réacteurs nucléaires, serait bloqué jusqu'à ce qu'elle fournisse des informations sérieuses sur ce scandale des pots-de-vin. — (A.F.P., Reuters.)

« AU CARRÉ D'AGNEAU »
CHEZ ALBERT
122, av. du Maine 920-21-89 (F. 1000)
TERRASSE COUVERT - PARKING
Ses demoiselles en brochette
Son homard poché
Son célèbre café d'arôme
Ses beignets spécialisés Albert
Sa cave, l'une des meilleures de Paris

La photo c'est Kodak.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.
PRIME
9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. 772.91.92.

quelque il ne manque pas d'orateurs pour évoquer le spectre du « socialisme ».

En outre, cette option implique plus que toute autre le gouvernement dans le conflit, puisqu'il revient à l'administration de définir les conditions de travail sur lesquelles il sera très difficile de revenir lorsque les employeurs retrouveront leurs prérogatives. En même temps, elle paraît plus équitable que l'emploi de la loi Taft-Hartley, puisqu'elle impose des sacrifices, en principe, égaux sur deux parties. Aussi bien cette option semble avoir un peu plus de chances d'être retenue, si l'on en juge par les confidences faites par les très nombreux congressistes que M. Carter a reçus ces derniers jours.

Dans tous les cas, aucune de ces solutions ne pourra conduire à une reprise de la production avant plusieurs semaines. Or, si tardant est choisi, M. Carter réduira le délai pendant lequel son intervention devra produire des résultats s'il veut éviter un épuisement catastrophique des stocks de charbon et l'extension du chômage dans les Appalaches. Autrement dit, sous prétexte de sauvegarder la plus longue possible la phase du conflit, le président l'a réduite dangereusement dans la phase à venir, la plus délicate.

MICHEL TATU.

Argentine

L'ancien président Frondizi invite le gouvernement à garantir le respect des droits de l'homme

L'ancien président Arturo Frondizi (1958-1962) a déclaré le jeudi 23 février que la répression contre la guérilla gauchiste en Argentine « était pratiquement terminée » et a invité le gouvernement militaire à garantir « le respect des droits de l'homme pour tous sans exception », indiquant l'agence Associated Press dans une dépêche de Buenos Aires.

Cependant, à Genève, où la commission des droits de l'homme de l'ONU est réunie depuis le 6 février, sans que la situation en Argentine figure à son ordre du jour, la Ligue argentine des droits de l'homme a donné le 23 février une conférence de presse, nous indique notre correspondant Isabelle Vichnicus. Elle a estimé que les statistiques officielles sur le nombre des détenus étaient « totalement fausses ». Selon cette organisation, il aurait non pas 500 mais 10 000 prisonniers politiques, chiffre auquel il conviendrait d'ajouter 20 000 à 25 000 disparus et 9 000 personnes « tuées par l'armée et les forces de sécurité ». D'autre part, un colloque international est organisé à Bruxelles le 25 février (1) par le groupe belge d'Amnesty International, qui a pris en charge le cas de M. Victor Bonanno, ancien recteur de l'université de Bahia

Blanca, détenu, avec seize de ses collègues, depuis 1976 (Le Monde du 1^{er}-2 décembre 1977). M. Bonanno avait, avant le coup d'Etat militaire, mis en œuvre, dans son établissement, un plan de réformes de études que les nouvelles autorités ont jugé « subversif ».

En revanche, le professeur Bettelheim a jugé qu'il s'agissait seulement de donner aux étudiants « à la fois un enseignement économique général et une formation adaptée à l'analyse des problèmes du développement économique d'un pays comme l'Argentine ». Les économistes Milton Friedman et Jan Tinbergen, ainsi que le sociologue M. Alain Touraine ont démontré que le plan de réforme touristique était conforme à tout enseignement économique de ce nom dans un Etat démocratique.

Les organisateurs du colloque — auquel participèrent, notamment, l'écrivain argentin Julio Cortázar, M. Marcel Halper et M. Colette Anger — annoncent qu'il aura pour objet de « démontrer, pour la presse internationale notamment, les mécanismes subversifs de la répression quand celle-ci s'attaque aux fondements mêmes des pluralismes universitaires ».

(1) Au Palais des congrès (salle Dynastie A), à 10 heures.

Colombie

Les partis traditionnels craignent une abstention massive aux élections législatives

De notre correspondant

Bogotá. — Virulence des candidats et apathie des électeurs : ce contraste a dominé la campagne pour les élections législatives et locales qui auront lieu en Colombie le dimanche 26 février. On a vu les chefs de file des différentes factions d'un même parti, multiplier les accusations réciproques — plutôt que de défendre des programmes — au milieu de la relative indifférence de la population. Les derniers sondages indiquent que, sur les 12,3 millions d'habitants, 5 millions à peine se rendront aux urnes. Le fait que, pour la première fois, les élections législatives et présidentielles (celle-ci aura lieu en juin) ne soient pas simultanées a contribué à accroître cette désaffection de l'électorat.

Les affrontements entre conservateurs et libéraux, qui ensanglantèrent le pays il y a trente ans, appartiennent au passé. L'antagonisme entre les deux formations n'a pas dominé la campagne. Ce qui a attiré l'attention, c'est le déclin du parti libéral. Les élections de ce dimanche lui serviront de « primaires » : celui des pré-candidats à la présidence dont les partisans déclarés remporteront le plus de voix le 26 février sera le porte-drapeau de l'ensemble du parti en juin. Il aura de grandes chances de succéder à l'actuel président, M. Alfonso Lopez Michelsen.

Des trois pré-candidats présidentiels libéraux, deux ont une possibilité réelle de l'emporter. Ils se distinguent plus par les secteurs de l'électorat qu'ils représentent que par leur programme. M. Carlos Lleras, qui fut déjà président, est considéré comme le porte-parole des secteurs traditionnels de la bourgeoisie colombienne, notamment celle du café et des textiles ; il dispose de solides bases d'appui dans les grands centres urbains, en particulier à Bogotá.

Le jeu des conservateurs

M. Julio Cesar Turbay, de son côté, se définit comme le représentant des « classes émergentes », c'est-à-dire d'une bourgeoisie de formation plus récente, plus financière qu'industrielle. Ses adversaires considèrent que les dites classes ont, en fait, survécu à la faveur d'activités liées à la contrebande. Certains parlementaires originaux de la côte Caraïbe, proches de M. Turbay, ont été mis en cause. Mais rien n'a jamais été avéré, concrètement, contre le pré-candidat lui-même, une telle campagne, cependant, a fortement nui à son image dans l'opinion publique. M. Turbay contrôle l'appareil du parti, et de ce fait il a l'avantage dans les campagnes, plus les chefs des villes à l'influence des « caciques » locaux. Pour cette raison aussi, il devrait être moins affecté que son rival par le phénomène de l'abstention.

Reste à savoir si le pré-candidat libéral vainqueur ce dimanche réussira à faire le plein des voix de son parti. Vainqueur, M. Lleras bénéficierait sans doute du report des voix de son adversaire. Mais l'inverse est loin d'être sûr. Cette dernière perspective est évidemment favorable au candidat conservateur M. Belisario Betancur, qui, minoritaire, ne pourrait l'emporter qu'en profitant de la division des libéraux. Conséquent de ce fait, M. Betancur cherche à apparaître non comme le candidat d'une formation, mais comme un homme « au-dessus des partis ». Paradoxalement, il a

réussi à apparaître comme plus novateur que ses adversaires. Le caractère hétéroclite de l'électorat qu'il sollicite explique l'imprécision de son programme.

Aucune autre formation ne paraît à même de répéter l'expérience de troisième force de l'ANAPO, héritier du général Rojas Pinilla. Le parti n'a pu élaborer une stratégie commune pour les élections de ce dimanche. On prête un peu plus de chance au nouveau parti formé par un général à la retraite, Alvaro Valencia, qui fait campagne pour la « moralisation du pays ». Quant à la gauche, partagée entre trois formations, ses chances électorales sont minces en contraste avec ses constants progrès dans le milieu syndical.

Ces dernières semaines, la plupart des candidats, et le président Lopez lui-même, ont fait campagne contre une abstention qui, trop élevée, démontrerait une dangereuse désaffection de la population pour le système parlementaire. Aux élections législatives de 1974 (combinaison avec l'élection présidentielle), les abstentionnistes représentaient 40 % de l'électorat.

Les électeurs semblent de moins en moins persuadés de la possibilité d'une évolution des partis traditionnels. Mais ils ne voient guère d'alternative. L'incapacité du président Lopez — qui apparaît, au départ, comme un franc-tireur — à secouer le joug des notables du parti et à aggraver le phénomène.

L'institution parlementaire elle-même a contribué, ces derniers temps, à détériorer sa propre image. Le président de la Chambre, M. Alberto Santofimio, n'a-t-il pas été arrêté, en janvier, pour avoir signé des centaines de faux contrats d'assistance technique au Congrès ? La dernière loi électorale n'a-t-elle pas dû être annulée par le pouvoir judiciaire pour avoir été adoptée sans le quorum requis ? Et qui a oublié à Bogotá, la manière sans précédent dont fut approuvée, en octobre, un projet de loi du gouvernement convoquant une prochaine Assemblée constituante, ce projet, d'abord repoussé par l'une des Chambres, a été sauvé, en appel, grâce à une majorité non qualifiée, confiée à une commission non compétente contrôlée par les partisans du gouvernement, finalement adoptée malgré les protestations tumultueuses de l'opposition.

Certains militaires en ont déjà tiré la conclusion qu'il importait de mettre le Parlement au pas. Il est, en tout cas, urgent de mettre fin à des pratiques peu orthodoxes devenues normales courante à Bogotá. Comment croire que les vainqueurs du 26 février, quels qu'ils soient, puissent le faire ?

THIERRY MALINAK.

ASIE

Chine

Un plan décennal de développement économique va être soumis à la cinquième Assemblée nationale

Le comité central du P.C. chinois s'est réuni en session plénière, du 19 au 23 février, et a notamment approuvé les candidatures aux postes de premier ministre et de membre du gouvernement, à annoncer, jeudi, un communiqué officiel. On ignore encore qui est le candidat à la direction du gouvernement ; selon l'A.F.P., M. Hua Kuo-feng pourrait continuer à assumer ses fonctions. Le communiqué ne fait aucune allusion à la possibilité d'une restauration du poste de président de la République, supprimé en 1975.

De notre correspondant

Pékin. — Le communiqué officiel publié jeudi a confirmé que le comité central s'est réuni en session plénière pour approuver les documents qui vont être soumis à la cinquième Assemblée nationale populaire. Le texte rend compte du discours prononcé à cette occasion par le président Hua Kuo-feng et énumère les diverses décisions transmises à l'Assemblée. Les éléments d'information les plus inédits sont les suivants :

Un projet de plan décennal pour le développement de l'économie nationale sera présenté à l'Assemblée, indépendamment, semble-t-il, du rapport sur l'activité du gouvernement. Ce plan, antérieur de deux ans, couvre la période 1976-1985.

La nomination annoncée d'un « procureur général du parquet populaire suprême » confirme que le dernier organisme est appelé à retrouver un rôle dans la Constitution révisée. On sait que la Constitution de 1975 avait confié aux organes de sécurité publique l'essentiel des attributions des anciens parquets.

Un « nouveau texte de l'hymne national », enfin, a été approuvé. Les modifications apportées à l'ancienne version — qui date de la guerre contre le Japon — ne sont pas précises. Pour le reste, l'ordre du jour de la prochaine session, tel qu'il était déjà connu, est confirmé.

Par contraste avec le communiqué laconique du comité central qui avait précédé, en janvier 1975, la session de la quatrième Assemblée nationale populaire, le texte publié jeudi est relativement long. Il est en grande partie consacré à un résumé du discours du président Hua, qui frappe par son ton très optimiste. L'accent est mis sur la stabilité et l'unité retrouvées, et l'on ne trouve qu'une seule référence à la nécessité de « continuer à liquider le venin et l'influence néfaste de la bande des quatre ». Évoquant notamment la formation des nouveaux comités révolutionnaires dans les provinces et la situation « réjouissante dans tous les sec-

teurs d'activité », le président Hua a déclaré : « Tout cela prouve avec éclat que notre pays a traversé sans à-coups la grave crise provoquée par la bande des quatre et que la nouvelle phase de notre révolution et de notre édification sociale trouve par un bon début ». Les formules employées suggèrent que la crise appartient désormais au passé, qu'une nouvelle page est tournée et que l'heure est à présent, à l'unité.

Ce ton contraste sensiblement avec celui d'articles publiés presque quotidiennement par la presse, et qui insistent sur la nécessité d'approfondir « la troisième campagne » dans la lutte contre la « bande des quatre » et ses partisans. Parallèlement, des indices confirment que de hauts personnalités du régime sont encore soumis à des pressions plus ou moins vives, et des observateurs habituellement bien informés croient même savoir que le général Chen Hsi-lien, membre du bureau politique, aurait perdu il y a déjà deux mois son commandement de la région militaire de Pékin.

ALAIN JACOB.

● La frégate de lutte antisous-marine « Dong-Fu-Troun » fera escale à Changhaï du 1^{er} au 7 avril, sur l'invitation du gouvernement chinois, a annoncé, jeudi 23 février, le ministère français de la défense. Ce sera la première escale d'un bâtiment de la marine nationale en Chine depuis la fondation de la République populaire en 1949.

Ca peut rapporter gros
LOTO

A travers le monde

Birmanie

● QUATRE PERSONNES ONT ÉTÉ CONdamnées À MORT jeudi 23 février par un tribunal de Rangoun. Elles étaient accusées d'avoir tenté d'assassiner le président Ne Win et plusieurs autres dirigeants birmanes. Deux des condamnés étaient des responsables locaux du Parti du programme socialiste, et un autre appartenait à un mouvement sécessionniste. — (U.P.I., Reuters.)

Iran

● SIX CENT CINQUANTE PERSONNES ont été arrêtées à la suite de l'émeute qui s'est produite samedi dernier à Tabriz, où neuf personnes ont trouvé la mort et où cent vingt-cinq autres ont été blessées, a rapporté, jeudi 23 février, le quotidien du soir de Téhéran, Ettelaat. Deux cents personnes viennent d'être arrêtées, dont les chefs des villes à l'influence des « caciques » locaux. Les autres « meneurs » ont été identifiés et sont recherchés, selon le journal.

Irlande du Nord

● L'IRA PROVISOIRE aurait reçu de nouvelles livraisons d'armes (parmi lesquelles une demi-douzaine de mitrailleuses automatiques et dix explosifs) de l'Organisation de libération de la Palestine. En novembre, 5 tonnes d'armes, également en provenance de l'O.L.P. et particulièrement des mortiers et des lance-roquettes cachés dans des transformateurs électriques expédiés de Chypre à destination de la République d'Irlande, avaient été interceptées en Belgique. — (A.P.)

Mauritanie

● LES SIX FRANÇAIS ENLEVÉS À ZOUEATE, en Mauritanie, le 1^{er} mai 1977 et libérés par le Front Polisario le 23 décembre, ont annoncé, jeudi 23 février, à Marseille, qu'ils assignaient, en justice la Société nationale industrielle et minière S.N.I.M., qui exploite les gisements de Zouerate. Ils réclament chacun 300 000 F de dommages et intérêts pour les préjudices moraux et physiques « engendrés par leur détention ».

Suisse

● LE NOUVEAU PROJET DE CONSTITUTION SUISSE, qui comprend cent dix-huit articles, a été officiellement présenté jeudi 23 février à Berne. Elaboré par une commission de quarante-trois membres, il doit être soumis au Parlement en 1981, puis, après rédaction définitive, il fera l'objet d'un référendum. — (A.F.P., A.P.)

Zaïre

● L'AGENCE ZAÏRE PRESSE a publié jeudi 23 février le texte d'un message adressé au président Mobutu par M. Neto, et dans lequel le chef de l'Etat angolais propose une nouvelle rencontre entre représentants des deux pays pour « normaliser les relations entre Kinshasa et Luanda ». Une première série de pourparlers s'était tenue en janvier à Brazzaville. — (Reuters.)

TRECA EPEDA SIMMONS
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :
CAPELOU
DISTRIBUTEURS
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 13^e - Tél. 557.66.35
Métro : Parmentier

Jocelyn
PARIS
134, bd St-Germain
78 ch.-élèves (idéol)
5, rue cherche-midi

Le verre c'est Saint-Gobain.
L'ordinateur conversationnel
c'est Prime.
PRIME
9-11 rue Benoît Malon
92150 Suresnes - Tél. 772.91.92.

مكتبة النجاشي

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

L'Union pour la démocratie française

(Suite de la première page.)

Au soir du premier tour, les voix recueillies par ceux qui auront ainsi travaillé ensemble seront les mêmes.

L'objectif, enfin atteint par nous, de rassembler, d'unifier ceux qui, depuis l'élection présidentielle, poursuivent avec détermination la même œuvre de réforme, n'a de sens que si la force vient d'en bas et se trouve portée par le courant unitaire qui était si attendu — qui ne demandait qu'à déferler — dans l'affection.

Républicains, centristes et radicaux ont agi ensemble et gagné leur unité. Sur le terrain, peut-être, on se manifeste et s'organise la solidarité de fait. Tout naturellement, elle éliminera les rivalités et les frictions, car les hommes et les idées sont si proches que, déjà, on les retrouve dans l'U.D.F.

En quelque sorte, comme Marx, à propos de la philosophie de Hegel, je dirai du vieux projet d'union des réformistes sincères qu'il marchait sur la tête et qu'il convenait de le mettre sur ses pieds.

Cette union s'est constituée à la suite d'un long travail de concertation, qui s'est poursuivi, sans relâche, depuis le début de l'été 1977. Je l'avais publiquement souhaitée, dès le 25 juin dernier. L'Union pour la démocratie française n'est pas et ne sera pas la réunion d'une partie de la majorité contre une autre. Le président de la République l'a clairement expliqué à Verdun-sur-le-Doubs.

C'est l'affirmation du parti républicain, depuis Fréjus en mai dernier, qui a d'abord conduit à l'instauration d'un climat d'entente. Nous sommes fiers d'y avoir contribué de manière décisive.

Notre perspective est celle tracée par le président à Verdun-sur-le-Doubs. C'est vrai, et maintenant c'est un fait qu'il y a de grands courants qui portent notre vie politique : deux dans la majorité, deux dans l'opposition.

Au sein de la majorité, l'Union pour la démocratie française est la fidélité au président et la volonté d'adaptation de notre société.

Nous pensons que la majorité n'a de chances de gagner, et de se renouveler, de se transformer, d'être porteuse de l'avenir, donc de changement, que si chacun des deux courants affirme son originalité.

Nous nous référons à la notion de « pluralisme organisé » introduite en janvier 1977 par le président de la République. Nous avons, tous, souhaité l'organisation, dans le cadre du « code de bonne conduite », que j'avais proposé en mai 1977, d'élections primaires (1).

Elections primaires dont Valéry Giscard d'Estaing a dit, au début de l'été, qu'elles représentaient une forme supérieure de démocratie directe et de respect de l'électeur.

La création de l'Union pour la démocratie française répond à ces orientations ; je dirai : à ce devoir.

La présentation par elle dans les circonscriptions, pour le bon choix des électeurs, d'un candidat de l'U.D.F. à côté de celui du R.P.R., marque, l'achèvement d'une évolution vers une nouvelle majorité qui s'exprimera dans la clarté (2).

Seule l'Union pour la démocratie française peut apporter à cette nouvelle majorité les électeurs nombreux, mais désorientés, qui se disent satisfaits de l'action du président de la République, qui ne partagent pas le projet collectiviste du programme commun, mais qui, voulant exprimer une volonté de changement, n'aperçoivent plus que le parti socialiste.

La réalité, c'est qu'un grand nombre de ceux qui, en 1974, ont choisi Valéry Giscard d'Estaing l'ont fait parce qu'il incarnait le changement. Beaucoup ont été déçus ; il faut le reconnaître et le dire franchement. Nous le savons.

Non qu'ils mettent en cause la sincérité des intentions, ou qu'ils doutent de la détermination de celui qui l'a été.

Bien au contraire, en cette période d'incertitude, ils se tournent tout naturellement vers lui. Mais le rythme du changement leur a paru trop lent, les blocages trop nombreux, les conservatismes trop puissants. Et c'est vrai !

A ceux-là, nous disons aujourd'hui qu'il ne faut pas rechercher la voie du changement dans l'incohérence, manifeste, du programme commun. L'alliance des socialistes et des communistes est, d'ailleurs, profondément atteinte. Elle ne porte plus en elle l'espoir mais l'aventure.

L'Union pour la démocratie française — et il était temps ! — représente aujourd'hui la voie raisonnable, en vérité la seule, du changement de la France dans le

maintien des équilibres économiques et la stabilité des institutions politiques ; à l'opposé du désordre et de tout son cortège de catastrophes.

Avec l'U.D.F., il est possible de donner en mars au président « du changement » les moyens parlementaires, enfin, de sa politique. Il est possible de donner une nouvelle dimension et un nouveau souffle à l'action engagée.

« L'union est un combat », disent les communistes. C'est une belle formule. Et c'est vrai : l'union se veut ; elle se conquiert. Mais nous ne recherchons pas le combat d'une moitié de la France contre l'autre — au contraire. Là est notre identité : unir les Français par leur combat commun.

Nous ne consacrons pas nos forces à aggraver ceux avec qui nous devons bien, ensuite, conduire les destinées de la France et de sa jeunesse.

Oui, nous menons un combat, mais un combat pour que, au-delà des différences qui sont le propre d'une société démocratique, les Français redécouvrent ce qui, dans leur histoire, dans leur culture, dans leur mode de vie, et maintenant dans la tempête économique, les rapproche et les unit.

Car, au-delà de l'union, notre objectif de longue portée est l'unité des Français face au grand défi du « changement de monde » où la France doit gagner.

JEAN-PIERRE SOISSON.

LA RÉPUBLIQUE S'EST AFFAÎBLIE CHAQUE FOIS QU'ELLE A GLISSÉ VERS LE RÉGIME D'ASSEMBLÉE

déclare M. Giscard d'Estaing

Le président de la République a inauguré jeudi matin 23 février l'exposition « Cent ans de République » présentée sur Arches nationales. A cette occasion, il a déclaré notamment que la République est le bien commun sans lequel « et qu'il appartient au président de la République de préserver nos institutions républicaines » (Le Monde du 24 février).

Le chef de l'Etat estime que la République a connu deux périodes des très actives et très fortes : les trente premières années de la III^e République et les vingt années de la IV^e. « Ces deux époques ont été très fortes, a-t-il dit, parce qu'il y a eu alors un bon équilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, sans conjonction entre les deux. Le gouvernement et le Parlement faisaient les lois. C'est, je crois, une règle fondamentale si l'on veut assurer le progrès de la République en France. Chaque fois, au contraire, que la République a glissé vers le régime d'Assemblée, pour une cause ou pour une autre, la République s'est affaiblie, et la France avec elle ».

M. MAUROY NE CROIT PAS AU REFUS DE DÉSISTEMENT

Dans une interview publiée par le Matin, M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat national du P.S., déclare : « J'ai toujours pensé et dit qu'il n'était pas possible que les communistes refusent d'appliquer la règle du désistement automatique en faveur du candidat de gauche le mieux placé. (...) Je n'ai pour ma part jamais pris au sérieux cette menace de refus de désistement. Je n'ai jamais pensé une minute qu'elle puisse être mise à exécution. En revanche, je mesure le risque que fait peser la fait de recourir — même indirectement — à cette menace. Les répercussions psychologiques d'un tel comportement peuvent être importantes sur l'électorat socialiste. Si la direction du P.S. reste, envers et contre tout, unitaire, son électorat risque de le devenir moins. (...) Si François Marchais renonce à ses attaques dans les derniers jours de la campagne, cela facilitera sûrement les reports dans les deux sens au second tour ».

« C'est la lutte... »



(Dessin de PLANTU.)

LA L.C.R. PLAIDE POUR UN DÉSISTEMENT AUTOMATIQUE ENTRE LE P.G. ET LE P.S.

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), a déclaré jeudi 23 février, à Rive-de-Gier (Loire) : « Au deuxième tour, on votera inconditionnellement pour le candidat ouvrier du P.C. ou du P.S. arrivé en tête le 12 mars. Il est regrettable que le P.S. et le P.C. qui se réclament de l'antagonisme, n'aient pas demandé l'avis des

travailleurs au moment de la signature du programme commun, alors que, dès 1972, il n'était pas possible de conserver la société capitaliste ».

M. Daniel Bensaid, membre du bureau politique, est intervenu dans le même sens jeudi à Paris. De plus, il a indiqué que l'annonce du désistement automatique entre le P.C. et le P.S. « peut assurer la victoire de la gauche ». Ce succès serait, à ses yeux, « une plus grande garantie pour la classe ouvrière que les 21 % de voix souhaitées par le P.C. ».

« Le tribunal administratif de Nice, saisi à la requête du préfet des Alpes-Maritimes, a jugé que M. Didier Duffaud, appelé du 7^e régiment de gendarmerie d'Avignon, ne remplissait les conditions légales pour être enregistré comme candidat aux élections législatives. M. Duffaud se présente sous l'étiquette de la Ligue communiste révolutionnaire dans la 2^e circonscription de M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, et face au général François Binoche, gaulliste de progrès ».

(Corresp.)

Bibliographie

UN UTILE SURVOL DE « LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE »

Noël Copin est, depuis mars 1977, chef du service de politique intérieure d'Antenne 2 après avoir dirigé, pendant dix ans, celui de notre confrère la Croix, dans les colonnes duquel il avait donné maintes preuves de la clarté et de la rigueur de son esprit didactique. On retrouve ces vertus dans son manuel sur la Vie politique française.

En moins de deux cents pages l'auteur ne peut épuiser tout ce qu'il y a de la vie politique, le gouvernement, le Parlement et les partis, mais son étude n'est pas pour autant superficielle. Néanmoins à son analyse rapide ni l'excessive limitation des prérogatives parlementaires, ni la désinvolture avec laquelle les gouvernements traitent les questions « des membres des Assemblées de la V^e République, ni la fragilité des avantages du système majoritaire.

Noël Copin interroge : « N'y a-t-il pas de nouvelles formes de démocratie à inventer ? » et il juge aussi, par exemple lorsqu'il fait observer : « Une Constitution doit pouvoir permettre l'alternance au pouvoir. Elle n'a pas vraiment fait ses preuves tant qu'une telle éventualité ne s'est pas produite ».

Un bon canevas de réflexion pour ceux qui s'intéressent au fonctionnement de nos institutions et un guide utile pour tous ceux qui s'apprêtent à voter. — R. B.

* Noël Copin. La Vie politique française. Les Editions Ouvrières, 155 pages, 28 F.

M. Mitterrand : le problème c'est de savoir s'il y a une volonté d'accord au P.C.

M. François Mitterrand, qui était jeudi 23 février l'invité de l'émission de France-Inter « Le téléphone sonne », a expliqué en ces termes l'issue des négociations sur l'actualisation du programme commun.

« Le comité directeur du parti socialiste, au mois de novembre, après plusieurs appels à la bonne entente et au bon accord, a proposé une discussion sans condition, sans préalable, sans délai. Le réponse a été très dure. Il y a eu une petite rencontre au niveau du comité de liaison entre Charles Fiterman, notre ami Pierre Bérégovoy et François Lancelotti, radical de gauche. En l'espace de vingt minutes tout a été bécoté. Le parti communiste a refusé cette négociation. Au début du mois de janvier, une conférence nationale du parti communiste s'est tenue et a encore refusé de façon très brutale toute conversation avec les socialistes. C'est l'époque où le parti communiste a décidé que, au-dessous de 21 % de suffrages au premier tour de scrutin, il considérerait comme difficile sinon impossible de pratiquer l'union de

la gauche au deuxième tour. Voilà les faits.

« Le problème est de savoir si les propositions qui nous sont faites peuvent être interprétées comme une véritable volonté d'accord. C'est ça le problème. Or, comme l'insinuation verbale vers la notion d'un accord politique, désistement, formation de gouvernement, a été assorti de toute une série de considérations fort désagréables pour le parti socialiste, nommé de revenir à l'union avec nous ne nous pas quittés. (...) Je pense qu'il faut absolument, et c'est ce que je dirai d'un ton très calme et amical, il faut absolument que cessent ces attaques inadmissibles, injustifiées contre le parti socialiste, si l'on veut aborder une période où l'on pourra débattre utilement l'intérêt de la gauche tout entière. (...)

« Si l'on s'agit de se mettre autour d'une table pour actualiser un programme commun que le parti communiste a refusé d'actualiser depuis maintenant plus de cinq mois, c'est une entreprise inutile, qui risquerait de tourner court, et de gâcher les chances de la gauche, qui restent très grandes, qui sont très grandes, de l'emporter le 12 et le 19 mars. (...)

« Il faut que l'on retrouve un climat de travail et d'union. C'est une condition indispensable, pour faire un bon accord. Et chacun de nous, et nous tous, comprend bien cela. Lorsque dans une famille, on vient comme cela, en disant nous allons nous arranger autour de la table, et qu'on voit un des membres de la famille passer aux insultes et aux injures, naturellement cela ne crée pas de bonnes conditions pour arriver à un accord ».

INCIDENTS ÉLECTORAUX A TOURS ET A CAGNES

L'épouse du candidat socialiste de la 1^{re} circonscription d'Indre-et-Loire, Mme Françoise Lussault, a été blessée d'un coup de barre de fer à la mâchoire, jeudi soir, 23 février, à Tours « par trois hommes descendus d'une camionnette. La victime était alors occupée à coller des affiches du parti socialiste en compagnie de sept autres personnes ».

« Les vitres d'une quinzaine de voitures, appartenant à des militants du parti communiste, qui étaient en stationnement devant la permanence de ce parti à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), ont été brisées, jeudi soir, 23 février, par six ou sept hommes selon un témoin. Après avoir commis leur forfait, les inconnus se sont enfuis à bord d'une voiture. La police a ouvert une enquête ».

M. FRÈCHE (P.S.) DÉNONCE UN CLIMAT « PRÉFASCISTE »

(De notre correspondant.)

Montpellier. — M. Georges Frêche, député P.S., maire de Montpellier, a dénoncé, jeudi 23 février, dans une conférence de presse, le climat selon lui « préfasciste » qui s'installe dans la ville. M. Frêche fait état de plusieurs incidents dont sont victimes des militants socialistes.

Ainsi l'appartement de Mme Alice Albertine, militante socialiste et ancienne déportée de la Résistance, a été tout récemment « visité » par effraction et cambriolé. Déjà le 10 février, M. Albin Tixador, mutilé de la guerre 1914-1918 et ancien résistant, lui aussi militant socialiste, avait porté plainte pour menaces proférées au téléphone par une voix d'homme déclarant parler au nom de l'Union des résistants. Ces menaces se renouvelaient tous les jours.

D'autres menaces visent des rapatriés, des Français musulmans, des israélites, des universitaires de gauche.

En ce qui concerne les rapatriés, devait dire M. Frêche, « la prochaine fois je donnerai des noms et je dirai qui paie ces hommes et qui paie ces commandos qui parcourent la France ».

Le maire de Montpellier a regretté qu'aucune enquête n'ait encore abouti. Il a déclaré : « Je m'adresse au préfet. C'est à lui de faire respecter l'ordre républicain. A quoi servent les écoles téléphoniques locales ? Je demande que l'ensemble des Montpellierais, y compris la majorité libérale, prennent en main l'ordre public. » — R.B.

La philosophie rend-elle sourd ?

Agrégée de philosophie, spécialiste de philosophie étrangère, en veston sombre avec des cravates marine et bordeaux, ce sont les candidats apparemment les mieux élevés qui ont été invités au débat électoral sur TF1 jeudi 23 février. Mais, dès que M. Kanapa, membre du secrétariat du P.C., et M. Lécane, président du C.D.S., ouvrent la bouche, le premier, gouailleux, tirant sur ses lèvres, le second, plus tendu et contraint, toute urgence disparaît : « Ne parlez pas honnêtement ! On n'est pas en classe ! Vous mentez ! Vous trichez encore !... D'autres aménités fusent. M. Kanapa accuse son adversaire de sacrifier l'indépendance de la France, de la mettre à l'encre : les capitales françaises fuient tandis que l'étranger s'empare de nos usines. Il est mensonger — poursuit-il — de faire porter sur la hausse des matières premières la responsabilité de l'inflation. A part le pétrole et l'inflation, le prix des matières premières importées a diminué de 4,1 % de 1974 à 1977, et la baisse est de 9,3 % pour les métaux non ferreux. M. Lécane répond sur un autre terrain : vous voulez isoler

la France, l'arracher à l'Europe », en faire une démocratie populaire « à la tohèque ». Quel peuple vit mieux qu'en France ? N'avez-vous jamais vu les queues dans les magasins de Moscou ? La porte-parole du P.C. se défend de prendre « des modèles à l'étranger » et d'approuver toutes les initiatives de l'U.R.S.S., mais il ne cache pas sa condamnation par son parti que celle de l'intervention soviétique à Prague, en 1968. Un moi vient aux lèvres de M. Lécane, qui semblait se retenir de le prononcer depuis quelque temps : vous êtes « éralinien », vous avez « revendiqué l'honneur de l'étranger », mais aujourd'hui « vous avez honte » de votre modèle devant les Français et vous avancez « masqué ».

Une information tout de même, quand M. Lécane lui dit : « Le ministre des affaires étrangères d'un gouvernement de la gauche, ce pourrait être vous », M. Kanapa répond : « Oui ». Seules répliques de ce dialogue, sans humour et sans courtoisie autres que sarcastiques, à n'avoir pas été celles de deux sourds.

M. D.

Les Editions Ouvrières
12, avenue Saur-Roselle
75621 Paris Cedex 13



38 F



36 F

VIEN DE PARAÎTRE
Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE
enjeu politique

En vente partout - 10 F

Nous n'entretenons que des

ALFA ROMEO

alfa duplex 6, rue Duplex - Paris 15^e
566.09.09

Du lundi matin au samedi soir
nous ne faisons essayer que des

ALFA ROMEO

alfa duplex 6, rue Duplex - Paris 15^e
566.09.09

Nous n'avons qu'une passion

ALFA ROMEO

alfa duplex 6, rue Duplex - Paris 15^e
566.09.09

Fin de Saison

**SAMEDI 25 FEVRIER
et jours suivants***

BRADERIE MONSTRE

AUX FOURRURES DU NORD

*Que des affaires extraordinaires!
des prix que vous ne reverrez plus...*

MANTEAUX

Astrakan pleines peaux	3850 F 2450 F	Rat d'Amérique	6250 F 4150 F
Astrakan pleines peaux		ranch pastel dark	1250 F 750 F
Swakara noir ou marron	6750 F 4350 F	Lapin naturel	1850 F 1150 F
Flanc de Rat d'Amérique	4250 F 3350 F	Lapin couleur	4850 F 3250 F
Flanc de Marmotte	2450 F 1550 F	Ragondin	1750 F 3450 F
Agneau Borégo	1250 F 450 F	Opossum d'Amérique	5850 F 4150 F
Mouton couleur	2450 F 1650 F	Skungs	5250 F 3850 F
Patte d'Astrakan	2650 F 1750 F	Pham	6250 F 4350 F
Patte de Kalgan	3250 F 2250 F	Marmotte	8250 F 6250 F
Renard morceaux	4250 F 2750 F	Queue de Vison	6250 F 4650 F
Opossum d'Australie			

VESTES

Lapin Nankin	1250 F 740 F	Agneau de Toscane	2250 F 1450 F
Mouton doré	1850 F 920 F	Opossum d'Australie	3450 F 1850 F
Flanc de Marmotte	1850 F 920 F	Astrakan marron	4750 F 3150 F
Patchwork de Renard	1850 F 1100 F	Blouson Lapin	280 F 140 F
Tête de Pham	1650 F 1150 F		

Collection VISON

Vison milleraies	2750 F 4650 F	Vison ranch pleines peaux	10750 F 8250 F
Vison du Canada pastel		Vison ranch pleines peaux	9250 F 6850 F
pleines peaux	2850 F 5450 F		
Vison Dark allongé	14750 F 11150 F	Vison pastel	10250 F 8250 F
Vison black allongé	12550 F 9250 F	Vison saphir	15850 F 11450 F

Collection PRESTIGE

Manteaux longs et capes du soir en
Zibeline, Chinchilla Vison black diamond, emba, saga,
majestic, blanc, pastel, koh.i.noor, saphir, lunaire, etc.
escompte jusqu'à 43%

* JUSQU'A EPUISEMENT DES STOCKS BRADES

- Service après vente
- Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours
- Les plus larges facilités de paiement

115 à 119, rue La Fayette
PARIS 10^e
près Gare du Nord



100, Av. Paul-Doumer
(angle rue de la Pompe)
PARIS 16^e, métro Muette

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h. sans interruption, sauf Dimanche

Nous n'avons qu'une seule
ALFA ROMEO
+ alfa
duplex

POLITIQUE

La préparation

LES PARTIS ET LES HANDICAPÉS

La plupart des formations sont favorables à une forte augmentation du minimum social

Interrogé par quatre grandes associations de paralysés et d'infirmités (1), les partis politiques se sont presque tous déclarés favorables à une augmentation du minimum social. Le P.C.F. se prononce pour un minimum social à 70 % du SMIC tandis que le parti républicain estime à 30 %, sous réserve qu'une telle réforme soit effectuée par étapes.

Le P.C.F. propose que l'allocation d'aide sociale aux enfants handicapés soit versée comme une allocation familiale ordinaire, et augmentée dans un premier temps de 50 %, et que l'allocation destinée aux handicapés adultes soit d'abord portée à 1 300 F puis revalorisée pour atteindre 30 % du nouveau SMIC. Le parti radical pense, pour sa part, que « dans l'avenir il conviendra de faire davantage ». Le P.S. a décidé de porter immédiatement l'allocation aux handicapés adultes à 1 300 F par mois et de la revaloriser progressivement pour que ce minimum social puisse rejoindre le SMIC.

Le Mouvement des démocrates de M. Joubert motive assez curieusement son approbation d'accord pour les 80 % du SMIC, préconisée par le P.C.F., par le fait qu'il s'agit d'un handicapé total ayant un peu moins de besoins qu'une personne en activité ; mais il est « toutefoits évident que ce minimum doit être indexé sur le SMIC ».

Un bel enthousiasme

Soulignant ce bel élan d'enthousiasme des partis pour une forte augmentation du minimum social des handicapés M. André Trannoy, président de l'Association des paralysés de France, a observé, mardi 21 février, au cours d'une conférence de presse, qu'il y a eu d'année en année une telle revendication était jugée exorbitante par certains.

Unanimité, aussi, pour la simplification des démarches en matière de chaises roulantes, prothèses, etc. — le P.C.F. allant même jusqu'à proposer une prise

en charge à 100 %, et le droit à l'appareillage sur simple présentation de la carte d'invalidité.

Unanimité, enfin, pour favoriser le reclassement professionnel des handicapés, plus particulièrement pénalisés par la conjoncture économique.

« Là où les avis divergent le plus, c'est sur le statut des associations de handicapés. Ces dernières demandent à conserver à la fois le droit de créer et gérer librement leurs réalisations », et pour ce faire d'être subventionnées partiellement par l'Etat ou les collectivités locales. Le parti républicain estime que « la liberté implique l'indépendance financière et que les associations peuvent recevoir des subventions de l'Etat et des collectivités locales, lorsque leurs activités ou leurs réalisations ont le caractère d'un service ». La réponse du P.C.F. est presque le contraire. Le P.C.F. est moins réticent : les associations doivent rester à ses yeux « des organismes de leur réalisation », mais rien n'est dit de leur subvention, de leur contrôle ni du système actuel qui les fait vivre en grande partie grâce à la solidarité publique.

Sur ce point, le P.S. suggère une formule de gestion tripartite : les associations de handicapés, les collectivités locales et une décentralisation des structures.

D'autre part, le P.S. est le seul à proposer, pour mettre fin à la procédure scandaleuse d'appel à la charité publique, la création d'un fonds national de lutte contre les handicaps et l'adaptation.

(1) Association des paralysés de France (45 000 adhérents) ; Confédération nationale des sourds de France ; Fédération nationale des malades, paralysés et handicapés ; Ligue pour l'adaptation du handicapé au travail.

JEAN BENOIT.

ROME : l'année de la France

De notre correspondant

Rome. — « L'année 1978 sera celle de la France », écrit, au début de janvier, le Corriere della Sera. Depuis plusieurs semaines, les journaux italiens consacrent une grande place au scrutin des 72 et 10 mars, tandis que plusieurs chaînes de télévision, publiques ou privées, ont prévu des débats sur ce thème. La proximité des deux jours et leur parallélisme — une telle assemblée, deux parties communales possédant, un pouvoir en place depuis longtemps, l'attention et le chômage — expliquent cet intérêt.

Est-ce à dire que cinquante millions d'Italiens attendent les élections en attendant les premières « fourchettes » du jour « J », à 20 heures ? La plupart ne s'intéressent déjà pas à l'actualité des gouvernements italiens à Rome. Pourquoi voulez-vous qu'ils s'intéressent à un futur changement politique à Paris ? souligne avec philosophie M. Vittorio Corbo, éditeur de la Stampa.

Cela n'empêche pas les événements français d'être mieux suivis que ne le sont les événements italiens en France. Un cadre moyen de la démocratie chrétienne — Silvio M. Chirac, alors que la majorité des députés R.P.R. ignorent sans doute le rôle-clé que joue M. Aldo Moro en Italie.

Rien ne permet, toutefois, d'affirmer que les partis politiques ont tiré la crise dans l'attente des résultats du 10 mars, ou qu'ils s'emparent, au contraire, de la conclusion avant cette échéance. Ils se débattent dans une situation trop délicate à Rome pour attacher une telle importance à un événement extérieur. Il ne faut pas oublier qu'avec la candidature du P.C.I. au pouvoir et la perspective de trois scrutins (élections locales, référendum, présidentielle), 1978 peut être, tout au long, l'année de l'Italie.

La démocratie chrétienne veut d'un bon côté le maintien de la majorité en France, et les socialistes de M. Ciriaco De Mitterrand, qui ont soutenu spontanément le parti de M. Mitterrand. Mais que dire des communistes ? Jusqu'à présent, le P.C.I. a gardé le silence, et on l'a vu entendre qu'il se tait jusqu'au 10 mars. A moins qu'on ne l'ait utilisé trop manifestement dans un sens ou dans l'autre, il réagira alors de la même façon que l'année dernière (le Monde du 10 novembre 1977), quand communistes et socialistes

Un net succès du P.C.F. affaiblirait M. Berlinguer

Une défaite de l'actuelle majorité se répercuterait certainement en Italie. La démocratie chrétienne craint sans le dire que certains partis politiques — à commencer par le P.C.I. — n'y voient une raison de remettre en cause l'accord qui, d'ici là, aurait pu être conclu à Rome. Un grand succès de M. Marchais affaiblirait M. Berlinguer, conforterait ses adversaires : au sein du P.C.I. et obligerait peut-être ce dernier à s'affirmer davantage. Si la France basculait à gauche, les Américains surveilleraient l'Italie de plus près et s'opposeraient à tout nouveau pas des communistes en direction du pouvoir. Alors que, si les choses restent en l'état, et si le P.C.F. perdait son pari, M. Berlinguer pourrait continuer plus facilement sa longue marche, sans avoir besoin de se presser ni de hausser le ton.

ROBERT SOLÉ

M. Marchais : ce problème concerne l'ensemble des travailleurs

M. Marchais a présenté, mercredi 22 février, le livre *Handicaps, handicapés* (1), qui résume les travaux d'un colloque organisé par le P.C.F. sur les handicaps avec la participation de cinquante-deux associations de toutes tendances. « Notre parti », a-t-il déclaré, « attache la plus grande importance à la question des handicaps. Cette question ne concerne pas seulement les spécialistes, mais l'ensemble des travailleurs ».

Mme Mireille Bertrand, membre du bureau politique et responsable du secteur « Cadre de vie » du P.C.F., a déclaré pour sa part : « Les propositions découlant du programme commun social » pour « une grande politique sociale basée sur la lutte contre les inégalités ».

(1) *Handicaps, handicapés*, présenté par Christian Bernadine, responsable de la commission Handicaps du P.C.F., Editions sociales, 221 p., 30 F.

Un syndicat patronal des entreprises de travail temporaire dénonce l'étatisation prévue par le programme commun

« L'activité des entreprises de travail temporaire sera prise en charge par l'Agence nationale pour l'emploi », indique le programme commun de 1978. Ce moment, cette affirmation, à moins de trois semaines des élections, Mme Bessis, présidente du PROMATT (Syndicat des professionnels du travail temporaire), nouvelle organisation patronale créée après la dissolution intervenue au sein de l'UNETT (le Monde du 30 décembre 1977), a déclaré, au cours d'une conférence de presse tenue jeudi 23 février, que « si les entreprises utilisatrices ne peuvent pas continuer à garantir à cette élitisation, la contribution non plus ».

« Si les entreprises de travail temporaire (E.T.T.) occupent en permanence 100 000 Français, à pourvoir Mme Bessis, dont plus de 100 000 femmes, si le travail temporaire constitue une filière vers l'emploi permanent pour les 300 000 Français qui y transitent chaque année, c'est avant tout parce que la capacité d'initiation de certaines entreprises de services, d'ailleurs, par une mise concurrentielle, est possible. Des structures administratives ne pourraient accomplir la même mission dans des conditions de succès équivalentes (1). Enfin, si l'on tient compte des sommes considérables versées au Trésor public par les E.T.T. en matière de T.V.A. (1,2 milliard chaque année pour ce seul poste) et d'impôts directs, leur subvention par un service public entraînerait une charge supplémentaire importante pour le contribuable ».

Au cours de cette conférence de presse, il a été également indiqué que le PROMATT, créé le 6 janvier dernier, a déjà actuellement soixante entreprises (dont les trois « grands » de la profession, B.E., Manpower et SOCO) devant six cents établissements et représentant 43 % du chiffre d'affaires réalisés en 1977 par la profession.

Ce chiffre d'affaires, qui est de

l'ordre de 6 milliards de francs pour l'ensemble du millier d'E.T.T., n'aurait pas augmenté en 1977, mais rapport à 1976, mais en 1976 la profession avait enregistré une très forte reprise, après la « chute » de 1975. « Le taux de mortalité des E.T.T. s'élève à 15 % l'an, à pourvoir Mme Bessis. Par exemple, sur environ deux cents E.T.T. créées entre le 1^{er} janvier 1976 et le 31 décembre 1977, 76 % ont cessé d'exister, soit 150 000 F. alors qu'elles devaient disposer de ressources minimales d'environ 150 000 F pour pouvoir faire face à leurs obligations financières du début ».


D'où le problème du cautionnement, qui a été le principal motif de la sécession au sein de l'UNETT, destiné à garantir les entreprises utilisatrices contre les « défaillances » des E.T.T. en matière de paiement des charges sociales.

Pour adhérer au PROMATT, qui propose, d'autre part, la création de services médicaux propres au travail temporaire, il est obligatoire soit d'adhérer à la société de caution mutuelle des E.T.T. (SOCAMETT), soit d'obtenir une garantie individuelle, fournie par une banque ou une compagnie d'assurance.

Enfin, le PROMATT propose aux partenaires sociaux d'entamer la discussion d'une convention collective nationale. Actuellement, cette négociation est au point mort : la C.F.D.T., hostile au principe même du travail temporaire, n'a pas participé aux réunions qui ont déjà eu lieu, et la C.G.T., qui a signé en 1969 un accord particulier avec Manpower-France, n'accepte pas les propositions patronales actuelles, notamment en matière de contrat de travail et de droit syndical.

(1) L'Agence nationale pour l'emploi, créée, n'est pas de cet avis. Elle estime, comme des exemples locaux le prouvent, qu'elle pourrait prendre en charge l'activité des E.T.T. à condition, bien sûr, de lui donner les moyens du plan national.

L'AMERIQUE
avec **LOFTLEIDIR**



NEW YORK
1650 F*

CHICAGO
1745 F*

Echappez à la confusion tarifaire actuelle vers l'Amérique en choisissant **LOFTLEIDIR** qui reste l'une des solutions les plus économiques :

- New York aller-retour F. 1650
- Chicago aller-retour F. 1745

Ces tarifs excursions 14/45 jours, ouverts à tous, n'impliquent pas une date limite d'inscription et autorisent les changements de réservation.

N'oubliez pas de mentionner, en plus de ces tarifs excursions, les conditions exceptionnelles proposées par **LOFTLEIDIR** pour les voyages de longue durée :

- aller-retour New York valable un an F. 2.150
- aller-retour Chicago valable un an F. 2.300

Grâce à ces tarifs transatlantiques, toute l'Amérique vous est offerte. Quelle que soit votre destination finale aux USA, décidez d'entrer, soit par New York, soit par Chicago et bénéficiez des tarifs intérieurs

U.S. pratiqués sur le continent américain. Demandez à votre Agent de Voyages de vous parler aussi des Forfaits à New York de 3 à 30 jours, à partir de F. 2080 (comportant l'aller-retour, Luxembourg/New York + séjour à l'hôtel Century Paramount).

De même, le toujours très populaire Tour Auto en toute liberté (à 345 F.) et tarif excursions 14/45 jours valable jusqu'en 14/6/1978.

Pour tout renseignement, adressez ce coupon à :

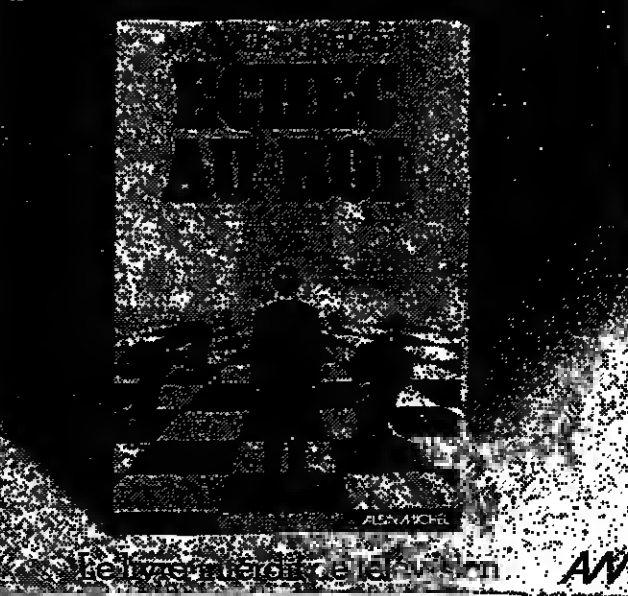
LOFTLEIDIR ICELANDIC

32, rue du 4-Septembre 75002 Paris
tél. 078.75.42 - 742.52.26
32 bis, rue du MI Joffre 06000 Nice
tél. 88.78.41

Nom _____
Adresse _____

ou interrogez votre agent de voyages, il nous connaît bien !

Que se passera-t-il entre Mitterrand, Marchais, Chirac et Giscard d'Estaing après les élections ?



مكتبة الشمل

des élections législatives

D'UNE RÉGION
A L'AUTRE

XIX bis. — LORRAINE : des ministres aux avant-postes

par PATRICK JARREAU

VOSGES : plusieurs écheveaux

MEUSE : Verdun assiégée

Les Vosges ont longtemps été placées sous la tutelle de M. Christian Fouchet, député de Remiremont de 1963 à son entrée au Sénat, en septembre 1977, date à laquelle il a également quitté le gouvernement après avoir appartenu aux cabinets Messmer, Chirac et Barre. Chirac lui-même, traité comme l'ont été certains, au moment où la situation économique des Vosges, frappées par la crise du textile, devenait difficile, et alors que le département était contesté. Pour d'autres, M. Fouchet, conseiller plus de temps à son département et à l'extérieur, prudemment, que la gauche n'y devienne prépondérante.

Epinal

On ne s'étonnera pas, en tout cas, que dans la première circonscription (Epinal), où M. Marcel Hoffert, député sortant (R.P.), ne se représente pas, le candidat du mouvement gauchiste soit l'ancien directeur de cabinet de M. Fouchet, M. Philippe Séguin, conseiller référendaire de la Cour des comptes, âgé de trente-cinq ans, aujourd'hui chargé de mission au cabinet du premier ministre. Ce « parachutage » était rendu nécessaire par la division qui régnait au sein du R.P.R. local, partagé, en fait, depuis que M. Hoffert s'était rallié à la candidature de M. Giscard d'Estaing en mai 1974. Cette division s'est accentuée en mars dernier, lorsque l'éclatement de la municipalité socialo-centriste avait entraîné la constitution de deux listes comprenant l'une et l'autre des membres des mêmes partis, et notamment, des R.P.R. M. Séguin a rétabli une unité au moins apparente parmi les militants gauchistes, dont les querelles intestines paralysaient la direction nationale du mouvement, et il mène une campagne très « personnelle » faite de porte-à-porte dans les immeubles et de rencontres aux sorties des usines.

Les choses vont moins bien du côté des partis non gauchistes. Un accord, dont l'existence est contestée, aurait été conclu, au mois de juillet, entre les formations de la majorité, partageant les deux sièges de sénateurs entre M. Fouchet et M. Albert Volquin, député (P.R.) de Neufchâteau, et prévoyant que, aux élections législatives, la majorité serait représentée par un candidat R.P.R., Epinal, et à Remiremont, un représentant du P.R. à Neufchâteau et un candidat à majorité présidentielle à Saint-Dié. L'arrivée inopinée dans le département, au mois d'octobre, de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au travail manuel, qui était depuis plusieurs semaines en quête d'une circonscription et qui avait arrêté son choix sur Saint-Dié, bouleversait ces plans. Pour tout arranger, M. Stoléru était accompagné de M. Hubert Malgrat, conseiller technique, son cabinet, ancien responsable de la C.F.D.T. chez Peugeot à Mulhouse et membre du secrétariat national du P.R., qui entendait se présenter à Epinal. Or, M. André Bonet, secrétaire de la fédération radicale, y était, lui aussi, candidat ; ce fut lui qui obtint le 13 janvier, l'investiture des partis non gauchistes, et donc celle du parti républicain ! M. Malgrat fit un esclandre et obtint de son parti qu'il lui rende son étiquette. Une tentative de M. Servan-Schreiber pour aller soutenir son candidat jusque dans l'antre de l'ennemi — la permanence de M. Malgrat — fut fermement éconduite par les amis du candidat gauchiste. M. Bonet et Malgrat s'interpellèrent désormais par voie de communiqués de presse.

Devant ce spectacle inhabituel, M. Serge Thibaut (U.S.), directeur

du cabinet de M. Pierre Blanc, maire d'Epinal, se donna le rôle de Spinaliens et d'observer avec un sourire les débordements d'une majorité qui ne se souciait pas d'attaquer. Le P.S. paraît en effet en mesure de dépasser les 25,2 % que M. Blanc avait obtenus en 1973 au premier tour et qui, s'ajoutant aux voix du P.C. et du P.S.U., avaient mis le candidat socialiste, au second tour, à un point de la victoire. M. Robert Alexandre (P.C.), conseiller municipal de La Chapelle-devant-Brûyères, peut également progresser, malgré la présence de M. Marc Martinez (L.O.). Cependant, si la gauche détient les cinq cantons de la circonscription (quatre au P.S., un au P.C.), elle n'a pas progressé autant qu'on s'y attendait aux élections municipales (elle a, malgré tout, enlevé Epinal et Colbey), et, en 1974, M. Giscard d'Estaing avait obtenu 53,3 % des voix.

Saint-Dié

L'arrivée de M. Stoléru à Saint-Dié (2^e circonscription), où M. Maurice Lemaire (R.P.R.), ancien ministre, quatre-vingt-deux ans, élu depuis 1951, ne se représente pas, a donc provoqué des mouvements divers. Pour le secrétaire d'Etat au travail manuel, il s'agissait de se présenter dans une circonscription où la gauche avait, plus encore qu'à Epinal, brisé la victoire en 1973, et où se posent des problèmes d'emploi et de reconversion dont la majorité devait faire la preuve qu'elle était apte à les traiter.

Une vive altercation épistolaire opposa M. Stoléru à M. Fouchet, chacun soupçonnant l'autre de vouloir s'assurer la haute main sur le département, tandis que la perspective de voir M. Maurice Lemaire, qui avait enlevé la mairie à la gauche en mars 1977, devenir le suppléant du secrétaire d'Etat, provoquait la démission de trois adjoints au maire. Finalement, M. Stoléru choisissait M. Jean-Marie Jollès, le seul candidat de la liste de M. Jeandon qui n'ait pas été élu. Mais le secrétaire d'Etat a, à l'affaire, maintenant au sein de la majorité, à M. Roger Souchal (R.P.R.), ancien député, spécialiste du « parachutage », qui, député de Nancy de 1968 à 1970, a été battu deux fois par M. Servan-Schreiber à Nancy, et qui se montre ici un redoutable concurrent.

M. Christian Pierret, membre du comité directeur du P.R., animateur du C.E.R.E.S., fait campagne, depuis l'été dernier, avec pour suppléant M. Pierre Noël, ancien maire de Saint-Dié, candidat du P.S.U. en 1967 et en 1968 et du P.S. en 1973. Pratiquement le porte-à-porte, les réunions d'appartement, mais aussi visitant les communes, M. Pierret explique les positions du parti socialiste sur les solutions qu'il faut apporter à la crise du textile, non sans s'entendre accuser de tenir un langage différent de celui de la direction du P.S. Cette accusation lui est surtout adressée par le parti communiste, qui présente M. Christian Stapipe, adjoint au maire de Senones, municipalité gagnée par l'union de la gauche l'an dernier. Le candidat communiste s'efforce de lier sa campagne aux problèmes de la vie quotidienne dans cette région. Mme Léone Desmet (M.R.G.), MM. Michel Collard (écologiste autogestionnaire), Henri Gilles (écologiste) et Patrice André (L.O.) ont peine à se faire entendre dans le brouhaha de la vie politique départementale, de même que M. André Alexandrin (P.N.).

Après avoir examiné la situation électorale dans les deux départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle

Remiremont

M. Gérard Braun, suppléant de M. Fouchet et député sortant, tente de conserver le siège de la troisième circonscription (Remiremont), celle qui, après Saint-Dié, la plus à l'ouest de la Meurthe-et-Moselle, est la plus déprimée. L'occupation de l'usine Montefibre a révélé la combativité des travailleurs dans une région où, il y a encore une dizaine d'années, le patronat local réussissait encore à contenir les revendications. Pourtant, le parti communiste a perdu, l'an dernier, la mairie de Gérardmer, et son candidat, M. Serge Locat, ne paraît pas le mieux placé pour mettre M. Braun en ballottage. M. Jean Valroff (P.S.), maire de Saint-Etienne-lès-Remiremont, de tendance C.E.R.E.S., paraît mieux en mesure de progresser, tandis que le député sortant est gêné par la candidature de M. Pierre Croquer (U.D.P.-rad.), et, à un moindre degré, par M. Jean Chaffour (Mouvement Furon). Lutte ouverte présente Mme Dominique Carat.

(« Le Monde » du 24 février), nous l'étudions dans les deux autres départements qui font partie de la région Lorraine.

Dans la Meuse, la majorité tente d'endiguer la montée de la gauche qui, depuis l'accession de M. Jean Bernard (P.S.) à la mairie de Bar-le-Duc, lors d'une élection partielle, en décembre 1970, n'a pas cessé de progresser. MM. Louis Jacquot (U.D.R.) et André Beauguitte (P.R.) avaient été élus pour la première fois en 1952. L'usage du pouvoir s'était entretenu en 1973 la défaite de M. Jacquot devant M. Bernard. M. Beauguitte, quant à lui, a été élu pour la première fois en 1973. La majorité avait perdu la mairie de Verdun en 1973, mais elle n'a pas été reconquise, le plus faible nombre de voix sur sa liste. La majorité avait révisé lors des élections cantonales de 1973 et 1974, mais, aux élections municipales de 1977, outre Verdun et son agglomération, la gauche l'a emporté à Commercy. Les trois principaux maires du département sont aujourd'hui socialistes.

Dans la 1^{re} circonscription (Bar-le-Duc, Commercy), M. Gérard Longuet (P.R.), directeur de cabinet de M. Jacques Delors, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, tente de reprendre son siège à M. Bernard. Originaire de Bar-le-Duc, M. Longuet, âgé de trente-deux ans, M. Longuet, avait entamé sa campagne en accueillant le président de la

République lors de la deuxième visite de celui-ci dans la Meuse, en août 1977. Il a visité les deux cent trente communes de la circonscription et s'est donné pour programme de tenir deux cents réunions publiques avant le premier tour. Après MM. Blanc, Baudier, Dijoud et d'Ornano, M. Bégin, Mme Pélissier et M. Henri Giscard d'Estaing doivent lui accorder leur soutien, dans le cours d'une campagne essentiellement dirigée vers les milieux agricoles, auxquels M. Giscard d'Estaing avait consacré sa visite d'adieu.

Face à cette offensive, M. Bernard rappelle que la gauche a amélioré son score, aux élections municipales, à Bar-le-Duc où elle a été élue avec 57,2 des voix et à Commercy. La réaction de défense des Mémensiens contre une politique qui tend à faire de leur département un « département rural » n'a pas été aidée par les initiatives du gouvernement, alors que l'on comptait plus de trois mille quatre cents chômeurs en décembre. Le parti communiste, dont le candidat est M. Bernard Serrier, ne ménage pas ses critiques au P.S., mais les rapports entre les deux partis, au sein des comités municipaux, ne paraissent pas affectés par le débat national qui les oppose. An demeurant, la majorité n'est pas plus unie, puisque M. Jacques Méounis, conseiller général et maire d'Ancerville, fait concurrence à M. Longuet avec l'appui du R.P.R. Enfin, M. Michel Leboucq, conseiller général et maire de Nançois-sur-Ornain, se présente, lui aussi, de la majorité, sous le sigle de l'Union des Fran-

çais de bon sens. A l'extrême gauche, le Front autogestionnaire présente M. Bernard Garmet, l'ancien ouvrier, Mlle Michèle Cohen. Tout a été tenté pour persuader M. Beauguitte, député sortant de la 2^e circonscription (Verdun, Montmédy), soixante-seize ans, que, en se présentant à nouveau, après son échec aux élections municipales, il offrait le siège à la gauche, c'est-à-dire à M. René Vigneron, nouveau maire de Verdun. Le général Marcel Bigard a été envoyé « en mission » à Verdun : M. Beauguitte a refusé de se retirer, et il a prévenu qu'il ne se désisterait pas au second tour si l'ancien secrétaire d'Etat à la Défense le demandait. Le général Bigard a renoncé, tandis que le chef de l'Etat, dit-on, tenait valablement de l'indulgent M. Beauguitte au téléphone. En désespoir de cause, le P.S. a investi, contre le député sortant, M. Claude Stier, conseiller général et maire de Marville, et le R.P.R. a choisi M. Gérard Billaud, conseiller général de Charny-sur-Meuse. M. Vigneron est naturellement avantagé par cette situation. Ayant conquis successivement le canton est et la mairie de Verdun, il peut compter sur le report, au second tour, des voix communistes qui se seront portées sur M. Daniel Mayer (P.C.), maire de Boulogny, dans le secteur minier. MM. Robert Pastor (L.O.) et Jean-Louis Babin (Union des Français pour le paysan pour la démocratie prolétarienne) se partageront les voix de l'extrême gauche.

Dans ce tableau, les élus gauchistes étaient U.N.R. en 1958 et 1962, U.D.-V* en 1967, U.D.R. en 1968 et 1973. Les modérés étaient indépendants en 1958, du C.D.P. en 1962, du Centre démocratique en 1967, du P.D.M. en 1967 et 1968, du C.D.P. du Mouvement réformateur ou du C.N.I.P. en 1974.

	MOSELLE					MEURTHE-ET-MOSELLE					VOSGES					MEUSE					TOTAL LORRAINE				
	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73	58	62	67	68	73
Gauchistes	2	5	4	5	3a	2	3	3	4b	—	2	3	3	3	—	1	1	1	—	—	7	22	11	13	6
Modérés	1	2	3	1	2	1	4	2	3	4	—	1	1	1	1	2	2	1	1	1	5	8	7	8	7
Centristes	3	1	1	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	—	—
Socialistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Communistes	—	—	1	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Non-inscrits	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	10	—	—	—	—	5	—	—	—	1

(a) M. Messmer, nommé premier ministre, retrouva son siège dans une élection partielle le 29 septembre 1974.
(b) M. Souchal, démissionnaire, sera battu par M. Servan-Schreiber le 28 juin 1970 ; M. Fouchet quittera l'U.D.R. en janvier 1971 ; M. Richoux s'inscrira au groupe P.D.M. à la fin d'octobre 1974.
(c) M. Jacquot, indépendant en 1958, puis U.N.R., U.D.-V* et U.D.R.

Neufchâteau

Dans la 4^e circonscription (Neufchâteau, Mirecourt) où M. Albert Volquin (P.R.), élu depuis 1958, devenu sénateur, ne se représente pas, la désignation de M. Hubert Volquin, maire de Vitteuil, cousin du président, comme candidat du parti républicain, n'est pas allée sans difficulté. Il l'a finalement emporté sur ses concurrents, tandis que le R.P.R., en guise de représailles contre l'attitude de l'U.D.F. à Epinal et à Remiremont, lui oppose M. Alain Jacquot, et le C.D.S. M. Pierre Costet.

Malgré la progression du P.S. dans la circonscription, M. Serge Beltrame (C.E.R.E.S.), maire de Contrainville, qui a pour suppléant M. François Bolmont (courant U.), maître de Neufchâteau, aura de la peine à réduire l'écart qui sépare les voix de la gauche, en 1973, celles de M. Volquin, réçu au premier tour, et du candidat réformateur (plus de 70 % au total). Le P.S. devrait cependant stabiliser son score, de même que le P.C., dont la candidate est Mme Maria Rouyer, seul conseiller municipal communiste de Miremont, où la gauche est en minorité. Enfin, L.O. présente Mme Noëlle Fries.

CORREZE. — Dans la 1^{re} circonscription (Tulle), M. Esquieu a déposé sa candidature avec l'étiquette du M.R.G. et des Républicains de Progrès. Les instances départementales du M.R.G. reprochant au P.S. de tromper par des renseignements erronés les militants et sympathisants, s'accordent sur les candidatures d'élus entre les deux partis ne concernant pas la Corrèze. Les radicaux de gauche corréziens visent ainsi M. Vaux (P.S.), qui affirmait être le candidat unique des deux formations de la gauche non communiste et qui avait publié à l'appui de ses dires, une lettre datée du 14 février, signée de MM. François Mitterrand et Robert Faure. — (Corresp.)

HAUTS-DE-SEINE. — M. André Rousseau, qui menait la liste P.A.R.C. (Participation des Anciens aux responsabilités communales) aux dernières élections municipales à Antony, nous prie de préciser que c'est à titre personnel qu'il a apporté son soutien à M. Patrick Devedjian, candidat du P.S. dans la 1^{re} circonscription (le Monde du 14 février). D'autre part, M. Michel Hélot, adhérent du P.A.R.C., nous indique que c'est en tant que représentant du P.A.R.C. qu'il a été élu conseiller, dans la 8^e circonscription (Villeneuve-

D'un département

à l'autre

M. Henri Ghonou (C.N.I.P.), député sortant et candidat dans cette même circonscription.

VAL-DE-MARNE. — Dans l'enquête publiée dans le Monde du 23 février, c'est par erreur que la candidature de M. Michel Colliot (Front national) dans la 1^{re} circonscription (Villetaneuse) était pas mentionnée. D'autre part, M. Patrick Gassenbach, président de la fédération départementale du M.R.G., nous indique que MM. Buzeller et Saal, qui se présentent respectivement dans les 3^e (Ivry, Vitry) et 7^e (Fontenay), n'ont pas l'investiture du M.R.G. Il nous précise qu'en se maintenant « au mépris des décisions » s'excluaient d'eux-mêmes du M.R.G. Dans la 2^e circonscription (Chelles, Noisy-le-Grand), nous indiquions que M. Jean-François Collin, membre de l'O.C.T., dans la 7^e circonscription (dont le député sortant est M. Gérard Godon, R.P.R.), de M. Jean-François Collin, membre de l'O.C.T., dans la 7^e circonscription (dont le député sortant est M. Pierre Ribes, R.P.R.), et de Mme Monique Sahas, membre de la L.C.R., dans la 8^e circonscription (dont le député sortant est Mme Jacqueline Thomé-Palmerot, M.R.G.).

le-Roi, Villehervé-Saint-Georges), M. Claude Lupy, autogestionnaire, a retiré sa candidature.

YVELINES. — M. Bernard Georges Nicolajeff, candidat du Mouvement des démocrates, se présente dans la 6^e circonscription (dont le député sortant est M. Robert Wagner, R.P.R.), et non dans la 4^e circonscription, comme nous l'avions précédemment indiqué (le Monde du 24 février).

D'autre part, les trois organisations d'extrême gauche groupées sous le sigle « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » (L.O.R., O.C.T. et C.C.A.) présentent plusieurs candidats. Il s'agit de M. Jean-Pierre Lasponga, chimiste, membre de la L.C.R., dans la 1^{re} circonscription (dont le député sortant est M. Pierre Bourson, P.R.), de Mme Fabienne Lauret, membre de l'O.C.T., dans la 3^e circonscription (dont le député sortant est M. Gérard Godon, R.P.R.), de M. Jean-François Collin, membre de l'O.C.T., dans la 7^e circonscription (dont le député sortant est M. Pierre Ribes, R.P.R.), et de Mme Monique Sahas, membre de la L.C.R., dans la 8^e circonscription (dont le député sortant est Mme Jacqueline Thomé-Palmerot, M.R.G.).

Que se passe-t-il
entre Mitterrand
Marchais, Chirac
Giscard d'Estaing
après les élections



Modèle présenté : Chrysler Simca Horizon G.L.S. Prix tout compris en 20.617,80 F. Financement par Chrysler Créditavia. Location longue durée Locasim. SIMCA A CHRYSLER SHELL.

Chrysler France a décidé de maintenir le prix de lancement de ses nouveaux modèles Chrysler Simca Horizon jusqu'au 28 février 1978 inclus.

CHRYSLER SIMCA HORIZON
A PARTIR DE 24400 F

Chez tous les concessionnaires
de Paris et de la région parisienne.



LE
En France

D



Departments
FINES
ISLAND
REAL
EXOK
MAURICE
TORNO

JERRY GARDNER
 LIA
 ATTORNEY GENERAL
 ATTORNEY GENERAL

125A

36

Circuit 2
 cu 1-4
 cu 8-4
 cu 1-5
 cu 1-3

NOUVELLES
TOURNAI

68 boulevard
75001

Tel. 321
5 rue E.
38000 GRENOBLE

Tel. 37 15
15, rue des S
34000 Nîmes

Tr. 17

FREE BOLD

100-443886-100

THE

[illegible]

.....

Le Monde des loisirs et du tourisme

LE « MEILLEUR DOMAINE SKIABLE D'EUROPE » SOUS LA CRITIQUE DES ÉTRANGERS

En France, l'ennui et l'« arnaque » commencent en bas des pistes

DEPUIS cinq ans la « neige française » se vend mieux que jamais. C'est ce qu'affirment, en chœur, les secrétaires d'Etat au tourisme, les membres de l'association France-Ski International (F.S.I.) qui regroupent les quinze plus grandes stations françaises, et le Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne (S.E.A.T.M.). En 1976, les stations françaises ont reçu 983 000 étrangers ; le taux de croissance de cette clientèle est de l'ordre de 20 à 30 % par an, presque-on de toutes parts. Pourtant, sur le marché international de la neige, la France est encore loin derrière l'Autriche, qui a accueilli 11 millions de deux ans à 2 077 000 skieurs étrangers et la Suisse, 962 000.

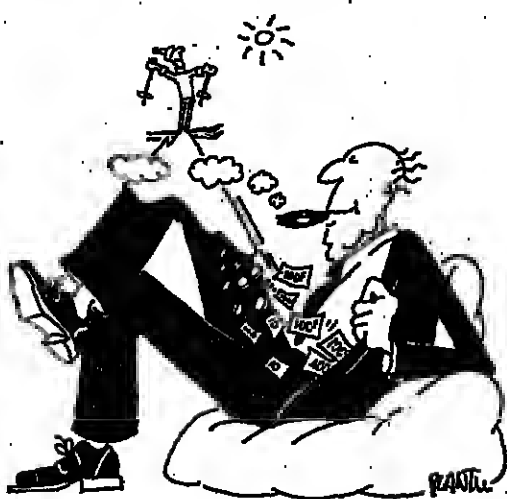
« Les Allemands sont nos plus gros clients étrangers », reconnaissent les directeurs des stations, membres de France-Ski International : à 140 000 d'entre eux ont skié sur les pistes françaises en 1976, 760 000 autres ont préféré les neiges autrichiennes, tandis que 500 000 descendent les pentes suisses. Les stations françaises grignotent petit à petit le marché étranger des sports d'hiver. Mais les « villages » autrichiens, suisses et italiens demeurent de très sérieux concurrents, difficiles à déborder, surtout de la clientèle internationale des sports d'hiver. Pourtant, en 1982, le « neige française » devrait, aux termes d'une récente étude de marché, recevoir 770 000 étrangers, les plus forts contingents étant constitués par les Allemands (250 000), les Belges (120 000), les Anglais (70 000), les Italiens (60 000), les Espagnols (60 000).

les Suisses (40 000), les Américains (30 000), les Japonais (30 000), les Scandinaves (30 000). L'un des « points forts » des stations françaises réside dans la qualité du ski que l'on y pratique. Les étrangers interrogés dans douze stations françaises, suisses, autrichiennes, italiennes, par une agence d'ingénieurs-conseils à la demande du secrétariat d'Etat au tourisme, du Service d'études et d'aménagement touristique de la montagne estiment généralement que la montagne skiable française est « le meilleur d'Europe » grâce à son étendue, à la variété et à la longueur de ses pistes, à la densité de ses équipements en remontées mécaniques, à la qualité de la neige. La construction des stations « en front de neige » qui permettent de chauffer des skis au soleil des immenses d'habitation est, d'autre part, très appréciée par la clientèle étrangère, qui déplore en Suisse, en Autriche les longs déplacements nécessaires pour atteindre les premières remontées mécaniques.

« Usines à ski »

Mais les louanges d'arrivent à la France étrangère se montrent souvent très critiques à l'égard des « usines à ski », faites pour les skieurs actifs à 100 % : ils préfèrent la « chaleur » et le caractère « pittoresque » des stations-villages suisses ou autrichiennes ; ils s'étonnent, d'autre part, du manque d'hospitalité des Français, du mauvais accueil qui leur est réservé, du comportement xénophobe

d'une partie du personnel des stations. Un effort de formation des employés permanents de ces stations devient urgent, conclut l'étude. La France serait aussi le pays de « l'arnaque » en tout genre. Seul le prix du forfait remontées mécaniques est jugé raisonnable par les étrangers, qui ne se plaignent pas du coût de leur séjour (dont ils admettent qu'il est élevé, mais qui est, selon eux, équivalent au séjour dans les stations suisses ou autrichiennes), mais de l'insupportable obligation d'avoir à payer des prestations complémentaires, ce qui accroît le sentiment subit d'être exploité et de payer très cher chaque service proposé, notent les responsables de l'enquête. Ils ajoutent : « En station, l'hôte



(Dessin de PLANTU.)

trouve éparse, mal coordonnée et sans adaptation claire aux besoins exprimés par la clientèle », précise l'étude.

« Suivez si vous pouvez... »

Enfin, l'une des principales critiques formulées par les étrangers à l'égard des stations françaises concerne les écoles de ski. « A une certaine époque, leur renommée s'est construite, notamment, sur la qualité de l'enseignement du ski qui était donné. Il ne semble plus qu'il en soit de même aujourd'hui », affirment les experts. « L'école de ski française, note un skieur américain, c'est la « follow me », technique : « Je pars devant et vous me suivez comme vous pouvez... » Le nombre des élèves par cours serait trop élevé. Les étrangers s'étonnent aussi de la méconnaissance de langues étrangères de la part des moniteurs de l'école de ski française qui, « s'ils voulaient donner quelques conseils à leurs clients, ne le pourraient pas ». L'amélioration de la qualité des « sessions offertes par les stations françaises passe aussi par une modification des structures de celles-ci. Il leur manque trop souvent un vrai « patron », capable de coordonner toutes les actions entreprises et responsable de toute la promotion de la station ; presque toujours les « pouvoirs » sont dispersés, rendant quasiment impossible une gestion rationnelle de ce qu'il faut bien appeler aujourd'hui « l'entreprise ski ».

CLAUDE FRANCHILLON.

La politique des loisirs dans la bataille électorale

Le P.R. : « Nous mettrons en place un titre-vacances... »

Après Mme Andrée Lafère, membre du comité central du P.C.F. (« Le Monde des loisirs » du 11 février), et M. François Terrasson, membre du conseil d'administration de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (18 février), c'est au tour de M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, d'exprimer, au nom du parti républicain, les grandes lignes de la politique que son parti préconise en matière de loisirs.

« Quelle importance accordiez-vous aux loisirs des Français ? »

« Une politique des loisirs est une des dimensions essentielles d'un projet de société. Ce constat rejoint les désirs des Français, dont un sondage a montré, en 1977, qu'ils plaçaient les loisirs aux premiers rangs de leurs préoccupations.

« La notion de loisirs a évolué. On ne devrait plus aujourd'hui définir les loisirs en seuls termes de consommation et par une simple opposition à l'autre temps, celui du travail. Le temps libre ne suffit pas à faire le temps de loisir. Le temps libre, déjà amputé du temps perdu — des transports, par exemple — ne peut être réduit au seul temps de repos, nécessaire pour reconstruire la puissance de travail de chacun. C'était la conception étroite du dix-neuvième siècle. Le temps libre s'est ensuite élargi au temps de l'évasion, celui des grandes migrations des populations urbaines, celui des vacances indispensables, mais qui ressemble trop souvent à une fuite, à une volonté de rupture avec le monde du travail et celui des grandes cités.

« Le temps du loisir doit aujourd'hui permettre l'épanouissement personnel, un temps sans contraintes, un temps enrichi. C'est ainsi que culture et environ-

nement sont deux clefs essentielles pour la réalisation d'une aspiration aujourd'hui fondamentale.

« Quelles améliorations vous proposez-vous de réaliser en matière de loisirs, au cours de la prochaine législature ? »

« La politique des loisirs, telle qu'elle a été définie par le gouvernement et, annoncée dans le programme de Blois comme dans la Charte de la qualité de la vie, s'articule autour de trois axes : développer les efforts entrepris pour permettre à tous d'accéder aux loisirs, en général, et aux vacances, en particulier ; mieux intégrer les loisirs dans la vie quotidienne ; développer la diversité et la qualité des loisirs.

« Sur le premier point, celui de l'accès aux vacances, c'est ce que nous sommes sur la bonne voie. Cette année, près de 28 millions de personnes partiront pour les seules vacances d'été. Chaque année, 600 000 à 700 000 Français accèdent, pour la première fois, aux vacances. Ceux qui ne partent pas sont souvent tenus par des contraintes professionnelles, comme les agriculteurs ou les commerçants, par leur âge ou, tout simplement, par leurs propres choix. Qu'on ne dise pas que 45 % des Français ne peuvent pas partir pour des raisons financières ! De sorte, en réalité,

moins de 20 % et c'est encore beaucoup trop. Nous poursuivons l'effort, en accroissant les aides à la personne, en multipliant les modes d'hébergement, les locaux construits, les gîtes ruraux dont le nombre a doublé en sept ans, le camping (1 million d'emplacements en 1970, 1,6 million aujourd'hui, 800 000 nouveaux pour les cinq prochaines années).

« Le deuxième volet de notre action consistera à mieux aménager le temps des loisirs en étalant les vacances et en intégrant mieux les loisirs dans la vie quotidienne. Il faut refuser l'assimilation abusive : « loisirs = départ ». Ce qui veut dire s'orienter vers un aménagement plus souple du temps libre, car ce n'est pas l'augmentation de la durée des vacances qui répond à cette préoccupation. Il faut reconnaître la ville et les loisirs, et le temps du travail avec celui des loisirs. Cela ne se fera pas en un jour. Cela suppose plus de liberté dans l'organisation personnelle des rythmes de vie, le développement des horaires variables, la multiplication des contrats de travail à temps partiel. Nous préparons l'accès aux équipements de loisirs existants, comme je viens de le faire en demandant à certains musées de rester ouverts jusqu'à 20 heures. Nous préparons des formules nouvelles comme les cartes d'abonnement polyvalentes (cinémas, musées, activités sportives, etc.), les spectacles de mi-journée et de fin d'après-midi.

« Troisième volet de notre politique : la diversité et la qualité des loisirs. C'est le temps privilégié des retrouvailles avec

soi-même ou travers d'activités créatrices et d'un accès plus large à la culture. Ce doit être aussi le temps de la rencontre et de la solidarité. Je regrette que les relations entre les pays d'accueil et leurs hôtes demeurent beaucoup trop commerciales, ou, plus exactement, qu'elles n'aillent généralement pas au-delà. Mais il y a, aujourd'hui, des initiatives fort prometteuses, et nous les soutenons. Les loisirs, c'est aussi le moment de redécouvrir le milieu naturel. Dans les cinq prochaines années, nous créerons dix mille kilomètres de sentiers de grande randonnée et quatre cents gîtes d'étapes. La surface des espaces protégés sera doublée, cinq nouveaux parcs nationaux, cent réserves terrestres et marines seront créées. Autour des grandes agglomérations, nous équiperons des bases de loisirs et de plein air, à l'exemple de celle que nous avons créée en baie de Sallanches près de Caen.

« Pour qu'elles soient efficaces, ces mesures doivent être accompagnées par une véritable pédagogie des loisirs : les classes de neige, les classes vertes, les classes bleues, les activités de découverte du milieu naturel dans le temps pédagogique, les centres permanents d'initiation à l'environnement, etc. Les enseignants, les animateurs sociaux, les associations ont, à cet égard, un rôle essentiel à jouer dans les prochaines années.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS. (Lire la suite page 14.)

PARIS NEW YORK 1485 F

Départ Paris aller-retour

ATHÈNES	700 F
TUNIS	830 F
CASABLANCA	1 200 F
MONTREAL	1 390 F
BANGKOK	2 250 F
ILE MAURICE	3 200 F
TOKYO	3 400 F

Départ Paris aller-retour

LIMA	2 480 F
------	---------

* avec prestations A vols V.A.R.A.

VOLS A DATES FIXES

YEMEN 3 620 F

Circuit 2 semaines du 1-4 au 17-4 du 8-4 au 24-4 du 1-5 au 15-5 du 1-6 au 15-6

NOUVELLES FRONTIÈRES

TOURAGENTS

56, boulevard Saint-Michel 75006 PARIS

Tél. 329.12.14

5, rue Billebert 38000 GRENOBLE

Tél. 87.16.53 et 87.16.54

15, rue des Sœurs-Neuves 34000 MONTPELLIER

Tél. 72.23.83

(Publicité)

GOWER HOLIDAYS - Maisons de vacances disponibles à partir du 8 juillet, pour un séjour de 9 ou 11 personnes. Ch. central. Bains sa. à partir de 70 €/semaine. Bains sa. à partir de 85 €/semaine. T.V.A. Plage de sable, pêche, canoë, marée, golf, promenade en poney. Brochure sur dem. au Bureau, Univ. Coll. Swansea (Pays de Galles), Grande-Bretagne. Tél. 0752 25678 Brix. (poste) 606.

Pérou-Brésil

Grand circuit : des Andes à l'Amazonie de 9.690 F à 10.355 F

17 jours de Paris à Paris. Départs 78 9/4-7/5-4/6-9/7-13/8 et au-delà

Jet tours

à Montparnasse

Gemin Voyages

80, av. du Maine 75014 Paris

centre Galt-Montparnasse - tél. 260.66.07

à Boulogne

Semba Tourisme

1, av. André Morizot 92100 Boulogne

métro Marcel Sembat - tél. 608.51.96

AIR FRANCE

Lic. A970-634

Toujours des tarifs de 1975 avant rajustement

LE MONDE ET L'HISTOIRE EN DIAPPOSITIVES

Nouveautés en réductions

EST-ASIE

ALLEMAGNE ROMANTIQUE

la série de 50 vues avec brochure-commentaire

PROVINCES FRANÇAISES, PAYS D'ORIENT, D'ORIENT, D'AMERIQUE, JAPON, BRESIL, VOLCANES, etc.

Doc. et 2 vues c. 4 timbres

FRANÇOISE COLOD

8800 ERMINGHAM

Voyage Culturel

L'EGYPTE MILLENAIRE

du 27 AVRIL au 11 MAI 78

avec Madame Claudine DELBENNE, ancienne élève de l'Ecole du Louvre, diplômée de l'Ecole des Langues Orientales Anciennes de l'Institut Catholique de Paris.

Renseignements et inscriptions :

FRANCE VOYAGES

78, rue Olivier de Serres 75015 PARIS

Tél : 628.40.00 - Poste 4165

Nouvelle tendance rive gauche

DES HOTELS AVEC DES NOTES

RIVE gauche, entre Saint-Sulpice et Saint-Germain-des-Près, deux hôtels s'écartent volontairement des routes toutes droites tracées par les grandes chaînes hôtelières. Sans leur toit, et sous leurs trois étoiles, le client n'est pas un numéro. Leur hall ressemble à un salon, et le voyageur n'a pas l'impression de se trouver indifféremment à New-York ou à Tokyo. Ceux qui dirigent ces hôtels ne sont pas des gens d'un métier. Ils ont voulu qu'on se sente chez eux comme chez soi. Comme la « nouvelle cuisine » légère et inattendue, une « nouvelle hôtellerie » aux dimensions plus humaines serait-elle en train de naître ?

Deux lanternes de cuivre indiquent l'entrée de l'hôtel de l'abbaye Saint-Germain, rue Cassette. On traverse une cour blanche et pavée. Entre cette cour et un espace aménagé en jardin, l'hôtel bénéficie d'une situation exceptionnellement calme dans ce quartier de noctambules.

Accueil chaleureux : une paire de lampes chinoises sur une console diffuse une lumière douce. « La maison, quand nous l'avons reprise, était un foyer d'étudiants, déclare Gisèle Lafortune, qui dirige l'hôtel avec son mari. Nous l'avons transformée sans architectes mais avec l'aide d'un ami décorateur. Pour nous, le voyageur doit se sentir ici un invité plus qu'un client. Le soir, nous fermons la porte cochère, celui qui entre a l'impression d'entrer chez lui. »

Nouveaux venus dans la profession — elle était secrétaire de direction et lui exploitait un garage avec son père — Gisèle et Pierre-Antoine Lafortune ont donc préféré la personnalisation à la standardisation. Au rez-de-chaussée, plusieurs petits salons ont été aménagés : sièges en cuir dans l'embrasure d'une fenêtre, canapés autour de la cheminée, où le soir on allume un feu, grande pièce donnant sur le jardin. Avec ses fauteuils en rotin blanc et ses coussins verts, elle ressemble à une serre.

Chacune des quarante-cinq chambres est différente : papiers peints aux tons chauds, lits de cuivre, meubles qui, pour être anciens, ne font pas trop « style », carrelages discrets dans les salles de bains. Gisèle Lafortune a mis un an à tout aménager.

La personnalisation a été très, même trop appréciée. Les gentils bucheurs blancs du petit déjeuner, le seul « repas » servi avec les consommations, et uniquement pour les pensionnaires, se sont envolés comme des petits pains. Quant aux couverts de métal argenté, on a dû renouveler le stock trois fois en quatre ans.

FLORENCE BRETON. (Lire la suite page 14.)

Mer de Chine

Croisière de 9.980 F à 17.800 F

• Hong-Kong • Chine • Philippines • Bornéo

avion + croisière + séjour : 23 jours

Jet tours à Montparnasse

Gemin Voyages

80, av. du Maine 75014 Paris

centre Galt-Montparnasse - tél. 260.66.07

à Boulogne

Semba Tourisme

1, av. André Morizot 92100 Boulogne

métro Marcel Sembat - tél. 608.51.96

AIR FRANCE

LOCATION CHAINES A NEIGE

et
AUTO ACCESSOIRES
 66, Av. de la Grande Armée
 Tél. 574 74 74

VACANCES EN IRLANDE

VOLS SPECIAUX : PARIS - DUBLIN

Aller simple : 275 F
 Aller retour : 550 F

- 1 semaine à l'hôtel... 600 F
- 1 semaine de voile... 745 F
- 2 sem. de randonnée à bicyclette... 960 F

Séjours en famille :

- 2 semaines... 800 F
- 3 semaines... 1 050 F
- 4 semaines... 1 300 F

et aussi :
 Séjours à la ferme, équitation, chasse, pêche, location de roulotte, bateau, etc. Nous consulter.

Conditions spéciales pour groupes et étudiants.

U.S.I.T. VOYAGES
 6, rue de Valenciennes, 75006 Paris
 Tél. : 033-79-11 et 633-13-80.

ILES GALAPAGOS

8 jours 2 200 F
 15 jours 3 300 F
 Croisières ou départ de Guayaquil
 1 au 8 avril - 8 au 15 avril
 29 avril au 13 mai - 3 au 17 juin
 Vols au départ de Luxembourg
 Guayaquil 2 980 F

NOUVEAU MONDE
 8, rue Mabilloy, 75996 PARIS
 329-40-40.

VACANCES D'AVENTURES POUR LES JEUNES DE 9 A 18 ANS

De nouvelles et passionnantes aventures attendent les jeunes vacanciers au centre AVENTURES PLEIN AIR dans le climat méditerranéen de l'arrière-pays de la Côte d'Azur.

Tout un choix d'activités est proposé : canoë, voile, équitation, exploration de grottes, expédition en boudin et multiples autres activités au goût des jeunes.

Une merveilleuse occasion d'acquiescer l'anglais. Aucune expérience particulière n'est requise. Voyage accompagné de Calais, Aras et Paris.

Tout a été prévu et organisé, y compris une initiation agréable aux sports professionnels et amateurs.

Pour brochure, adressez à : AVENTURES PLEIN AIR, Dépt IG, Dunes de la Grotte, 07 VAGNAS (Ardèche, FRANCE). Tél. : Vagnas 17.

DES HOTELS AVEC DES NOTES

(Suite de la page 13.)

Rue de l'Université, une façade blanche qui date de l'époque Restauration, des primevères blanches à la fenêtre. Sur le porche, un lit, « Hôtel Lenox ». Ici, un jeune couple Jean et Evelyne Buehert — il était ingénieur et elle pharmacienne — ont fait toute confiance à deux architectes : François Ceria et Alain Coupel. « L'hôtel était à l'abandon. Nous n'avons pas touché la façade, qui était partie intégrante de la rue. A l'intérieur, nous avons conservé l'essentiel, c'est-à-dire les corridors et les puits de bois qui donnaient son caractère à l'immeuble. »

Comme son voisin de l'abbaye, l'hôtel Lenox rayonne d'un charme particulier. Les corridors sont fleuris, les lampes en pâte de verre sont roses et bleues, un treillis blanc sépare le salon de la salle à manger et lui donne du jour. Le plus réussi est l'envoie de l'escalier. Barreaux noirs, marches laquées blanches à l'anglaise, moquette bleu marine et sur les murs un papier « transparent » qui laisse entre le bleu, le gris et le mauve. Toutes les parties communes ont été traitées de cette même façon intime et fêtrée.

« Faire vivre les pièces... »

Contraste voulu : de la pénombre du couloir, on pénètre dans des chambres colorées. Bleues, vertes, orangées, avec des lits blancs et des rideaux croisés. Ici aussi chacune d'elles a son caractère. Les pièces sont différentes. « Nous avons abasé le plafond de chaque entrée pour permettre un volume de la chambre qui est relativement réduit de se développer, précise François Ceria. Nous avons aussi joué avec les miroirs. Elles sont petites, rondes comme des guérites et peintes en blanc pour contraster avec l'ensemble des pièces et les faire vivre... »

Mais le jeu ne s'arrête pas là. Il se développe dans toute la subtilité du dernier étage où ont été aménagés des duplex. « Sous les combles, poursuit l'architecte, nous avons volontairement placé des éléments contemporains, escaliers, rampes blanches en tubes, balcons qui créent par rapport aux gros murs, au toit à deux pentes et aux pans de bois une forme nouvelle et actuelle. » Chaque duplex, comme chaque chambre, a sa salle de bains blanche, classique, éclairée naturellement. On lisait dans le carrelage rappelle la couleur de la chambre, et Evelyne Buehert y a disposé ses plantes vertes.

Est-il besoin de dire que ces duplex sont retenus d'avance et habités longtemps ? La chambre d'hôtel devient appartement. N'était-ce pas le souhait de ceux qui l'ont créée ?

FLORENCE BRETON.

* Hôtel de l'abbaye-Saint-Germain, 10, rue Cassette (91). Chambres de 157 à 180 F.
 * Hôtel Lenox, 9, rue de l'Université (75). Chambres de 140 à 180 F. duplex : 221 F.

« Nous mettrons en place un titre-vacances »...

(Suite de la page 13.)

« Comment mettrons-nous en œuvre cette politique ? »

« Nous avons commencé par la réflexion et l'étude. Nous disposons du rapport de la commission Jacques Blanc sur le développement du tourisme familial et, apaisé. Nous avons aussi les propositions de Paul Dijoud, sur les loisirs des jeunes. Nos objectifs sont incorporés dans les cent dix mesures de la charte de la qualité de la vie. Sans une responsabilité, celle-ci sera méthodiquement appliquée par le comité interministériel de la qualité de la vie, qui définira la politique des loisirs, par la délégation à la qualité de la vie, dont le responsable sera Jean-François Saglio, et par les services du tourisme. Une large décentralisation sera encouragée notamment par le biais des schémas régionaux de développement des loisirs et des chartes culturelles passées avec les collectivités locales. »

« Fast-à-céder financièrement les plus défavorisés à partir en vacances ? »

« Cette aide existe déjà et elle est importante. Le montant de l'ensemble des contributions aux vacances (billets S.N.C.F., bons des allocations familiales, aides des collectivités locales et des services sociaux, participation des comités d'entreprise) est évalué à 200 millions de francs. Nous aidons davantage les plus démunis par le canal des caisses d'allocations familiales. Le montant, distribué sur la forme de bons-vacances, en sera doublé en cinq ans pour atteindre 500 millions de francs. Cela permettra d'élargir un million d'enfants de plus. Les critères d'attribution de ces aides devront d'ailleurs être simplifiés et harmonisés sur l'ensemble du territoire. »

« Nous avons décidé de mettre en place un titre-vacances, qui sera vendu aux entreprises et rattaché par celles-ci à leurs salariés après bonification. Les avantages financiers ainsi obtenus échapperont à l'impôt sur le revenu. »

« Sera-t-il déductible pour les entreprises ? »

« En troisième lieu — mais cela

« Rien n'est encore arrêté. J'ai demandé à un inspecteur de l'économie nationale d'étudier la question. Il me remettra son rapport avant le 1^{er} mars. »

« L'aménagement du temps et l'étalement des vacances deviendront-ils des réalités ? »

« Nous progressons. Les résultats obtenus par la mission pour l'aménagement du temps en ce qui concerne l'étalement des vacances dans l'industrie automobile le prouvent. La délégation à la qualité de la vie sera dotée en hommes et en crédits pour poursuivre cet effort. Je ne pense pas qu'on puisse aménager le temps de façon dirigiste. C'est un domaine où il convient de convaincre plutôt que de contraindre par la loi ou le règlement. Tout le monde est d'accord sur la nécessité de mieux aménager le temps, des autres. »

« Un grand ministère ? »

« Nous retenons trois axes principaux pour notre politique d'aménagement du temps. En premier lieu, nous développons les programmes locaux d'aménagement du temps. Quatorze villes en 1976 et 1977, douze de plus en 1978. La mission pour l'aménagement du temps leur apporte une assistance technique (et accessoirement financière) pour élaborer et mettre en place un meilleur aménagement des horaires d'activités (industrielles, administratives, scolaires) afin d'améliorer la circulation, pour animer les villes en employant mieux les équipements collectifs d'outils les horaires d'ouverture sont mieux adaptés et en lançant, comme à Dijon en 1977, des opérations pendant les mois d'été pour ceux qui ne partent pas en vacances ou qui sont déjà revenus. »

« En deuxième lieu, il faut améliorer l'aménagement du temps du travail. Environ un million deux cent mille salariés bénéficient de l'horaire variable dans le secteur privé. La Délégation à la qualité de la vie devra renforcer d'urgence ce système dans le privé, comme dans les services publics. »

« En troisième lieu — mais cela

ne veut pas dire que c'est le moins important — nous améliorerons l'étalement des vacances. Nous développerons l'expérience de l'étalement des fermetures d'entreprises inaugurée dans l'industrie automobile et nous chercherons à convaincre les chefs d'entreprises de passer à la formule du roulement. Dans ce but, quarante mille brochures vont être adressées aux chefs d'entreprise de la région parisienne et de la région Rhône-Alpes. Au cours de la deuxième quinzaine de février, une campagne d'information du grand public sera menée par nos services et ceux de l'équipement afin que chacun prépare au plus tôt ses grandes vacances et évite, dans toute la mesure du possible, les plus mauvaises dates de départ. »

« J'étudie avec le ministre de l'éducation nationale l'extension des vacances par zone aux grandes vacances et la possibilité de diviser la région parisienne en deux zones pour les vacances d'hiver. Enfin, la bonification du titre-vacances par les entreprises pourrait être modulée en fonction des dates de départ. Les titres utilisés hors saison devenant beaucoup plus avantageux. »

« Êtes-vous partisan de la création d'un grand ministère des loisirs ? »

« Il est étonnant de voir rechercher l'amélioration de nos conditions de vie dans la création de nouvelles administrations auxquelles on se dit si souvent allergique ! Instaurer un ministère des loisirs conduirait à créer une administration supplémentaire et traitée donc à l'encontre du travail interministériel dont relèvent nécessairement les loisirs. Comment ne pas voir que ce problème intéresse nécessairement plusieurs administrations, qu'il a des aspects multiples ? Ce qu'il faut c'est mettre en place une structure de concertation, de coordination et d'animation qui rassemble les différents partenaires intéressés. On croit toujours avoir tout réglé en proposant la création d'un « grand ministère » cela ne répond pas à la complexité de la réalité. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

CARNET DE VOYAGES

« Sur le lac de Constance. — L'office régional du tourisme du lac de Constance et de la vallée du Rhin propose sur le rivage ouest, de ce lac des séjours voués à la nature. Des plages, deux réserves, des sentiers praticables pour les cyclistes conviendront aux sportifs. La ville de Bregenz séduira les amateurs de vieilles pierres. Son festival accueillera, du 20 juillet au 23 août, sur la plus grande scène lacustre du monde, l'opéra et les Mille et Une Nuits, de Johann Strauss. »

« Office du tourisme, Inselstrasse 15 A - 9900 Bregenz (Autriche). »

« La route vers l'or. — Usterlins : une casserole (peu importe la taille), un ruisseau et du sable ouïrière, près de San-Francisco. Mode d'emploi : plonger la casserole dans le ruisseau ; évacuer doucement le sable. Particules et pépites d'or se trouvent — peut-être... — au fond de la

casserole. Les prospecteurs amateurs trouveront, à l'ouest du Pérou, tous les vestiges de la route vers l'or et quelques filons. »

« Douze jours à San-Francisco. 3 700 F. Toutes agences de voyages. »

« Week-ends en Languedoc-Roussillon. — Le comité régional de tourisme et les principaux syndicats d'initiative de la région Languedoc-Roussillon, diffusent, pour la deuxième année consécutive, une brochure rassemblant quarante idées de week-ends. »

« Comité régional de tourisme Languedoc-Roussillon, 12, rue Foch, 34000 Montpellier. »

est assuré par Laffitte Pierre, société civile de placements immobiliers, créée par la Banque Rothschild.

BISON DÉBILÉ ?

Bison futé pleure : « Snif, snif... » « L'air... désespéré » (sic) : « Moi avoir vu dans fumée que, est été, pas possible, les 29 juin, 13 et 28 juillet : 2 000 kilomètres de bouchons... Snif, ça va être catastrophique... Une voix off réchirrit : « Ça été ça va être dur, même pour Bison futé. » Cela, c'est le script du film numéro un. »

« Le suivant est du même tonneau. Trois bisons tentent de consoler le pauvre Bison futé. Le premier s'appelle Bison business (Dieu ! que c'est amusant). Et il a des idées à revendre : « Moi dire entreprises fermer tes bons jours : Bison stridule, lui, dira : école fermer plus tôt », quant à Bison tapes (?), elle s'apprête à recommander location semaine... Il n'en faut pas plus pour rendre courage et espérance à notre ami. Ecoutez-le : « Bon alors moi garder courage. Ça marchera... »

Futé ou... débile, ce pauvre Bison ? Pour qui prend-on les auditeurs des chaînes nationales et les téléspectateurs de TF1 et d'Antenne 2 ? — J.-M. D.-S.

Bienvenue en Bavière!



Soyez les bienvenus chez nous en Bavière et admirez ses sites qui comptent parmi les plus remarquables d'Europe. Vous y trouverez de quoi profiter pleinement de vos vacances. Des montagnes grandioses, des forêts et des lacs. Des villes romantiques et des villages fleuris. Des châteaux, des châteaux forts, des musées et d'innombrables manifestations artistiques et folkloriques, des brasseries et des tavernes accueillantes. L'hospitalité bavaroise est proverbiale. Venez l'apprécier sur place elle est à votre portée.

A bientôt en Bavière !

Office National Allemand du Tourisme
 4, Place de l'Opéra
 F-75 Paris 2e

Veuillez m'envoyer votre prospectus d'été 78.

Nom _____
 Rue _____
 Code postale _____ Lieu _____
 Pays _____



هكزان الثماني

Des jeunes dans les vieilles pierres

Les résultats du concours des chantiers bénévoles de jeunes ont été rendus publics par la Caisse des monuments historiques. Le premier prix (30 000 francs) a été décerné à l'Association Etudes et chantiers pour l'aménagement de la vallée du Scorf (Finistère et Morbihan). Deux seconds prix ex æquo (20 000 francs) ont été attribués à deux associations affiliées à REMPART : la Société archéologique de Chelles, qui réhabilite les vestiges de l'abbaye de cette ville, Notre-Dame de Chelles (Seine-et-Marne), pour y installer un musée lapidaire ; l'Association du Vieux-Châtel, qui met en valeur les restes de la forteresse de Châtel-sur-Moselle (Vosges). Douze autres prix de 5 000 francs et 10 000 francs ont été décernés.

D'autre part, le premier prix (25 000 francs) du concours d'animation de sites et de monuments historiques a été remporté par l'Association du Vieux-Châtel, qui envisage la création d'un foyer culturel permanent dans la forteresse et y organise depuis deux ans des fêtes avec l'aide de la population locale.

Parmi les quinze autres prix décernés, l'Association des Amis de Gratot (Manche) et celle des Amis de Saint-Montan (Ardèche), qui restaurent un village médiéval abandonné, ont reçu le second prix ex æquo (20 000 francs).

Particulier vend 2 jantes (état neuf)

TYPE OPEL ASCONA pour pneus neige 165 SR 13

Tél. : 434-66-93 à partir de 19 heures

CHAINES à NEIGE en LOCATION en SKIS - Chaînesures Participez aux Remises - Echanges occasions

987-07-01 DETHY 373-20-07 CAMPING 551 - MONTAGNE 28 place des Voyages - PARIS

LE RETOUR DES CACTUS

B IEN qu'elles continuent d'alimenter le crayon d'humoristes à court d'idées et servent parfois de cadeau perfide naïf à une belle-mère peu avenante, il faut cependant convenir que les cactus sont un peu oubliés depuis vingt à trente ans. Phénomène de mode, lié à un style de vie et de mobilier qui a fait du flegme et du phylodendron les deux mamelles de la décoration d'intérieur.

Il semble aujourd'hui que les cactus, et plus largement les plantes grasses ou succulentes, veuillent faire un retour en force. D'un entretien facile, supportant l'oubli des arrosages, bien adaptées aux appartements modernes à hygrométrie très faible et qui apportent la lumière nécessaire, les cactus peuvent aussi constituer des jardins extérieurs sur le balcon ou la terrasse durant les beaux jours.

On ignore bien souvent que ces plantes ne sont arrivées en Europe qu'au seizième siècle dans les bagages des conquérants retour d'Amérique. Elles devaient rapidement se répandre dans les zones désertiques du bassin méditerranéen, et les figures de Barbarie, si communes aujourd'hui, datent de cette époque. Il faut attendre le début du dix-neuvième siècle pour voir se multiplier les collections et les cultures de cactus dans notre pays, et sans doute le très bel ouvrage du botaniste de Candolle illustra Redouté fut un élément dans l'apparition de nombreux amateurs cactophiles (ou cactomanes !).

Du repos, les pieds au sol

Sans tomber dans les excès de la passion, il est incontestable que les cactus offrent de grandes possibilités pour le décor intérieur, grâce à la diversité de leurs milliers d'espèces, la grande variété de leurs formes et la facilité de leur culture. Leur adaptation à la sécheresse et aux zones désertiques s'est traduite par la transformation des feuilles en aiguilles qui ont le triple avantage de limiter la perte d'eau par évaporation, de s'opposer à l'action du vent et du soleil en créant une véritable toison, de se défendre contre l'appétit des herbivores.

Il est très important pour cul-

tiver les cactus de se souvenir de leurs origines qui imposent un régime assez particulier où l'eau sera distribuée avec une grande parcimonie. Seul l'hivernage sous abri, obligatoire en toute région autre que méditerranéenne, peut poser quelques problèmes. On peut laisser les pots à proximité d'une fenêtre et si possible dans un endroit frais de l'appartement (entre 5 et 15°C). Il est souhaitable de faire pivoter d'un demi-tour les pots, régulièrement. On évitera ainsi de fâcheuses inclinaisons de la plante à la recherche d'un maximum de lumière. Certains amateurs roulent leurs pots dans un papier journal et conservent ainsi leurs plantes dans une cave. Bien entendu, l'arrosage sera complètement stoppé de novembre à mai, c'est un point capital. Lorsque les plantes se réveillent après plusieurs mois d'un long repos les pieds au sol, on voit en général apparaître de nouveaux aiguillons très colorés ou de jeunes pousses. A ce moment, il est nécessaire d'humecter à nouveau légèrement la terre.

Eviter les pots trop grands

Le sol doit être composé d'un mélange très poreux, bien aéré, qui évite tout risque d'humidité stagnante. Trop d'eau, et c'est bien vite la classique pourriture du collet des racines. On trouve dans le commerce d'excellents mélanges terreux pour cactus, mais il est facile de préparer sa propre composition en respectant les proportions suivantes : 1/3 de sable grossier, 1/3 de terre de jardin, 1/3 de terreau. Le rempotage est nécessaire tous les deux à trois ans. Il faudra éviter les pots trop grands par rapport à la taille des plantes, et bien songer le drainage en disposant un lit de

gravillons sous le mélange terreux. Ce petit travail se fait toujours avec un compost bien sec, et contrairement aux rempotages de toutes les plantes d'appartement, il ne faut pas arroser avant une à deux semaines. La période idéale demeure le début du printemps, et l'on reprend de légers arrosages quand la végétation repart.

En général, les cactus se bouturent avec une grande facilité car les racines se développent facilement sur les coupes. Cette technique simple de multiplication exige simplement de laisser sécher la plaie une dizaine de jours avant de la planter très peu enterrée dans un mélange pour cactus bien sec. Les racines apparaissent en quelques semaines, et l'on peut alors procéder à de légers arrosages. Les graines de cactus germent facilement, mais il faut plusieurs années de patience pour obtenir des sujets dépassant quelques centimètres. Les amateurs s'amusent aussi à imiter les professionnels en greffant des espèces différentes l'une sur l'autre. Ce n'est pas difficile, et l'on peut ainsi obtenir ces curieuses plantes à tronc vert et chapeau rouge.

Fleurs de nuit

La floraison des cactus est le plus souvent assez spectaculaire que fuguée. Les corolles très lumineuses durent quelques heures, parfois quelques jours. Très curieusement, un grand nombre d'entre elles attendent le crépuscule pour s'épanouir. Faut-il voir un symbole dans ces fleurs blanches qui naissent avec la nuit, s'effritent sous la lune aux insectes pollinisateurs qui les fécondent et meurent à l'aube ? Seul le cactus épiphyte, qui vit sur les arbres et exige une humidité atmosphérique abondante, comme l'*Epiphyllum* ou le *Zygocactus truncatus* (cactus de Noël), peuvent justifier une culture pour fleurir l'appartement. Pour les autres, la floraison n'est qu'un moment très limité pendant lequel la plante, modeste comme son apparence immuable au fil des saisons.

Mais le choix des espèces est si vaste que l'on peut imaginer d'harmonieux mélanges entre les *Cereus* en forme de cierge ; l'*Echinocactus*, ce cousin hérissé d'épines ; le *Ferocactus* aux magnifiques aiguillons ; le *Gymnocactus* ; la gamme immense des *Mammillarias*, le *Myrtillocactus geometrizans*, magnifique cierge bleu qui doit son nom aux fruits comestibles à l'apparence de myrtilles vendus sur les marchés du Mexique ; l'*Opuntia cactus* à racette, dont la variété *Ficus indica* est le classique figulier de Barbarie ; le *Rhipsalis dopsis gaertnensis*, ou cactus de Pâques, qui fleurit au printemps, ou encore le cactus de Noël, dont

la floraison termine l'année, comme son nom, *Zygocactus*, sert de finale à bien des encyclopédies du jardinage.

La mode revient aux jardins mexicains, où l'on regroupe dans une petite terrine de jeunes cactus en faisant avec quelques jolis cailloux et des sables colorés l'infinité du désert. C'est de ce type de plantation que dérivent les jardins dits japonais où l'on ajoute aux plantes grasses quelques sujets en céramique dont l'effet est souvent discutable.

Pour confectionner ces petits jardins, comme pour toute manipulation, il est prudent de se munir de gants épais ou d'utiliser une pince à cactus, que l'on peut remplacer par une bonne pince à cornichons. Certaines espèces possèdent des aiguillons en forme

de dards incurvés qui se fixent douloureusement dans l'épiderme.

Même avec beaucoup de soins, il sera difficile — sauf dans le Midi — de récolter comme en leur pays d'origine des figues de Barbarie, des *chilitos dulces*, des *tuas pasados*, des *carambollos* et autres baies, pas toujours délicieuses mais fort comestibles, comme de tendre ses tissus à l'aide de carmin extrait des cochenilles femelles parasitant certaines opunties. Et il est tout à fait déconseillé de se lancer directement dans la culture d'un *Lophophora williamsii*, dont l'absorption provoque des ivresses colorées et des hallucinations musicales et que l'on connaît mieux sous le nom de peyotl.

MICHELLE LAMONTAGNE.

VACANCES VERTES en POITOU-CHARENTES

Les meilleurs séjours ne sont pas toujours au bout du monde !

Demandez notre catalogue 1978 de 60 pages en couleur

NOM / PRENOM
ADRESSE / CODE POSTAL

A retourner COMITE REGIONAL DU TOURISME avec 3 francs POITOU-CHARENTES
entimbre 3, Place Aristide-Briand
au : 85000 POITIERS.

Safaris-Photo de la Vanoise

Découvrez les parcs nationaux, leur faune, leur flore, leurs plantes médicinales, leur quivraie, leurs traditions alpines avec IMAGES et CONNAISSANCES de la MONTAGNE

Au libre choix de chacun 10 à 15 sorties quotidiennes dirigées par des spécialistes : guides de montagne, ornithologues, photographes, botanistes, etc.

Prêt gratuit de matériel photo et optique, initiation et perfectionnement, laboratoires photo, projections. Refuges privés.

DU 18 JUIN AU 9 SEPTEMBRE

La semaine, catégorie A : chambre double, 1 090 F ; chambre simple, 1 240 F. - Catégorie B : chambre double, 1 010 F ; chambre simple, 1 160 F.

En juin, approche facile des animaux et des oiseaux. Flore exubérante. Un conseil pour ceux qui le peuvent : choisissez JUIN, le mois des belles photos.

Renseignements et inscriptions : Images et connaissances de la montagne, S.P. 67 - 35150 VAL-D'ISÈRE - Tél. : (79) 66-69-62.

le tourisme français vous propose l'

afrique du sud



Tous frais compris : 9.400 F.

un voyage exceptionnel de 20 jours au cœur de l'Afrique Australe : les CHUTES de VICTORIA, JOHANNESBURG, LE CAP, DURBAN, le Parc KRUGER et d'autres réserves d'animaux, les safaris-photos, les paysages grandioses, les pieges, le folklore, un climat idéal.

Pour recevoir une documentation complète sur ce voyage, découpez ce bon.

M
Adresse
Code postal

désire recevoir le programme complet du voyage AFRIQUE DU SUD organisé par l'agence

le tourisme français 96, rue de la Victoire 75009 Paris - Tél. 280.67.80

Chaque jour, un vol pour Montréal.



Air Canada, en collaboration avec Air France, vous offre chaque jour un vol pour Montréal. Chaque vol part à 11 h et vous fait atterrir à Montréal à 12 h 30.

Avec Air Canada, vous voyagez dans des 747 spacieux et confortables. A bord, les Air Canadiens, qui parlent français, vous font profiter d'un service de haute qualité, en première classe comme en classe économique. Ils sont à votre disposition pour vous donner tous les renseignements dont vous avez besoin.

Un seul appel aux Air Canadiens suffit pour réserver votre billet, votre chambre à l'hôtel ou pour louer une voiture. Appelez-nous maintenant au 273.84.00. Ou contactez votre agent de voyages.

Une compagnie de bonne compagnie.

AIR CANADA



Leonardo Da Vinci

6 nouvelles formules Vacances à Abano

① **Cure**
du 26/2 au 12/11

② **Esthétique médicale**
séances spéciales du 16/6 au 15/8 et du 20/10 au 12/11

③ **Gymnastique**
séances spéciales du 16/6 au 15/8 et du 20/10 au 12/11

④ **Musique**
du 1/7 au 15/8

⑤ **Excursions**
du 26/2 au 12/11

⑥ **Tennis et Golf**
séances spéciales du 14/6 au 15/8

Hotel Leonardo Da Vinci Terme
1-3500 Montecatini - Abano Terme
Tél. 0499-53057
Téléc. 43300 Vinioli
(12 km Padoue - 42 km Venise)

Bon à envoyer à l'hôtel. Veuillez m'adresser votre documentation. Intérêt particulier pour : (Mettre une croix)
① ② ③ ④ ⑤ ⑥
Nom : _____ Adresse : _____ Code Postal : _____ Ville : _____

Plaisirs de la table

« PLUS DE PÈRES, RIEN QUE DES FILS... »

REVOICI la saison des guides. Le « Kieker », paraître le 15 mai mais, en avant-première, M. Jean Didier a remis à la presse les résultats du désormais célèbre challenge de l'académie Kieker-Colombes pour 1978.

Le thème en était simple, et son titre l'indiquait précisément : « Tel père, tel fils ». Mais pour Paris seulement, devrions-nous classer les maisons dont un fils (ou une fille) succédait à son père (ou à sa mère) maintenant la tradition d'une maison de qualité et de gourmandise.

Bien évidemment, les « grands » en sont exclus. Il est été ridicule de considérer Claude Terrail ou Louis Vaudable comme fils de leur père et de ne pas leur attribuer, à eux seuls, le succès de la Tour d'Argent ou de Maxim's. Et si certains confrères ont tenu à citer Jean-Claude Vrinat ou Claude Barnaud, ce fut peut-être leur erreur. Il n'importe.

Le lauréat, donc, de ce challenge 1978 est Michel Olivier. Nous sommes quatre sur huit à l'avoir mis en tête. Trois ne l'ont pas même cité, ce qui semble indiquer, à moins d'un ostracisme peu digne, quelque méconnaissance du problème. Passons.

Ayant mis le fils de Raymond en tête, pour mon compte personnel, j'ai cité ensuite André Allard (représentant sa chère Fernande, sa femme, qui, en cul-

sine, a repris le rôle des mains de sa belle-mère); Jean-Claude Mouscisé, fils de Jean, dont le Bistro 121 reste un modèle; Guy Noury (Pierre-Travailleur); Mazarin (Ches Georges); René Ayral (le Cochon, d'Or) et enfin M. Barthélemy, paros que le Bœuf gros sel de la rue du Volga et le souvenir de Léon (son père) me sont chers.

Ont été classés, et seul l'embaras du choix m'empêche de les ajouter à ma liste personnelle, Michel Petit (petit-fils, il est vrai, de Benoît), dont aussi bien le lecteur sait que j'aime son restaurant Chez Benoît comme le modèle même du vrai bistrot; M. Roumyrol, fils d'André (l'Arrière), et Louis Molesnier (Ches Molesnier).

Tout ça, donc, avec Michel Olivier (on mange de mieux en mieux en son Bistrot de Paris de la rue de Lillo), un lauréat digne des treize

précédents. Car cela fera quatre années que le challenge existe. Et Jacques Manière, qui fut notre lauréat 1968, a eu l'idée heureuse de réunir tous les « challengers » (comme il ne faut sans doute pas dire ?) en un déjeuner qui se perpétuera. Je donne ici cette liste des élus depuis Lucien-Cartier (1965) jusqu'à Michel Olivier (1978). Les thèmes étaient différents chaque année. La liste néanmoins est élogieuse : Ches les Anges; Allard; Pradier; Manière; le Vieux; le Moulin de Moutins; l'Auberge des Templiers; Le Duc; la Barrière de Chilly; la Bristol; André Da-guin, de l'Hôtel de France, à Anch; le Châtelet et son jeune chef J.-M. Bédier.

Félicitons donc qui résume assez bien des quelques lustres, les réussites valables et l'utilité du chroniquier.

LA REYNIÈRE.

Philatélie

N° 1525
LIECHTENSTEIN : Série « Bâtiments ».

Les six timbres composant la nouvelle série d'usage courant représentent divers bâtiments, constructions maritimes de la principauté de Liechtenstein.

30 R. Tour d'habitation Balzermühle.
70 R. La cure de Mauren.
80 R. Maison paysanne Schellenberg.
90 R. La cure de Balzers.
100 R. Ecole de musique Rheinfelden.
110 R. Vodus Mittelort.

Maquettes de Georg Malin. Impression héliographique, S.A. La Chaux-de-Fonds, Suisse.

ISLANDE : Touring Club.

Le cinquantième anniversaire du Touring Club d'Islande a donné lieu à l'émission d'un timbre-poste commémoratif de 45 kr. bleu.

Dessiné par Prætor Magnusson, d'après une photo de Grætar Eiríksson. Imprimerie d'un timbre-poste, Courvoisier S.A. La Chaux-de-Fonds, Suisse.

MONACO : Première partie du programme 1978.

La première partie du programme 1978 préparé par l'Office des émissions de timbres-poste de Monaco, dont l'émission est due maintenant prévue pour le 2 mai prochain, comprend seize figures postales, dont les quatre timbres « préoblitérés » déjà émis, en janvier.

150^e anniversaire de la naissance de Jules Verne (1828-1905) : 0,80 F. « Les Nautiques de l'air » : 0,25 F. « L'Abandonné » : 0,30 F. « Le Secret de l'île » : 0,40 F. « Tour la Conquête » : 1 F. « Maître Zacharius » : 1,40 F. « Le Chateau des Carpathes » : 1,70 F. Les timbres du Capitaine Grant et 5,50 F. « Étrange de Jules Verne » et allégories.

L'inauguration du Centre de Congrès de Monte-Carlo : 1 F. et 1,40 F. Coupe du Monde de Football. Argentine 1978 : 1 F.

Tricentenaire de la naissance du compositeur Viraldi : 1 F.

Accord « Ramonage » : 0,80 F. et 1 F. (pour la protection des eaux du littoral).

Série « Europa » C.E.P.T. : 1 F. le Chateau de Monaco, et 1,40 F. la Principauté vue de l'est.

Série « Princes » : au type « Tour d'Argent » émis le 17 janvier 1978; nouvelles valeurs par surcharge sur celles parues le 1^{er} avril 1977 : 0,50/0,54, 0,75/0,83, 1,15/1,05 et 2,70 F.

Au total, ces émissions s'élèvent à 36,08 F. si on tient compte des deux « Europa » imprimées, en plus des feuilles de timbre, en feuilles dentelées contenant cinq valeurs de chaque séparées par une bandelette, timbre d'usage, l'émission de seize timbres est à 19,80 F. et la série « Princes » à 4,45 F.

Il est agréable à remarquer que les valeurs d'affranchissement sont raisonnables et qu'elles correspondent aux tarifs usuels, donc plus à la portée des usagers et philatélistes.

La bouteille du mois

Champigny-le-tonique

UN médecin, le docteur Guyot, pasteur de ces rouges (épaves cabernet franc et cabernet sauvignon) autour de Champigny, disait qu'ils réunissent « toutes les qualités désirables pour des vins alimentaires : savoir ferme et agréable, bouquet surprenant, couleur parfaite, géosémité, action digestive et tonique prolongée ».

Et bien ! J'aime ce mot « aliment » puisqu'il est de « vin alimentaire ». Un vin à boire en mangeant. Un vin qui soutient et ennoblit l'action de manger ! Ces vins des environs de Saumur, sur les pentes volantes des abords des communes de Beaucourt, Vaux, Dampré, Chacé, Saint-Cyr-en-Bourg et Farnay sont les meilleurs de Loire, d'une belle couleur rubis foncé, au parfum de violette et de fraise des bois, de chair tendre mais de bonne garde.

Les anciens se souviennent du doux élixir de M. Cristol. Ce qu'il en reste, aujourd'hui propriété des Hospices de Saumur, subit le sort des entreprises humaines dont personne n'est responsable, dit Pierre Erdjoun. Parions plutôt de deux vins récemment rencontrés.

Chez Laurent, avenue Gabriel, le Chateau de Chantiers (S. de Rigny, propriétaire à Dampré-sur-Loire), excellent, alerte, et qui m'échappe sur la table de homard (mais oui !) tout autant que sur des côtes d'agneau.

Am. Restaurant du Marché (35, rue de Dancie), le Chateau de Targé (F. Ferry, propriétaire à Farnay) dont l'arôme se dégageant en fin de dégustation rappelle celui du Médoc de bon aloi. Sur l'assiette aux truffes comme sur le cassoulet (et jusqu'à la tourtière landaise incise) ce Chateau de Targé 1975 enchante.

Ce Champigny, dont Carnot, qui m'y avait initié, disait qu'il était « son meilleur ami d'enfance », est de petite production. Il ne faut pas figurer à toutes les cartes. Mais dans ces noms et, si vous les rencontrez... — L. R.

Rive gauche

SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS
SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS

LE PETIT ZINC
PRODUITS DE MER, POISSONS, VINS DE FRANCE

LE FÜRSTENBERG
ANCIEN FÜRSTENBERG AU 100% VIGNOLES
SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS

Le Miniche
HUILES, COGNACS, SPÉCIALITÉS
25, rue de Buci - Paris 6

VAGENENDE
A la Belle Gueule
jusqu'à 2 heures de nuit
Cuisine française à l'américaine
chocolats, patisseries, etc.

les soupers dans le cadre original 1900 le plus beau de Paris

12, rue Saint-Germain - Paris 6 - Tél. 01-46-11-11
SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS

Le Galant Verre
Chef PASCAL DAGUET
Terrasse de Brochet, SAUCES VINCIGOT
POMME DE TERRE DE CALLES, AULAN DE COURGETTES
SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS

XAVIER VERT
vous reçoit à
l'Epicurien
Petits salons pour repas d'affaires
11, rue de Nivelle (6^e). Parc. Mazarine
Fermé dimanche et samedi soir.
Réserv. 325-35-78

Rive droite

TERMINUS NORD
824.48.72
SON BANC D'HUITRES
23, rue de Dunkerque
face Gare du Nord
tous les jours

Julien
16, rue du Faubourg-Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
tous les jours jusqu'à 1 h 30, fermé le dimanche

ELD SON BANC D'HUITRES
63, rue du Faubourg-Saint-Denis - 770-13-32 (F. dim.)

GRANDE NOUVEAUTÉ PARISIENNE
dans un cadre Belle Epoque
au
CAFÉ DE FRANCE
073-47-72
11, rue Godot-de-Mauroy, 75009 PARIS
CHAQUE SOIR D'INER AMBANCE
ANIMÉ PAR LE DYNAMIQUE TRIO
JEAN-STÉPHANE BERGER
guitare : J.-S. Berger
basse : H. Boudière
batteur : J.-P. Duvallet
Relâche le dimanche.

Relais Louis XIII
8, GRANDS-AUGUSTINS, 326-75-96
Un nouveau chef de grand talent
présente une cuisine légère et
savoureuse dans un cadre
authentique du 17^e siècle.
P. dim. Parking, 27, rue Mazarine

MARIUS et JANETTE
TOUTS LES PRODUITS DE MER
et toutes les spécialités préparées
4, av. George-V - TÉL. 71-18, 841-84-37

Le Sudrier
39, bd de Strasbourg (10^e). Tél. 770.08.31
BONS VINIFIERS - BARRIERS - MOSES - LUNION
Salon de 30 à 150 couverts - Fermé le dim.

Charlot
Roi des Coquillages
12, Place Clichy - Paris 9^e - 574.49.64 (sans Wepler)
Tous les jours
jusqu'à 1 heure du matin
Fermé le lundi
SALLES CLIMATISÉES

BRASSERIE 131, av. Victor-Hugo, Paris-16^e - 721-57-75
Tous les jours jusqu'à 23 h. 30
Cromwell dans un cadre élégant
SON BANC D'HUITRES : énorme plateau Fr. de mer 46
Cuisine rustique et paysanne : Charcuterie Jarry Fermé : 23 F.
Petit Salé Chèvre Brûlé : 10 F.
FOIE GRAS FRAIS au Riesling de ches FLO : 25

Dessirier
MÂTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR
9, place Fereira, Paris 17^e - 754-74-14

L'ALSACE
CHAMPS-ÉLYSÉES
BOUTIQUE
OUVERT JOUR ET NUIT

Environs de Paris
A 10^e des portes
d'ORLÈANS et d'ITALIE
Autoroute d'Orléans, sortie Ponds
LE CHAROLAIS
La Grande Cuisine de Jean BUBIN
(prix de commerce jusqu'à 22 F. à 30 F.)
Fermé dimanche midi et dimanche soir
23, RUE BUTTE-BAUME (Mairie de Bercy)
Parking assuré - Réservation : 686.16.42

TOURISME

HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur
MENTON (06500)
HOTEL ORLY ** N.N. Face mer, Océan.
1971. Restaurant. Bde. Caravan.
HOTEL DU PARC *** N.N. Face mer et
casino, plein centre. Parc. Gr. parc.

Paris
HOTEL DE LONDRES ** N.N. 1, rue
Auguste (Champ-de-Mars, près Tour
Eiffel). Comp. rest. sur
Tourelles ch. av. bains ou douche et
w.-c., calme et tranquille. 706-33-40.

MONTMARTRE
HOTEL LITRE ***
Paris-9^e, 9, rue Littré.
Tél. 544-36-68. Téléc. 270-577. Elevée.
Paris. — 120 chambres. Garage.
Séminaire.
Même administration :
HOTEL VICTORIA PALACE *** Paris
(6^e), 6, rue Blais-Desportes. Tél. 544-
36-16. Téléc. 270-577. Elevée. Paris -
120 chambres - Restaurant - Garage.

Allemagne
FRANKFURT
PARKHOTEL 1^{re} classe, centre, près
gare centrale et Wiesentempelplatz
25 F. Tél. 1949/511/230771 TX 04-12809

Suisse
ARONA
HOTEL VALSANA, 1^{re} caté, piscine
couverte. Offre la carte de crédit
jusqu'à fin avril. Téléc. 74222

MICHELE LAMONTAGNE
Faites vos
bonbons
vous-même
Truffes, caramels,
sucres d'orge, pastilles,
berlingots, chocolats
n'auront plus de secrets
pour vous et auront pour
les autres le goût
incomparable et inimitable
du « fait maison », sans
colorants ni produits
chimiques.
Un volume illustré
174 pages / 39 F.
- Solar

CANADA : le programme 1978.

Trente-quatre timbres et un bloc-vente sur le programme des émissions 1978 communiqué par les postes canadiennes; six timbres d'usage courant et vingt-huit figures commémoratives.

Janvier (15) : 2 timbres. Le faucon pèlerin et CAPEX 70 (voir chronologie p. 132).

Mars (7 et 31) : 5 timbres. Valeurs d'usage courant, trois et deux du Commonwealth, deux.

Avril (26) : 2 timbres. Développement des ressources.

Juin (10) : 2 timbres et un bloc, Exposition internationale CAPEX 78.

Septembre (6) : 3 timbres. Valeurs d'usage courant, quatre : deux du Commonwealth, un de l'Alberta, un de l'Ontario.

Octobre (28) : 3 timbres. Série « Noël ».

Novembre (15) : 4 timbres. Navires et Brise-glaces.

ADALBERT VITALYOS.

MIETTES

● Bien sûr, la Côte Saint-Jacques, à Joinville, est une bonne maison. Bien sûr, M. Michel Lorain à 15/20 sur ses deux toques rouges chez Gault-Millou, deux étoiles au Michelin et seulement un coq rouge au Kieker, ce qui paraît plus sage. Bien sûr aussi, les prix sont nets, et il faut en tenir compte. Mais ce loup qui a payé 25 F. une part de tarte aux pommes n'en est pas revenu. Du reste, il n'y reviendra plus, me dit-il.

Mais, surtout, ce qui l'étonne, c'est que, à une lettre de réclamation, l'hôtelier n'a pas répondu. Je m'étonne, moi, de son étonnement. Parce que les restaurateurs qui répondent aux réclamations. Hélas !

● A signaler, par contre, dans le même département, les prix doux et la très honnête cuisine d'une petite maison, Le Gélisier (22, rue de la République, à Saint-Valérien (89150), tél. 86-62-78).

Cette rubrique est libre de toute publicité.

CENTRE DE DISTRIBUTION DE VINS DE PROPRIETES

Vente en entrepôt vinicole. A Paris.

Des dizaines de milliers de bouteilles venues de tous les vignobles de France et de l'étranger.

EXTRAITS D'ETIQUETTE AU 1^{er} FÉVRIER 1978 PAR 200 CRUS. PRIX TTC

Château du Moulin - Bordeaux	AC 76	7,70 F
Gewurztraminer	AC 75	14,90 F
Savigny les Beaune	AC 74	27,20 F
Château de Ferrand St-Émilion	AC 70	23,00 F

Offre sans engagement jusqu'à épuisement des stocks.

Des vins élevés et mis en bouteilles par les propriétaires récoltants. Des vins qui vous sont proposés par caisses de 6 ou 12 bouteilles.

Entrepôt Noy Calvados, 215 rue d'Anvers-Paris - Tél. 209.61.50
Parking devant l'entrepôt. Ouvert du lundi au samedi inclus de 10 à 19 h.
Ne pas confondre avec les autres entrepôts.

échecs N° 750

LA DÉCOUVERTE

(Championnat des Etats-Unis, 1977)
Blancs : W.S. BROWNE
Noirs : R. BYRNE
Défense hollandaise.

bridge N° 747

LA CHUTE MYSTÉRIEUSE

2. C43 25 14. 0-01 (e)
3. D41 (c) C16 (b) 0-0-0 (p)
4. P25 (c) D32 (d) 12. D4x141 D2x34
5. D41 14. 0-01 (e) 12. D4x141 D2x34
6. C43 25 14. 0-01 (e)
7. C43 25 14. 0-01 (e)
8. C43 25 14. 0-01 (e)
9. C43 25 14. 0-01 (e)
10. C43 25 14. 0-01 (e)
11. C43 25 14. 0-01 (e)
12. C43 25 14. 0-01 (e)
13. C43 25 14. 0-01 (e)
14. C43 25 14. 0-01 (e)
15. C43 25 14. 0-01 (e)
16. C43 25 14. 0-01 (e)
17. C43 25 14. 0-01 (e)
18. C43 25 14. 0-01 (e)
19. C43 25 14. 0-01 (e)
20. C43 25 14. 0-01 (e)
21. C43 25 14. 0-01 (e)
22. C43 25 14. 0-01 (e)
23. C43 25 14. 0-01 (e)
24. C43 25 14. 0-01 (e)
25. C43 25 14. 0-01 (e)
26. C43 25 14. 0-01 (e)
27. C43 25 14. 0-01 (e)
28. C43 25 14. 0-01 (e)
29. C43 25 14. 0-01 (e)
30. C43 25 14. 0-01 (e)
31. C43 25 14. 0-01 (e)
32. C43 25 14. 0-01 (e)
33. C43 25 14. 0-01 (e)
34. C43 25 14. 0-01 (e)
35. C43 25 14. 0-01 (e)
36. C43 25 14. 0-01 (e)
37. C43 25 14. 0-01 (e)
38. C43 25 14. 0-01 (e)
39. C43 25 14. 0-01 (e)
40. C43 25 14. 0-01 (e)
41. C43 25 14. 0-01 (e)
42. C43 25 14. 0-01 (e)
43. C43 25 14. 0-01 (e)
44. C43 25 14. 0-01 (e)
45. C43 25 14. 0-01 (e)
46. C43 25 14. 0-01 (e)
47. C43 25 14. 0-01 (e)
48. C43 25 14. 0-01 (e)
49. C43 25 14. 0-01 (e)
50. C43 25 14. 0-01 (e)
51. C43 25 14. 0-01 (e)
52. C43 25 14. 0-01 (e)
53. C43 25 14. 0-01 (e)
54. C43 25 14. 0-01 (e)
55. C43 25 14. 0-01 (e)
56. C43 25 14. 0-01 (e)
57. C43 25 14. 0-01 (e)
58. C43 25 14. 0-01 (e)
59. C43 25 14. 0-01 (e)
60. C43 25 14. 0-01 (e)
61. C43 25 14. 0-01 (e)
62. C43 25 14. 0-01 (e)
63. C43 25 14. 0-01 (e)
64. C43 25 14. 0-01 (e)
65. C43 25 14. 0-01 (e)
66. C43 25 14. 0-01 (e)
67. C43 25 14. 0-01 (e)
68. C43 25 14. 0-01 (e)
69. C43 25 14. 0-01 (e)
70. C43 25 14. 0-01 (e)
71. C43 25 14. 0-01 (e)
72. C43 25 14. 0-01 (e)
73. C43 25 14. 0-01 (e)
74. C43 25 14. 0-01 (e)
75. C43 25 14. 0-01 (e)
76. C43 25 14. 0-01 (e)
77. C43 25 14. 0-01 (e)
78. C43 25 14. 0-01 (e)
79. C43 25 14. 0-01 (e)
80. C43 25 14. 0-01 (e)
81. C43 25 14. 0-01 (e)
82. C43 25 14. 0-01 (e)
83. C43 25 14. 0-01 (e)
84. C43 25 14. 0-01 (e)
85. C43 25 14. 0-01 (e)
86. C43 25 14. 0-01 (e)
87. C43 25 14. 0-01 (e)
88. C43 25 14. 0-01 (e)
89. C43 25 14. 0-01 (e)
90. C43 25 14. 0-01 (e)
91. C43 25 14. 0-01 (e)
92. C43 25 14. 0-01 (e)
93. C43 25 14. 0-01 (e)
94. C43 25 14. 0-01 (e)
95. C43 25 14. 0-01 (e)
96. C43 25 14. 0-01 (e)
97. C43 25 14. 0-01 (e)
98. C43 25 14. 0-01 (e)
99. C43 25 14. 0-01 (e)
100. C43 25 14. 0-01 (e)

scrabble N° 27

Aux trois tables du « Tournoi des champions » de 1974, le fameux Belladonna fut le seul à chuter la maison. Il fut la défense ne lui avait pas facilité la tâche.

♠ A D 8
 ♥ R D 5 3
 ♦ 10 6 4
 ♣ 7 4

♠ 2
 ♥ A 7 5
 ♦ 8 4
 ♣ A R D 8 6

N
 O
 E
 S

♠ V 8 4 2
 ♥ 10 6 6
 ♦ V 9 3
 ♣ V 10 9

♠ R 10 8 7 5
 ♥ V
 ♦ A R D 2
 ♣ 5 3 2

Ann. : R. don. Fern. vuln.

Ouest Nord Sud
 Flint Avarell Sheehan Bellad.

3 ♠ 2 ♠ 3 ♠
 4 ♠ 4 ♠ 4 ♠
 (Système romain 1 carreau ouvert en Canapé).

Ouest attaque le roi, l'as et la dame de trèfle coupé par le 6 de pique du mort. Belladonna joue ensuite le 2 de cœur pour le valet mort. Ouest prend avec l'as et rejoue le 8 de trèfle. Comment le déclarant aurait-il dû jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse :

Quel est le danger ? Il faut se protéger contre le valet d'atout quatrième en Est et prendre deux premiers : 1. Couper le quatrième trèfle de la main pour ne pas gaspiller un gros atout, et aussi pour se raccourcir ; 2. Jouer de la main les cartes malades qu'Est a le moins de chances de couper, et terminer ensuite au mort afin de jouer d'autres cartes difficiles que le déclarant surcoupera si Est coupe.

Voici la solution : après avoir coupé le quatrième trèfle, le déclarant donne un coup d'atout (4 de pique), puis il réalise deux gains de trèfle. Si le mort (gros dame) ne coupe, il remonte

UN PAVÉ DANS LA MARE

Le dictionnaire de référence est le PLI (Petit Larousse Illustré). Les cases horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15; les cases verticales, par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signale que le reliquat du tirage précédent a été réjeté, faute de voyelles ou de consonnes.

	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	AREPITZ	TAPEZ	H 6	52
2	7B+ZIOFR	DEYBIE (K) 2	12 A	96
3	AARKUSC	ETA	13 A	21
4	AV+QIGGN	HALTSS	B 9	24
5	-NUCLNR?	SAGOUN (a)	15 B	30
6	IODHNET	C (A) NULKE	A 1	90
7	HN+AOFT	DROIT (b)	14 F	22
8	V+VLMQRE	CROPAIT	4 A	28
9	LMRE+RAEU	YAQUA	E 3	30
10	L+IIIOSW	ARMORE	15 J	28
11	III+IBNX	SLOW	F 7	35
12	IIIJN+JE	BOX	3 J	28
13	IIIJN+IS	NIS (c)	6 J	20
14	IIIJN+EE	SIL	8 F	29
15	IIY+EOGM	ENNEU	M 11	24
16	IIIOGM+E	BOXKE	C 3	17
17	IO+ULNV	MEQIE	11 G	16
18	U+EOGUSV	OLIVINE (d)	K 5	20
19	SU+CNLAE	TOLES	L 1	39
20	AREDPIT	AUCUNES (e)	I 3	67
21	ADTT+MSE	FEZ	14 I	22
22	DMTT+P	YAKE	1 L	66
23	DET décomposé	TOMAS	B 8	25
24		RAD	10 A	4
25		EX	D 11	2
26		RET	D 11	7
27		Total		543

Hippisme

COURSES AU BRÉSIL

Si tu vas à Rio, n'oublie pas de monter là-haut... Pour l'émulateur de coureur, le fameux relais mérite un additif : « Si tu vas là-bas, fais vite, car c'est là que se trouve l'hippodrome de Rio-de-Janeiro. L'Amérique du Sud prend une place grandissante dans la chronique hippique mondiale : Empery, l'un des meilleurs entraîneurs du monde, en 1976, s'attachait directement, par sa mère, à l'élevage chilien ; Canero, vainqueur d'un Kentucky Derby, était vendéen ; les millipèdes, les millepieds, les mille ans, voilà quelques années, pour racheter au Pérou une demi-sœur de Vaguelly Noble (finalement, ce fut Daniel Wildenstein qui l'emporta) ; notre entraîneur, le Français, de Mismaloya, enfin, fit d'abord carrière au Brésil.

si lui vient d'importer d'Angleterre Karsbars, père de l'excellent Torone, que, malheureusement, on ne reverra plus (elle a succombé, cet hiver, à des coliques). Bref, quand certains économistes prétendent que l'Amazonie sera un des greniers de l'univers au-vingtième siècle, ils ont tort. Les Karsbars fournira une large part de l'uranium avec lequel le monde se chauffera et fera tourner ses moteurs, on peut tout aussi bien imaginer — le cheval de course nassant — la fortune, et la fortune de telles réductions imposées à l'industrie de la Longchamps ou d'Esplan. se situe là :

à Gavea. Goutées les ardeurs de Copacabana (elles ne sont pas que solaires, blanc qu'il y fit 42 °C à l'ombre vult trois semaines), l'œil ayant été l'admirable spectacle de la ville de Rio de Janeiro au pied du Pêñ de sucre - et du gigantesque Cristo Redentor du Corcovado, une des premières visites du touriste en voyage est donc pour naître lieu des premiers d'Amérique latine. Premier document : le tableau su de la ville. On nous dit en France que Paris est - hippiquement parlant - la ville le plus privilégiée du monde, avec Longchamp, Anteuil et Vin-

date de construction figurant sur le socle d'une statue à la gloire du fondateur du Jockey-Club brésilien — 1905 — fournit l'explication. Créatif l'époque où il n'y avait, en Amérique du Sud, de bon goût qui ne fût inspiré par la France. Les aventuriers du Brésil, les aristocrates de l'époque, les tuteurs à consommer à Manaus, au cours de l'Amazonie, un opéra qui fût une ripaille du palais Garnier (image *aujourd'hui* polémique, et qui fait rêver à la formidable époque qui s'est jouée là, que celle de ces arts, et de ces marbres ornés par toutes les délices de l'époque).

lie, l'Argentine ; une conception de « courses casino », en vigueur aux Etats-Unis, au Japon, au Brésil. Dans le premier cas, les épreuves de la piste ont pour finalité la désignation des meilleurs chevaux, sujets dont on attendait, au siècle dernier, une amélioration de toutes les races aquines et de la cavalerie militaire. Les esprits étaient alors appelés à s'affronter sur des parcours de plus en plus sélectifs, en portant de plus en plus de poids, à rencontrer leurs aînés

dans des conditions de moins en moins favorables ; bref, à se battre à tout un éventail de difficultés, dont seuls les meilleurs triomphent. Dans les « courses casino », le cheval ne compte guère plus que la bille de la roulette, sans qu'il offre un spectacle moins déséquilibré et plus coloré. Il ne s'agit plus de désigner les meilleurs. Il s'agit d'offrir un spectacle à louer.

Ons cite cette perspective, la variété des parcours n'a plus de sens et devient même un inconvenient : les vents, une uniformité des conditions du jour permet des comparaisons plus exactes. On ne peut pas apprécier la jouissance des calescos. On court donc toujours sur la même distance, ou presque, pas trop éprouvants (7'000 à 10'000 mètres) afin de que le « fillet » puisse être utilisé. On ne peut pas compter sur les calescos pour faire fonctionner la roue : on s'arrête au rythme de dix à douze courses par jour (un peu da espt o huit che nous).

En fait, les deux principes ont, l'un, l'autre, révélé des contradictions. On ne peut pas avoir des conditions de course différentes, sur des distances variables, sur des hippodromes différents, on fait la course sur une belle et un élément très important : le vent. On ne peut pas avoir un élément à vol avec la qualité

[illegible]

LA DÉCOUVERTE DE ROUSSEAU

Dans cette bonne journe dans un
 tournoi à Montmoucon, l'expert
 Rousseau avait découvert que le
 chameau pouvait être rouss. Le
 lecteur va-t-il trouver pourquoi ?

♠ A R
 ♥ A D 7 4 3
 ♦ 9 2
 ♣ A R 7 6

♠ 10 6
 ♥ 8 3 2
 ♦ R 10 3
 ♣ D 9 5 4 3

N
 O
 R
 S

♠ D V 6 6 4 2
 ♥ R V 9 5
 ♦ 7
 ♣ 10 2

♠ 7 5 3
 ♥ 10
 ♦ A D V 8 6 5 4
 ♣ V 8

Ann. : N. don. Pers. vain.

Ouest	Nord	Est	Sud
—	2 ♥	2 ♠	3 ♦
parse	3 SA	parse	4 ♦
parse	6 ♦	parse	parse

reun. Ousé prend avec le roi le
carreau et contre-attaque le 8 de
carreau. Le 8 de carreau est en-
fermé à la table pour payer le FETIT
CHRIEM à CARREAU ?

Le chelem est-il gagnable si,
après la levée du roi de carreau,
le 8 de carreau est en enfer ?

Contre-attaquer ou ?

Note sur les enchères :

Avec cinq levés et demi d'hom-
me, il faut ouvrir de 4 ♦ ou 4
♠ (4 ♣ et 4 ♠ sont des en-
che-ches) (ouverture de 5 ♥),

La surenchère de 4 ♦ est
courageuse, mais Est propose
ainsi un partenaire une défense
contre une main où un chelem
est en jeu. Sur 5 ♥, 5 ♦, 5 ♣, 5
♠, problème en tout ou par pairs.

Toutefois, il est normal de faire
un effort à 4 ♦ ♠ avec l'inten-
tion ensu de passer si Nord dit
4 ♦ ♠.

PHILIPPE BRUGNON.

PENTASCRABBLE

de MICHEL PIALAT

Il s'agit de faire le maximum de points avec cinq tirages successifs de six lettres, le premier mot devant passer par l'lettre **R**.

A R C I L E O — A O E N S I R U —
E A S A R U ? — A A E I L R U —
E A S A R U ? — TOTAL : plus de 350 points.

Exceptionnellement, ce pentagramme sera primé par deux tirages consécutifs de six lettres (Hachette). Tirage au sort au cas d'équité.

Solution du problème n° 25

R I O T P R A L E
L I T
F I S T
R I S T
P E N S E
S E R R E R A I

A R A L E H I Z, 65 — E L S O N S I R, 82
E U (D) E R A L E, 3, 4, 80
E U (D) E R A L E, 1, 146 —
E A S A R U ? 3, 4, 92 — TOTAL : 325

On se réunit à Paris ?

• P.L.M. Saint-Jacques, boulevard Saint-Jacques, mardi, 20 h. 45 ; samedi, 14 h. 45. Tél. 588-93-80, poste 22 00.

• Scuderie-Citad de Paris, 20 bis, av. Charles-d'Orléans, mercredi, 14 h. 30 ; vendredi et samedi, 12 heures ; vendredi, 21 heures. Tél. 624-25-35.

Le brigadier, 12, rue Marboutin, 75008, mardi, 12 h. 45 ; mercredi, 21 h. ; samedi, 21 h., tél. 359-40-43.

• Top-City, 3, rue Maurice-Delzons, 82101 Boulogne, (trottoir, 14 h. 30 ; jeudi, 21 heures. Tél. 604-29-43.

Le Monde

Société

Le pourvoi en cassation de M^e Klaus Croissant est déclaré irrecevable

La chambre criminelle de la cour de cassation, présidée par M. Pierre Mongin, a déclaré irrecevable jeudi 23 février le pourvoi formé, le 16 novembre dernier, par M^e Klaus Croissant (le Monde du 16-11-1977), contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour de Paris, qui le jour même avait donné un avis favorable à la demande d'extradition de la République fédérale d'Allemagne.

La motivation de l'arrêt de la Cour suprême, rendu sur le rapport du conseiller Pierre Faivre, après les observations de M^e Philippe Waquet, avocat de M^e Croissant, et les conclusions de M. Julien Aymond, avocat général, est extrêmement claire : « Par l'arrêt attaqué, la chambre d'accusation statuait en application de l'ar-

ticle 16 de la loi du 10 mars 1927, et non de la loi du 10 mars 1927, qui a été abrogée par la loi du 10 mars 1927. « Votre jurisprudence traditionnelle, a déclaré M^e Waquet, ne doit-elle pas être reconstruite à l'instar du Conseil d'Etat, qui a décidé d'annuler, le 24 juin 1977, le décret d'extradition visant M. Astudillo Calleja, réclamé par l'Espagne. Le cas de ce sujet espagnol était régi, outre la loi de 1927, par la convention franco-espagnole du 16 décembre 1877. (...) Comme la convention franco-espagnole est muette sur les extraditions demandées dans un but politique par l'Etat requérant, c'est en se fondant sur les buts politiques de l'Etat requérant que le Conseil d'Etat a annulé le décret d'extradition Calleja, prenant en considération

les dispositions de la loi de 1927, et non les règles complètes sur ce point les stipulations de la convention d'extradition conclue entre la France et l'Espagne. » Vous avez été dans un arrêt du 7 janvier 1965 que la loi de 1927 s'appliquait toujours aux points non prévus par la convention particulière. C'est le cas en l'espèce (...). La chambre d'accusation, en appliquant ainsi, a exposé son arrêt à la censure de la Cour de cassation », devait conclure M^e Waquet.

N'ayant pas été suivi par la chambre criminelle, il lui reste à plaider devant le Conseil d'Etat pour soutenir le recours en annulation du décret d'extradition que M^e Klaus Croissant avait également déposé le 16 novembre 1977.

M. Peyrefitte est satisfait des nouveaux « juges de paix »

L'expérience des « juges conciliateurs » — Ces bénévoles chargés depuis un an, dans certains départements, de résoudre les litiges mineurs — sera prochainement étendue à l'ensemble de la France. Un projet de décret, en préparation, la chancellerie, pourrait être signé dans une quinzaine de jours, a indiqué, jeudi 23 février, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, au terme d'une journée de travail qui a réuni les nouveaux « juges de paix » désignés à titre expérimental, il y a un an.

Ces quatre-vingt conciliateurs, venus des Alpes-Maritimes, de la Haute-Marne, de la Gironde et de Loire-Atlantique, se sont déclarés très favorables à la poursuite d'une expérience qui, selon M. Peyrefitte, « s'est épanouie en milieu rural mais est restée limitée dans les villes ». Ce sont, au total, cinq mille conciliateurs qui pourraient donc être désignés à bref délai par les présidents des cours d'appel.

POINT DE VUE

L'affaire Croissant, le gouvernement et le droit

par PIERRE DELVOLVÉ (*)

L'AFFAIRE Croissant a eu moins un mérite, celui d'avoir montré qu'il existe en France d'ardents défenseurs des libertés. Nul ne saurait s'en plaindre, et surtout pas le ministre de la Justice. Encore faut-il que cette défense s'exerce à bon escient.

A lire tant d'articles, de pamphlets, de diatribes, on a l'impression qu'on extrairait Klaus Croissant, le gouvernement a violé le droit et qu'un innocent, du coup, c'est Klaus Croissant qui est le victime, et le gouvernement, le coupable.

Le procès de l'un est en cours ; on ne saurait anticiper sur le jugement. Celui de l'autre a été porté devant l'opinion publique : il n'est sans doute pas trop tard pour instruire le dossier.

L'accusation porte d'abord sur le fond : le gouvernement aurait violé le droit d'asile.

Il est vrai que, selon le préambule de notre Constitution, « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ». Mais, pour être générale, cette formule constitue essentiellement une déclaration d'intention dont le porteur n'est pas immédiate : il y faut encore des mesures d'application en précisant les modalités. Au surplus, même si cette disposition pouvait être directement invoquée, il faudrait démontrer que le cas de Klaus Croissant y correspond : il y aurait beaucoup à dire sur la persécution dont il est l'objet et sur l'action qu'il a menée. Le moins qu'on puisse constater, c'est que ni l'une ni l'autre ne sont évidentes.

On invoque encore la convention de Genève de 1951 qui interdit l'extradition d'un réfugié, défini comme une personne « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de ses opinions politiques, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ». Ici le texte s'impose certainement au gouvernement. Encore faut-il que l'intéressé ait le statut de réfugié. Or, si, au mois de juillet dernier, Klaus Croissant en a demandé la reconnaissance à l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides, nulle décision en ce sens n'est encore intervenue. Certes, si une réponse positive est donnée, elle aura un caractère reconnaissant et produira effet du jour de l'entrée de l'intéressé sur le territoire français : l'extradition de Klaus Croissant sera alors rigoureusement interdite. Le gouvernement a donc pris un risque en le pronon-

çant et l'exécutant sans attendre la décision de l'OFPA. Mais il n'était pas juridiquement tenu d'attendre. Il lui suffisait de constater que Croissant n'avait pas la qualité de réfugié pour ne pas avoir à en tenir compte ; en cela, il n'a pas lui-même statué sur cette qualité : il s'est borné à constater qu'elle n'était pas encore reconnue.

Reste le reproche d'avoir procédé à l'extradition de Klaus Croissant pour des raisons politiques, alors que la loi du 10 mars 1927 l'interdit. Ce texte confie à la chambre d'accusation le soin d'apprécier si de telles raisons existent ; or celle-ci a répondu par la négative.

Ainsi du fond l'on passe à la procédure. La première demande du gouvernement allemand remonte au 19 juillet 1977 : Klaus Croissant a été écroué le 30 septembre ; l'audience de la chambre d'accusation s'est tenue le 2 novembre ; un délibéré de quinze jours a suivi et a débouché sur l'avis favorable du 16 novembre.

Le même jour, le décret d'extradition a été pris et exécuté. L'extrême rapidité de cette décision et de sa mise en œuvre a particulièrement choqué. Elle est sans doute inouïe ; elle n'est pas pour autant illégale.

L'adoption de la décision, immédiatement après l'avis de la chambre d'accusation, est intervenue à un moment régulier. Le gouvernement était tenu d'attendre cet avis : il l'a fait. Entre-temps, il avait pu préparer sa décision en considérant les deux issues possibles de la consultation de la cour : il était au rouge, il pouvait d'ores et déjà envisager ce qu'il ferait lorsque le feu passerait au vert. Lorsque l'avis favorable a été rendu, il pouvait, en pleine connaissance de cause, et sans plus attendre, adopter sa décision et remettre en marche le mouvement.

Le recours pour excès de pouvoir ? Il est, lui, certainement possible contre le décret d'extradition, comme l'admet le Conseil d'Etat depuis longtemps (5) : celui-ci s'est même reconnu, le 24 juin 1977 (arrêt Astudillo Calleja), le droit d'examiner non seulement la régularité formelle du décret, mais l'appréciation du fond de l'affaire émise par la chambre d'accusation. Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur cette intrusion du juge administratif dans le domaine judiciaire, la première condition de l'indépendance du pouvoir judiciaire étant sans doute sa soustraction au contrôle administratif. Quel qu'il en soit, l'indépendance n'est pas, en soi, inébranlable. Ce qui est en jeu, c'est la légalité.

Le recours pour excès de pouvoir est, non moins inébranlable, dépourvu d'effet suspensif. Il n'a donc R.-G. Schwartzberg est définitif : « Mêmes contestées devant le juge, les décisions administratives demeurent obligatoires. Leur effet obligatoire n'est pas suspendu. Elles continuent de recevoir exécution, de garder force et vie... » La poursuite n'est pas un effet obligatoire ; il ne le suspend pas. Certes, il existe une procédure de sursis à l'exécution : avant de statuer sur le fond, le Conseil d'Etat peut ordonner la suspension de la décision ; mais tant qu'il ne l'a pas fait, la décision peut, et même, doit être exécutée.

Le gouvernement, en extradant Klaus Croissant avant même que le Conseil d'Etat ait été saisi, a évidemment empêché tout recours. Il a profité de la facilité que lui offrent nos mécanismes juridiques. Mais il n'a fait que mettre en œuvre des modalités d'action qui valent en tous domaines et pour toutes autorités publiques.

Il a couru néanmoins un risque : celui de l'annulation ultérieure du décret d'extradition par le Conseil d'Etat. Pratiquement, elle arriverait trop tard pour Klaus Croissant. Juridiquement et politiquement, elle constituerait une sanction électorale.

On pourra penser que si l'extradition de Klaus Croissant est conforme en droit, ce droit lui-même est inique. Summum ius, summum iniuria. Faut-il changer le régime juridique de l'extradition et n'en admettre l'exécution qu'après l'épuisement des voies de recours ? C'est une vaste question, que seul le législateur peut résoudre. Tant que la loi n'est pas modifiée, le gouvernement peut régulièrement utiliser les facilités qu'elle lui offre. Le droit n'est pas tout. Si l'on avait la possibilité juridique, le gouvernement n'aurait tenu ni de prendre le décret d'extradition, ni de l'exécuter immédiatement. Il pouvait attendre. Mais ce n'est plus une question de légalité : c'est un problème d'opportunité. Dans le cadre qui lui fixe le droit, le gouvernement dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire d'opportunité. En l'espèce, il a pu considérer plusieurs risques. D'un côté, il ne s'agissait pas de livrer Klaus Croissant à des tortionnaires : la République fédérale n'est ni l'Ouganda, ni le Chili, ni le Cambodge.

(*) Professeur à la faculté de droit de l'université des sciences sociales de Toulouse.

A propos de l'enlèvement de M. Noël Daix

Une lettre de M^e André Soulier

Après la publication dans le numéro du Monde daté du 9 février 1978, d'un article consacré à l'enlèvement du magistrat lyonnais, M. Noël Daix, nous avons reçu de M^e André Soulier, avocat et adjoint au maire de Lyon, la lettre suivante :

Dans le numéro du journal le Monde daté du 9 février, je lis, page 11, sous la signature de M^e Pierre Georges et Bernard Elie, à la suite de la citation d'une partie des déclarations qui m'avaient été demandées par une agence de presse lors de l'enlèvement de M. Noël Daix, le passage suivant :

« ... Lorsqu'on cherche à faire un rapport entre son enlèvement et telle ou telle affaire (...), on risque de tomber dans l'erreur », déclarait mardi M^e Soulier, avocat et adjoint au maire de Lyon (M^e), qui n'hésite pas à régler des comptes anciens.

Je ne sais s'il faut protester ici contre la technique de l'amalgame politico-judiciaire, l'usage péjoratif et malicieux de mots choisis, surtout si, à l'occasion, on imagine de vos collaborateurs.

Je sais, en revanche, que ne les ayant pas rencontrés ni physiquement ni par téléphone, je ne vois pas ce qui a pu les autoriser à écrire que je régénère en série malheureuse, ou « à l'ère » des comptes anciens, dont je ne sais ni sur quoi ils porteraient ni avec qui il conviendrait de les régler. J'ai tenu simplement en la circonstance à démentir de l'estime que je n'ai cessé d'avoir depuis près de vingt ans pour M. Daix.

magistrat irréprochable dans son œuvre d'instruction.

Il serait sans doute bon pour Lyon, les magistrats et les avocats, que l'on écarte une bonne fois pour toutes, pour s'en tenir aux faits, les légendes, les affirmations purement gratuites pour mieux créer la sensation ou comme en l'espèce l'allusion d'autant plus alléchante (ou inquiétante) pour le lecteur qu'elle demeure voilée ou mystérieuse.

Tenant dans la vie judiciaire à une considération professionnelle déjà ancienne que les interprétations ou inductions de vos collaborateurs n'ont pas hésité à atteindre, je vous prie de bien vouloir publier la présente lettre dans son intégralité, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881.

● L'explosion du sixième arrondissement : sixième victime. Mme Jeanine Laffont, âgée de quarante-quatre ans, concubine de l'immeuble situé 23, avenue de la République, est décédée des suites de ses blessures à l'hôpital de la Pitié, après les explosions dues au gaz qui se sont produites vendredi 17 février, dans le sixième arrondissement à Paris. Le nombre des victimes s'établit donc à six morts et six disparus.

ECOPLAN
LOCATION LONGUE DURÉE

Une Citroën LN neuve
**sans aucun
dépôt
de garantie**



***48 mensualités fixes**

Avec le nouvel Ecoplan 1978, vous n'avez pas besoin de ce moment de verser un dépôt de garantie pour partir au volant d'une Citroën LN neuve : il vous suffit de verser une première mensualité de 605 F suivie de 47 autres mensualités du même montant.

Ecoplan, chez tous les concessionnaires Citroën.

sous réserve d'acceptation de votre dossier. Carte grise en sus. Tarif n° 132 du 13.2.78.

Citroën - Relations clientèle - Tél. : 631.31.33 - B.P. 77-92350 Le Plessis-Robinson.

avec
605 F*

POUR ENQUÊTE ÉCRITE

CITROËN ^{admet} TOTAL CITROËN ^{admet} Modèles 78 : garantie un an.

مكتبة الشمل

VOILE

Les mystères de la jauge

La quatrième et dernière étape de la course à la voile autour du monde a commencé mercredi 22 février. Le départ a été donné à Rio-de-Janeiro, à 17 h. G.M.T. (18 heures, heure française). Les premiers concurrents sont attendus à Portsmouth (G.-B.) à la fin du mois de mars.

Dans ce genre d'épreuve, le classement le plus important est celui qui est établi en fonction du « temps compensé ». Le mode de calcul en est complexe et fait intervenir la notion de « rating », ou jauge. L'objectif est de faire naviguer les concurrents à la même vitesse théorique. La jauge est établie à l'aide d'un bateau de course et comment est calculé son classement en temps compensé.

Le premier bateau qui passe la ligne d'arrivée dans une course au large n'est pas forcément le premier au classement.

En effet, les grands voiliers vont plus vite que les petits, et il suffit alors de naviguer sur la coque la plus longue pour — théoriquement — être sûr de l'emporter sur ses adversaires (1). Or le but des courses est de juger de la valeur de l'équipage et non de la taille du bateau.

Aussi introduit-on le « temps compensé », c'est-à-dire le temps réel corrigé du handicap du bateau. Ce handicap vise à donner à tous les équipages les mêmes chances de gagner : il ramène en effet le facteur « bateau » au même niveau pour tout le monde et, en définitive, l'équipage vainqueur sera en principe celui qui aura le mieux exploité les capacités de sa machine.

Flyer et King's Legend ont la même vitesse, même s'ils sont de tailles différentes. Si l'un des deux est plus grand, il aura un handicap plus élevé. C'est le B.S.F. (Flyer a deux mâts, et King's Legend n'en a qu'un).

Comment faire maintenant pour comparer, d'une manière équitable, les grands bateaux — l'immense Concorde « jauge » 88,8 pieds — et les petits — l'anglais de jauge 35,7 pieds ? On détermine à l'aide du rating, le temps théorique nécessaire au bateau pour parcourir un mille marin (1 852 mètres). C'est le B.S.F. (B.S.F. = secondes par mille).

B.S.F. = $\frac{5143}{\sqrt{V + 3,5}}$ secondes par mille.

Traitées par ordinateur

Comment calcule-t-on ce handicap ? Chaque bateau, avant sa première régatée, reçoit la visite d'un jugeur officiel de la Fédération de voile de son pays. Cette personne passe plusieurs heures à prendre les mesures de la coque, des voiles et du gréement. Ces mesures sont ensuite traitées — maintenant par ordinateur — suivant une formule complexe appelée International Offshore Rule (règle internationale de course en haute mer, la fameuse « jauge IOR ») établie par l'Offshore Racing Council. Le résultat de ce calcul est une longueur, généralement exprimée en pieds, et appelée le rating ou jauge. Ce rating est, à partir de ce moment, la caractéristique essentielle du bateau de course : il est inscrit sur le certificat de jauge officiel, sans lequel le bateau ne peut être engagé au départ d'aucune course. Les données techniques d'Eric Tabarly et le Fen Duick VI portent justement sur l'existence de ce certificat.

De plus, les organisateurs de la Course autour du monde attribuent une « allégeance d'épave » qui diminue le rating de 0,8 % par année écoulée entre la mise à l'eau du bateau et l'an 1975 ; cela afin de maintenir compétitifs les bateaux anciens qui n'ont pas profité des progrès accomplis dans les dernières années par l'architecture navale.

En bref, le rating résume les possibilités de vitesse d'un bateau.

BOXE

MOHAMMED ALI «CITOYEN D'HONNEUR» DU BANGLADESH

Le boxeur Mohammed Ali, ancien champion du monde des poids lourds, qui vient d'effectuer une visite à Dacca, a été nommé, mercredi 22 février, consul général honoraire du Bangladesh à Chicago. Il avait, auparavant, été fait « citoyen d'honneur » de ce pays par le général Ziaur Rahman, chef de l'Etat.

Désormais titulaire d'un passeport bangladais, il a déclaré : « Je représenterai maintenant le Bangladesh partout. Il y aura un drapeau du Bangladesh dans ma maison, dans mon nouveau bureau à Chicago et sur ma voiture. Lors de mon prochain combat pour reconquérir la titre mondial, je veux que la presse me présente comme un citoyen bangladais. »

Mohammed Ali a l'intention de passer deux mois par an au Bangladesh. — (Reuters.)

Un docteur américain âgé de seize ans, Michael Flynn, est décédé sur le ring, jeudi 23 février, au cours d'un tournoi disputé à Memphis (Tennessee). Il aurait été victime d'un arrêt cardiaque.

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication. Jacques Saragat.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

FOOTBALL

Plus de frontières pour les joueurs de la Communauté européenne

La Commission des Communautés européennes et l'Union européenne des associations de football (U.E.F.A.) ont adopté, jeudi 23 février à Bruxelles, une résolution autorisant à partir de l'automne 1979 les clubs à recruter et à aligner en compétitions nationales des ressortissants de neuf pays de la Communauté.

Cette résolution permettra donc aux footballeurs professionnels de bénéficier du principe de la libre circulation des travailleurs inscrit au traité de Rome.

Toutefois, afin de permettre aux fédérations de procéder aux modifications de statuts nécessaires, des dispositions transitoires ont été prévues pour la saison 1978-1979, où les clubs auront le droit d'aligner deux joueurs venus de la Communauté en première et deuxième division professionnelle en plus de deux joueurs étrangers à la Communauté (1).

Dès la saison prochaine, on peut donc s'attendre à un exode massif des meilleurs footballeurs allemands, néerlandais, voire français vers les riches clubs italiens ou, peut-être demain, espagnols.

Il est difficile de prévoir dès aujourd'hui toutes les consé-

(1) Ces mesures restrictives ne concernent pas les clubs amateurs, qui peuvent utiliser en nombre illimité des joueurs originaires de la Communauté.

Une entreprise nantaise condamnée pour rupture de contrat publicitaire

De notre correspondant

Rennes. — Un arrêt de la seconde chambre civile de la cour d'appel de Rennes, prononcé mardi 21 février, illustre l'importance du « phénomène télévision » chez les annonceurs publicitaires.

Alors, les emplacements publicitaires en bordure des stades ne visent-ils qu'un seul objectif : celui des caméras de télévision. C'est dans ce but que la société nantaise les Docks de l'Ouest signalait, le 18 mars 1974 avec le Football-club de Nantes un contrat de location d'un panneau publicitaire pour une durée de trois ans et moyennant une redevance annuelle de 24.000 francs.

Estimant que son panneau n'était pas suffisamment filmé lors de la retransmission télévisée des matches, la société les Docks de l'Ouest avait sollicité du tribunal de grande instance de Nantes la résolution du contrat. Déboutée de leur demande le 10 mars 1977 et condamnée à verser 72.057 francs au Football-club de Nantes, les Docks de l'Ouest ont vu ce jugement confirmé par la cour d'appel de Rennes qui, considérant le rappel de mauvaise foi, les a condamnées au paiement de 1.500 francs de dommages et intérêts au Football-club de Nantes, en remboursement des frais de procédure.

Faisant référence au schéma figurant au dos du contrat et indiquant de façon précise l'emplacement du panneau du stade choisi en accord entre les deux parties, la cour a souligné que les Docks de l'Ouest avaient eu « tout le loisir de peser les avantages et les inconvénients et d'apprécier les chances d'une retransmission télévisée » qui dépend essentiellement du déroulement du jeu et sur laquelle le Football-club de Nantes n'a pas de prise.

YANN ENJEU.

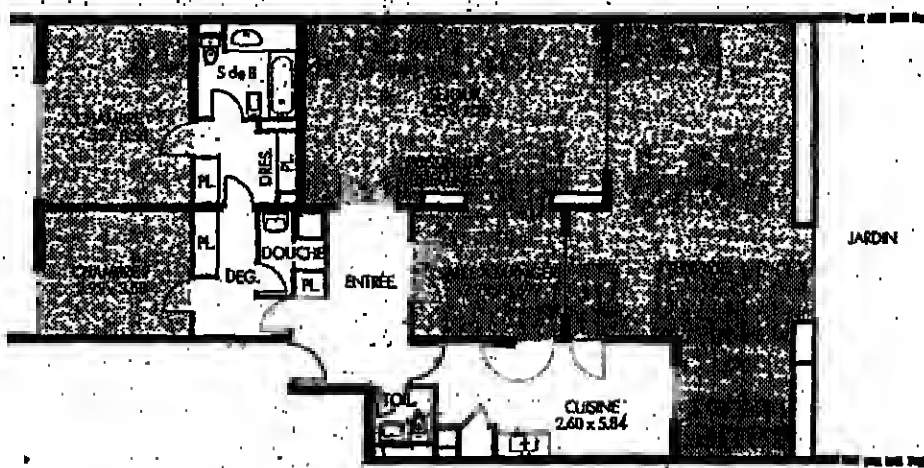
D'UN SPORT A L'AUTRE...

NATATION. — A Brisbane, dans le Queensland, la jeune australienne Tracey Wickham a battu, jeudi 23 février, le record du monde du 800 mètres nage libre en 8 min. 38 sec. 53. Elle a amélioré de 77 sec. le précédent record qui appartenait à sa compatriote Michelle Ford.

TENNIS DE TABLE. — A la suite de la grève des pongistes français aux championnats nationaux (le Monde du 21 février), M. Georges Duclos, président de la fédération, a publié un communiqué pour déplorer cette attitude. Un comité directeur étudiera cette situation samedi 4 mars.

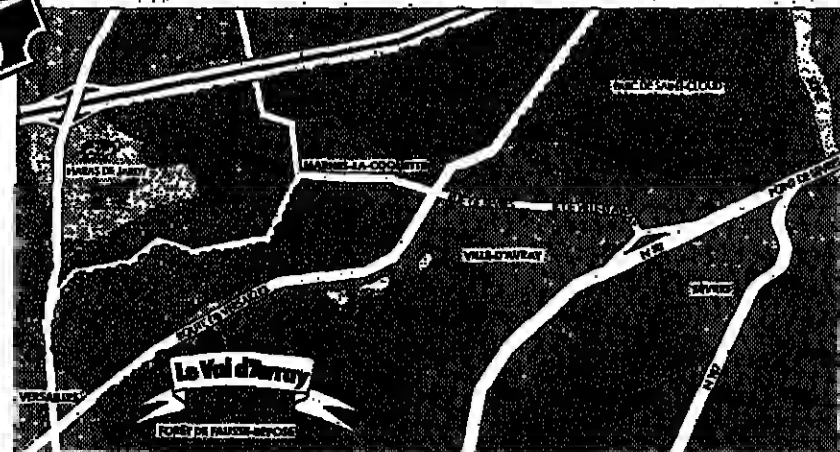
OMNISPORT. — Nouvelle revue annuelle, Sport palmarès vient de paraître. Son propos est d'établir le bilan des disciplines sportives en France et de dresser le palmarès des records du monde, d'Europe et de France. Un certain nombre d'articles et de photographies accompagnent ces références chiffrées. Sport palmarès compte cent trente-six pages, son prix de vente est de 12 F.

Des appartements-jardins face à 600 hectares de forêt domaniale.



A Ville d'Avray.

NOUVEAU PIC (11,80%)



600 hectares de forêt domaniale commencent à moins de 30 mètres du premier des petits immeubles de trois étages qui composent le « Val d'Avray » à Ville d'Avray. Cette résidence possède en outre son parc privé d'un hectare et demi aux allées strictement piétonnières. C'est dire combien la vie est ici proche de la nature. Surtout si vous choisissez d'habiter un appartement-jardin comme celui que nous vous présentons ci-dessus : un 4 pièces de 112 m² avec, en plus, 43 m² de terrasse et 123 m² de jardin privatif... Il existe également des 3 pièces-jardins. Et si vous préférez un appartement en étage (de 4 au 5 pièces), sachez que tous possèdent une loggia ou une terrasse pour que vous profitiez aussi au maximum du parc et de la forêt.

Le Val d'Avray.

Prix fermes et définitifs à la réservation.

Visitez l'appartement modèle, 213 Route de Versailles, tous les jours de 14 à 19 heures. Samedi et dimanche de 10 à 12 h et de 14 à 19 h. Ou, GEFIC, 4 place d'Iéna 75116 Paris. Livraison immédiate.



Ce programme bénéficie du nouveau P.L.C. accordé sans plafond de ressources. Il permet d'obtenir un crédit avec un intérêt réduit de 11,8 %, pouvant atteindre 80 % du montant de l'acquisition et s'étalant de 10 à 20 ans.

Une réalisation

ÉDUCATION

Les syndicats d'enseignants précisent leurs revendications pour « l'après-mars »

A vingt-quatre heures d'intervalle, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) et le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) ont présenté leurs propositions pour l'éducation, dans la perspective de l'« après-mars 1978 ».

Le programme du SNES comporte un chiffrage détaillé — en postes et en crédits — valable dès la rentrée 1978 — et au-delà.

Ce catalogue de mesures a déjà été soumis au parti communiste et au parti socialiste, qui ont eux-mêmes présenté leurs

• SNES : soixante-dix mille postes

Les mesures proposées par le SNES reposent sur deux idées principales : assurer un enseignement de qualité pour tous et réajuster le métier d'enseignant. Selon le SNES, certaines des mesures proposées « doivent connaître un moins un début substantiel de réalisation dès la rentrée 1978 ».

• Vers des classes de vingt-cinq élèves maximum dans tout le second degré : en un premier temps, les effectifs seraient abaissés à vingt-cinq élèves en 6^e, 3^e et 2^e ; à trente-cinq élèves en première. Ces mesures exigeraient douze mille postes supplémentaires.

• Matières et extension des troncarts dirigés : dix heures de dédoublement en 6^e et 3^e pour les classes de vingt-cinq élèves ; cinq heures en 4^e et trois heures en 5^e, etc., ce qui représenterait 5160 postes supplémentaires au total.

• Soutien et rattrapage : moyens accrus en heures d'enseignement par la création de 22 500 postes.

Dans ces trois mesures, priorité serait donnée pour la rentrée 1978 à celles touchant les classes de 6^e, 5^e et 2^e.

• Élargir les capacités d'accueil, et assurer effectivement tous les enseignements (en particulier ar-

tistiques et l'éducation physique) : construction de 550 collèges (coût : 5 800 millions de francs), création de 50 000 places pour le second cycle et les sections de techniciens supérieurs (4 500 postes supplémentaires). Pour assurer la formation de jeunes sortis du système scolaire sans qualification et celle de travailleurs : création de 7 500 postes.

Les enseignants

• La durée de formation des enseignants du deuxième degré doit être de cinq années après le baccalauréat.

• Recrutement : augmentation « massive » dès 1978 des places au CAPES, au CAPET et à l'agrégation.

• Rémunération et conditions de travail : salaire minimum à 120 % du SMIC, refonte de la grille des fonctionnaires ; alignement des maxima de service de tous les enseignants non agrégés du second degré sur celui des agrégés. Suppression des auxiliaires par la création de 15 000 postes.

Au total, l'ensemble des mesures conduirait à « créer plus de 70 000 postes », une partie « existant » déjà, par des crédits en heures supplémentaires notamment.

chiffrages. « Nous notons, a observé M. Gérard Alaphilippe, secrétaire général adjoint, que le P.S. prévoit la création de quarante mille postes, tous emplois confondus, alors que le P.C. en propose quarante-cinq mille, non compris les quinze mille auxiliaires à titulariser. De toute façon, notre chiffrage est supérieur ».

Le programme du SGEN s'attache davantage à l'esprit même de la fonction éducative qu'aux chiffrages. Cette « plate-forme » de revendications et d'objectifs immédiats va être soumise aux partis de gauche pour « confrontation ».

• SGEN-C.F.D.T. : corps unique et autonomie

Le SGEN-C.F.D.T., qui demande le SMIC à 2500 F dès le 1^{er} septembre 1978, propose la création en deux ans de deux cent mille emplois de titulaires dans l'éducation et la recherche, ce qui suppose la transformation de tous les emplois actuels de non-titulaires. Ces deux cent mille emplois incluent tous les niveaux d'enseignement et toutes les catégories.

Le SGEN propose ensuite la réalisation d'un corps unique de « tous les personnels enseignants d'éducation et d'orientation » d'ici à 1980, ce qui signifie une formation de même durée et une égale rémunération. L'unification du corps enseignant se ferait par alignements successifs sur la catégorie supérieure, à commencer par les instituteurs. Pour les personnels (administratifs, techniques, ouvriers de service et de santé) le SGEN demande la réduction du service à trente-cinq heures.

Pour « rendre l'institution aux étudiants », le SGEN demande la suppression de la fonction de recteur et la « suppression pure et simple de l'inspection ». C'est un « conseil d'élèves » qui reviendrait de régler les problèmes pédagogiques et de fixer les programmes.

Dans les collèges, où les classes de vingt-cinq élèves seraient dé-

Du relèvement du montant des bourses à la « dépenalisation » des drogues

DEUX CENTS PROPOSITIONS DES JEUNES SOCIALISTES

Le Mouvement de la jeunesse socialiste (M.J.S.) a annoncé la publication d'un livre. La vie est à nous, où il analyse la situation des jeunes et présente plus de deux cents propositions en leur faveur. Parmi celles-ci, le M.J.S. demande, en cas de victoire de la gauche, le relèvement de 15 % du montant des bourses de l'enseignement supérieur et la progression de 10 % du nombre des boursiers dès la rentrée prochaine. Les jeunes socialistes réclament l'application aux étudiants du statut de « jeunes travailleurs en formation » et, à terme, l'institution d'un « conseil d'étudiants ». Le M.J.S. préconise aussi l'augmentation des postes ouverts ou mois de juin prochain aux concours de l'agrégation et du CAPES et une refonte du statut des apprentis. La scolarité obligatoire sera effective jusqu'à seize ans, et les pouvoirs publics veilleront au strict respect de la législation du travail. L'apprentissage durera trois ans et les salaires seront relevés : 40 % du SMIC la première année, 60 % la deuxième et 80 % la troisième.

* M.J.S. : 41, boulevard Mégenta, 75010 Paris. Tél. : 201-44-43.

• RECTIFICATIF. — Un erreur s'est glissée dans l'article intitulé « Les effectifs dans l'enseignement de Versailles » (le Monde du 24 février). Il fallait lire dans le troisième paragraphe : « En réponse à une lettre de M. Pierre Hervé, secrétaire général de la F.F.V. des Voies », et non M. André Henry.

SCIENCES

APRÈS L'ACCIDENT DE COSMOS-954

Le Canada cherche à obtenir une indemnisation de l'Union soviétique

De notre correspondant

Montréal. — Après l'accident de Cosmos-954, qui s'est écrasé fin janvier dans le nord du Canada, la délégation de ce pays aux Nations unies vient de présenter un rapport au sous-comité scientifique et technique du comité d'utilisation pacifique de l'espace extratmosphérique. Cette note n'est qu'un des éléments de l'action entreprise par le gouvernement canadien à la suite de la chute du satellite. Les questions proprement juridiques liées à cette affaire seront évoquées le mois prochain devant un sous-comité juridique qui se réunira à Genève.

Pareillement, le Canada continue des tractations avec l'Union soviétique pour essayer d'obtenir le remboursement des frais déjà engagés dans la recherche des débris et l'évaluation de la pollution causée par les restes du réacteur nucléaire dont était équipé le satellite.

Par la voix de l'académicien Eugène Fédorov, le gouvernement soviétique a souligné, mardi 21 février aux Nations unies, qu'il avait offert au gouvernement canadien de l'aider aux recherches, en même temps qu'il s'efforçait de la rentrée des débris du satellite dans l'atmosphère terrestre.

« Nous disposons d'appareils extrêmement perfectionnés à cet égard, surtout pour détecter la radioactivité dans la neige », a dit le professeur Fédorov. « Mais, a-t-il ajouté, le Canada a préféré faire appel aux experts de l'armée américaine. Cela est évidemment son droit, mais cela change la situation et pose un problème juridique entre les deux pays ».

Le Canada, soutenu en cela par le président Carter, a proposé aux cinquante membres du sous-comité (auquel participe l'Union soviétique) la création d'un groupe de travail composé d'experts qui chercheraient à définir pour la communauté internationale les règles de conduite concernant l'emploi de réacteurs nucléaires dans l'espace. Les solutions envisagées vont d'un contrôle plus sévère à l'interdiction pure et simple d'utiliser ce genre de réacteurs. Il est possible d'agir au niveau des caractéristiques de la machine nucléaire, celle-ci en particulier en ce qui concerne sa période de désintégration.

Sur le plan juridique, le Canada entend voir apporter aux problèmes posés par la chute du Cosmos-954 une réponse globale et exhaustive. La délégation canadienne s'efforce de proposer une révision des instruments internationaux existants et d'enrichir éventuellement ceux-ci. En élaborant un document supplémentaire qui régirait l'utilisation des générateurs nucléaires dans l'espace (lequel pourrait prendre la forme de principes directeurs présentés à l'Assemblée générale pour adoption ou d'une intervention juridique exécutoire).

Le gouvernement américain, de son côté, paraît souhaiter que les orbites proches de la Terre soient, dans le futur, interdites aux

engins porteurs de réacteur nucléaire : la présence d'un tel réacteur serait, selon les experts, à bord des vaisseaux interplanétaires.

Le Canada a l'intention de présenter à l'Union soviétique une « note » pour la chute du Cosmos-954, ses conséquences, qui s'élève déjà à un million de dollars. Les recherches entreprises pour retrouver les débris se sont étendues sur 50 000 kilomètres carrés et les recherches aériennes et au sol se poursuivront dans les semaines à venir et probablement jusqu'en avril. On ne sait pas encore si le noyau du combustible irradié est resté intact après la rentrée dans l'atmosphère. La surveillance de la faune et de la flore, la protection des habitants (très peu nombreux et nomades) (il est vrai, coïncident encore de nos jours dans l'extrême nord) précédent permettra de préciser un aspect encore flou du droit de l'espace.

En vertu du traité de 1967 et des accords qui en découlent, l'état qui lance un objet spatial est responsable des dégâts qu'il peut causer, par exemple, par collision. Pour cela, cependant, il faut qu'il établisse clairement sa propriété et demande la restitution des espaces, ce que l'Union soviétique n'a pas fait jusqu'à présent.

ALAIN-MARIE CARROU

AU MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE

Les travaux de la « zoothèque » et de la ménagerie pourraient commencer en septembre

Accepté en juillet 1976, le plan de rénovation de la galerie de zoologie du Muséum national d'histoire naturelle devrait commencer à être réalisé d'ici à quelques mois. Tous, y compris au plus haut niveau, reconnaissent l'état lamentable de la galerie (fermée depuis douze ans) et la nécessité d'accorder au Muséum les moyens d'y remédier (le Monde du 3 avril 1973 et du 3 juillet 1976).

Pour 1977 et 1978, 20 millions de francs ont été affectés à la rénovation de la galerie de zoologie et 17 millions de francs à la remise en état des laboratoires et de la ménagerie du Jardin des plantes. Mais une inévitabilité cascade de procédures administratives a retardé les opérations.

Au cours d'une rencontre, le 22 février, avec les membres de l'Association des journalistes scientifiques, M. Jean Dorez, directeur du Muséum, a annoncé que les trois derniers obstacles administratifs (avis de la commission de décentralisation, avis de la commission régionale des opérations immobilières et de l'architecture, autorisation de programme du ministère des finances) venaient d'être levés. Des appels d'offres vont être lancés. M. Dorez espère que les travaux commenceront en septembre prochain. Ils porteront d'abord sur la « zoothèque » (trois étages souterrains dans le Jardin des plantes), où sera exposée une partie des collections du Muséum.

La ménagerie du Jardin des plantes — « la honte du Muséum », selon M. Dorez — devrait, elle aussi, commencer à être réaménagée en septembre.

Les ministères des universités et de l'environnement ont attribué chacun 1,5 million de francs à cette rénovation.

Mais pour doter Paris d'une ménagerie moderne et aménager au Jardin des plantes un centre M. Dorez, 100 millions. Le parc zoologique de Vincennes aurait, lui aussi, besoin de 100 millions de francs.

• Le prix des trois physiciens a été décerné, pour 1978, à M. André Maréchal, directeur de l'Institut d'optique et délégué général honoraire à la recherche scientifique et technique. Ce prix a été fondé en 1951 à la mémoire de trois savants français morts en déportation — Henri Abraham, Georges Bruhat et Eugène Bloch, de démonstration de protection de la nature, il faudrait, selon

[M. André Maréchal est né le 20 décembre 1915 à La Garenne (Seine). Ancien élève de l'École normale supérieure, il est agrégé de physique et docteur ès-sciences. De 1961 à 1968, il est délégué général à la recherche scientifique et technique, puis de 1968 à 1969, directeur de l'école supérieure d'optique. Depuis 1968, il est directeur de l'Institut d'optique et depuis 1969, directeur de l'école supérieure d'optique. Ses recherches ont porté essentiellement sur l'optique instrumentale.]

CUIR CENTER toutes les marques

BUROV FERO

Jean ROCHE NATEL STEINER Jean PREVOST

COULON CINNA GUERMONPREZ SUREN

100 salons cuir en exposition

CUIR CENTER tous les styles

Louis XIV Louis XV Régence Régence Contemporain Rustique

Georgien Chesterfield Brésilien Scandinave

CUIR CENTER est moins cher et le prouve

Cuir Center vous rembourse la différence si vous trouvez moins cher dans le mois qui suit votre achat.

Colorado le canapé cuir 3 places 230x75x90. Prix Cuir Center 3.330 f.

176 à 182 bd de Charonne Paris Tél. 373.36.13

Mme Alexandre Dumas

Nocturnes : mardi, mercredi, jeudi, vendredi jusqu'à 22 h

LE GENOU : UNE PROTHÈSE AMÉLIORÉE

une nouvelle géométrie, des matériaux nouveaux.

L'ANALYSE DES DONNÉES : UN OUTIL DE DÉCISION RATIONNEL.

de masses énormes de données, les programmes d'ordinateur assurent une représentation et un classement utiles.

et des articles sur l'adhérence des bactéries, la Carthage romaine, le problème du gaz carbonique, la structure du milieu interstellaire, la structure spatiale de l'ARN de transfert, l'efficacité des algorithmes, les jeux mathématiques, les expériences d'amateur.

POUR LA SCIENCE

édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

MARS-N°5 - en vente chez les marchands de journaux

reorganisé du SDECI

MEDE

UNE P

3,56 m.

3 portes.

1 m³ de volume utile.

(banquette arrière rabattue).

FO

مكتبة الامم المتحدة

CARNET

DÉFENSE

La réorganisation de l'état-major du SDECE est confirmée

Le ministère de la défense, auquel est rattaché le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), n'a fait, jeudi 23 février, aucun commentaire de source officielle sur les informations publiées dans le *Monde* daté 24 février, à propos de la remise en ordre actuelle au sein des services secrets français. Toutefois, dans les milieux autorisés, on admet l'existence d'une réorganisation en cours de l'état-major du SDECE, et en l'attribue principalement au départ, en retraite de plusieurs fonctionnaires qui occupaient leurs postes depuis de longues années. On laisse entendre que ces remplacements — en partie au total d'une demi-douzaine de personnes touchées — ont probablement donné lieu à des frustrations de la part de certains fonctionnaires du SDECE qui attendaient de recevoir, à l'ancienneté, de nouvelles responsabilités.

Ce sont ces frustrations ou ces rancœurs qui pourraient, dit-on, toujours de même source, expliquer certaines « fuites » des informations diffusées sur les mouvements de personnel au sein du service.

On ajoute, cependant, que la remise en ordre s'accompagne du limogement de responsables qui « porteraient le chapeau » de certaines négligences constatées.

Des intercepteurs Mirage F1 de la 3^e escadre de chasse de l'armée de l'air française, à Orange et à Reims, participeront, le mardi 28 février, à un exercice de défense aérienne avec des chasseurs américains de la 7^e flotte américaine en Méditerranée. Cette manœuvre, baptisée *Desaix*, aura lieu dans les approches maritimes du sud-est de la France.

MÉDECINE

UNE COMMISSION DE COORDINATION DES ÉTABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES EST CRÉÉE EN ÎLE-DE-FRANCE

Le Bulletin municipal officiel du 24 février annonce la création d'une commission chargée de coordonner le développement des quatre hôpitaux psychiatriques de la région parisienne (Saint-Anne, Maison-Blanche, Perray-Vaucluse et Esquirol). Elle examinera en particulier la politique d'investissement et de rénovation de ces établissements, qui ont actuellement une gestion autonome. Elle répond au souci d'éviter un déséquilibre en matière d'équipement psychiatrique dans la région parisienne, à la suite de l'entrée en vigueur de la loi de la politique de « sectorisation », qui a transformé les besoins dans ce domaine et provoqué en particulier l'apparition d'une « surcapacité » en lits psychiatriques.

Cette commission, présidée par le préfet de la région Île-de-France, M. Lucien Jéquier, comprend notamment l'adjoint au maire de Paris chargé de la liaison avec l'Assistance publique de Paris, et les présidents des conseils d'administration des quatre établissements concernés.

Une boutique de santé a été ouverte dans le treizième arrondissement de Paris afin de constituer un centre de réflexion et d'initiatives critiques par rapport au système de santé actuel : la préparation de débats publics, un travail de réflexion avec des organisations syndicales ou autres préoccupées également de problèmes de santé et la tenue de permanences constituent les principales directions de l'activité de cette association. (75, rue Clisson, Paris 13^e, le mardi, de 17 heures à 19 heures ; le samedi, de 15 heures à 18 heures.)

Le général d'aviation Sergueï Kopylov et le capitaine de vaisseau Alexandre Goultchik, officiers militaires, ont donné jeudi 23 février, dans les salons de l'ambassade de l'U.R.S.S., une réception pour fêter la solennité anniversaire de la fondation de l'armée soviétique.

AL et Mme Pierre Casier ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

Yann, chez Catherine et Jean CASIER, à Londres, le 27 janvier 1978, et Olivier, chez Marie-Hélène et Louis FORGET, à Washington, le 26 février 1978.

Le docteur Jacques KHAYAT, Mme, née Monique Bonghom, et Patrick, ont la joie de faire part de la naissance de :

Inès, le 17 février 1978, 23, rue des Morillons, 75015 Paris.

M. François LE MONNIER et Mme, née Mima Dajic, Edouard et Thomas, ont la joie d'annoncer la naissance de :

Elisa, le 11 février 1978, 18, rue Cayeux, 92050 Mouv.

RELIGION

Seul cardinal japonais

Mgr PAUL YOSHIGORO EST DÉCÉDÉ

Le cardinal Paul Yoshigoro Taguchi, archevêque d'Osaka, est mort le 23 février des suites d'une maladie rénale. Agé de soixante-neuf ans, Mgr Taguchi était le seul cardinal japonais. Sa mort ramène les effectifs du Sacré-Collège à 132, dont 117 électeurs du pape en cas de conclave.

Mgr Taguchi est né à Nagasaki en 1902. Mgr Taguchi, ordonné en 1928, avait fait des études à Rome avant d'être sacré évêque en 1941 et nommé archevêque d'Osaka en 1969. Créé cardinal en 1973, il était le second japonais à être élevé à cette dignité, après Mgr Teraso, mort en 1970.

LETTRES

Le souvenir de Marie-Noël. — Une « veillée littéraire » consacrée à « la vie, l'œuvre et le rayonnement » de Marie-Noël, morte il y a dix ans, à l'âge de quatre-vingt-six ans, est proposée par « La maison pour tous » de Courbevoie (14, square de l'Hotel-de-Ville, Tél. : 333-63-22). De son côté, la bibliothèque de Courbevoie (7, boulevard Aristide Briand, Tél. : 333-58-98) présente une exposition jusqu'au 2 mars en hommage au grand poète. Enfin, la télévision diffuse sur TF1, le dimanche 26 février, à 10 h 30, une évocation de Marie-Noël.

VENTE À VERSAILLES

FALAI DES CONGRES, place d'Armes LE DIMANCHE 26 FÉVRIER 1978 10 h 45 : TRÈS IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS 14 OUVRES D'ART D'EPOQUE CHARLES X BEL AMEUBLEMENT DES XVII^e ET XIX^e SIECLES Bureau Masarin, petite d'encolure aux Champs de Mars d'époque Louis XV, commode à trois tiroirs d'époque début Louis XV. Tapisseries d'Aubusson du XVIII^e siècle. M^{rs} Paul MARTIN - M^{rs} Jacques MARTIN, commissaires-priseurs associés c/o Impasse des Champs-Légers - 82-58-08 Exposition vendredi 24 et samedi 25 février.

Réceptions

Le docteur Edmond Giffard, M. et Mme Robert Villiers, leurs enfants et petits-enfants, les familles Rina et n. George, Bégin, Edouard et Seminel, ont la douleur de faire part du décès de :

Naissances

M. et Mme Pierre Casier ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille.

Yann, chez Catherine et Jean CASIER, à Londres, le 27 janvier 1978, et Olivier, chez Marie-Hélène et Louis FORGET, à Washington, le 26 février 1978.

Le docteur Jacques KHAYAT, Mme, née Monique Bonghom, et Patrick, ont la joie de faire part de la naissance de :

Inès, le 17 février 1978, 23, rue des Morillons, 75015 Paris.

M. François LE MONNIER et Mme, née Mima Dajic, Edouard et Thomas, ont la joie d'annoncer la naissance de :

Elisa, le 11 février 1978, 18, rue Cayeux, 92050 Mouv.

Le docteur Jacques KHAYAT, Mme, née Monique Bonghom, et Patrick, ont la joie de faire part de la naissance de :

Inès, le 17 février 1978, 23, rue des Morillons, 75015 Paris.

M. et Mme Francis HAGUE-NAUER. Le bûcheron et Mme Gérard CAHILL ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants :

Véronique et Jean-Yves, qui sera célébré le 5 mars 1978 à 5, rue Mallet-Lafayette, Paris (16^e), 18, rue du 1^{er}-Cuirassier, 68000 Colmar.

M. et Mme Francis HAGUE-NAUER. Le bûcheron et Mme Gérard CAHILL ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants :

Véronique et Jean-Yves, qui sera célébré le 5 mars 1978 à 5, rue Mallet-Lafayette, Paris (16^e), 18, rue du 1^{er}-Cuirassier, 68000 Colmar.

Décès

Nous apprenons le décès de M. Henri ALBAGNAC, P.-D.G. des Papeteries Albagnac, dans sa quatre-vingt-septième année. Villeneuve-sur-Los.

Les familles de Cara, Cartier, Ottav, Cases et Dupin ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Antoine de CARA, née Simone Collin, survenue subitement le 7 février 1978, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu, dans l'intimité, à Canon (33).

M. Robert Cunin et Mme, ses enfants, Mme Martha Desnos, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Victor CUNIN, née Yvonne Marcy, survenue le 22 février 1978, dans sa soixante-deuxième année.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le docteur Edmond Giffard, M. et Mme Robert Villiers, leurs enfants et petits-enfants, les familles Rina et n. George, Bégin, Edouard et Seminel, ont la douleur de faire part du décès de :

Mme André GIFFARD, née Julie Seminel, survenue à Saint-Olin, le 3 février 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu à Versailles le 3 février 1978, au cimetière des Gonaards, dans la plus stricte intimité.

On nous prie d'annoncer le décès de :

M. Corentin KEROUEDAN, ancien conseiller commercial près l'ambassade de France à Londres (S.S.), officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, médaillé de la Résistance, ancien officier des forces armées françaises libres, survenue dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale à Mâcon (Finistère-Sud).

De la part de son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, ainsi que de toute sa famille.

10, les Bécrons, Domaine Saint-François-d'Assise, 17170 La Chapelle-Saint-Clément, 21, avenue A.-Guillou, 21110 Concarneau.

Nous apprenons la mort de notre confrère :

Louis LAMARRE, décédé à Maudon, à l'âge de soixante-neuf ans.

Journaliste à l'écho de Paris et à l'écho de la Seine, Louis LAMARRE avait été parmi les premiers engagés volontaires dans les Forces françaises libres. A la libération, il collabora à « Ce matin du pays », à « l'Aurore », puis à « Paris libre » comme grand reporter ; il assumait également dans ce journal la responsabilité de la rubrique scientifique.

M. Claude Lebarbier, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Claude LEBARBIER, née Antoinette Lavalley, survenue à Paris, le 20 février 1978, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

2, rue des Terrasses-Franches, 75016 Trud-Lux-Saint.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

M. Etienne Léger, Les docteurs Henri et Marie Bégin et leurs enfants, M. et Mme François Léger et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de :

Mme veuve Jean LÉGER, née Alice Gougère, survenue le 20 février, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

M. Roger Simon, M. et Mme Michel Bisquerra et leurs enfants, M. et Mme Georges Bün, M. et Mme Charles Sudre, ont la douleur de faire part du décès de :

Jeannine SIMON, survenue le 22 février 1978, à Paris, 14, square Desaix.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Léon, place du Cardinal-Annette, Paris (15^e), samedi 25 février à 15 h 45.

Nous apprenons le décès, survenu le mercredi 22 février, à l'hôpital militaire de Saint-Mandé (Val-de-Marne), du :

général Henry de WIDESPACH-THOR, dont les obsèques seront célébrées le samedi 25 février, à 15 heures, en l'église d'Allez (Orléans).

Né le 13 janvier 1905 à Paris, Henry de Widespach-Thor sort de Saint-Cyr dans l'infanterie. Capitaine, il est fait prisonnier le 9 juin 1940 et, rapatrié sanitaire, il est affecté en 1941 à la subdivision du Tâchelet (Maroc), puis à l'Etat-major particulier de l'infanterie, avant d'être, en novembre 1942, au 1^{er} bureau de l'Etat-major de l'Armée, en octobre 1944, avec le grade de commandant, il sert dans la 1^{re} armée française.

Colonel en 1952, il commande le 2^e régiment d'infanterie en Tunisie de 1955 à 1957, et sert, de 1957 à 1959, au 5^e bureau de l'Etat-major des armées, il commande ensuite le subdivision de l'Orléans et, en 1969, le groupe de subdivision de Chartres. Avec le grade de général de brigade, il est placé en deuxième section (ordre de réserve) en 1963.

Nous apprenons le décès, survenu le 22 février 1978, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

2, rue des Terrasses-Franches, 75016 Trud-Lux-Saint.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Les obsèques auront lieu le samedi 25 février 1978, à 9 heures, en l'église Saint-Joseph d'Englebert. Ils évoqueront à cette occasion le souvenir de leurs camarades tombés en Italie, en France et en Allemagne pendant les campagnes 1944-1945.

Le service religieux suivi de l'inhumation dans le caveau de famille auront lieu le samedi 25 courant, dans la plus stricte intimité.

12, allée Barthe, 33190 Livry-Gargan.

Les anciens de la 4^e D.M. ont le regret d'annoncer le décès subit de leur camarade, colonel Roger ESMAILIER, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, valeur militaire, ancien officier aux 2^e et 8^e Titulaires marocains, survenu à son domicile.

Mme Emilie Goumain et sa famille, profondément touchées des marques de sympathie témoignées lors du décès de :

colonel Emile GOUMAIN, expriment leurs sincères remerciements.

La famille et les amis de M. Maurice MAYER, remercient ceux qui sont venus témoigner par leur présence que ce deuil était bien le leur.

Ceux qui n'ont pu venir de fleurs magnifiques une tombe reformée à jamais.

Ceux qui ne cessent de penser à lui avec émotion.

Ceux qui ne pourront jamais guérir d'une mort qui les prive du rayonnement et de l'amour de M. Maurice MAYER.

Mme A. Pannet et son fils Frédéric-Bernard, profondément émus des marques de sympathie reçues à l'occasion du décès de :

M. Ambroise PAUZAT, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Mme Jacqueline Querria, M. et Mme Roger Querria, expriment leurs sincères remerciements à tous ceux qui se sont associés à leur peine lors du décès de :

Mme Lucien ROLLAT et sa famille, très touchées des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de :

Lucien ROLLAT, adressent leurs sincères remerciements.

Anniversaires

Pour la troisième anniversaire du rappel à Dieu du :

magistrat général René CAMADAU, une prière sera dite à l'église Notre-Dame de Vincennes, le lundi 27 février 1978, à 18 heures.

Pour la quatrième anniversaire de la disparition de :

Michèle CYPKIN, agrégée de l'Université, une prière sera dite à ceux qui l'ont connue et aimée.

Pour la cinquième anniversaire du décès de :

Mme Jeanne FAHY, née Ciron, une messe sera dite à l'église Notre-Dame de Vincennes, le lundi 27 février 1978, à 18 heures.

La 26 février, il y a cinq ans, disparition de :

L. S. REYAH, professeur au Collège de France. Sa veuve, Claire Réyah, demande d'évoquer une prière pour lui.

Soutenances de thèses

Doctorat d'Etat

Lundi 27 février, à 14 heures, université de Paris-Sorbonne, salle Lillard, M. Rahim Aminepour-Alanbourchi : « Rôle politique et socioculturel des masques dans l'histoire de l'Iran ».

Communications diverses

M. Raymond Barre a remis le 23 février, à l'Hotel Maitzou, les insignes de grand-officier de l'Ordre national du Mérite à notre confrère Geneviève Tabouis, qui était jeudi son quatre-vingt-cinquième anniversaire.

Les groupes Assurances et Banque et Bourse des anciens Sciences-Po organisent, le 28 février, un dîner-débat animé par le professeur Mathé, directeur de l'Institut de cancérologie et d'immunogénétique de Villejuif, qui présentera le « Dossier cancer en 1978 ».

Renseignements et inscriptions : Association des anciens Sciences-Po, 187, boulevard Saint-Germain. Téléphone : 549-01-82.

8-4, 8-2, 8-0, Barman, rue SCHWEPES Lemon et un « Indian Tonic ». Les deux SCHWEPES.

UNE PETITE SURE ET SOLIDE

Traction avant.
Freins assistés double circuit.
Boîte de vitesses lubrifiée à vie.
Carrosserie traitée anti-corrosion.
Garantie un an (kilométrage illimité).



FORD FIESTA 5CV

Légendaire robustesse et sécurité.

UNE PETITE PRATIQUE

3,56 m.
3 portes.
1 m³ de volume utile.
(banquette arrière rabattue).



FORD FIESTA 5CV.18990F*

*Prix clés en main conseillé au 20.12.77 (hors frais d'immatriculation).

Légendaire robustesse et sécurité.

UNE PETITE ECONOMIQUE

5,6 l à 90 km/h.
8,2 l à 120 km/h.
7,9 l en circuit urbain.

Normes Utac.
Essence ordinaire.



FORD FIESTA 5CV 18990F*

*Prix clés en main conseillé au 20.12.77 (hors frais d'immatriculation).

Légendaire robustesse et sécurité.

Cinéma

« La voix de son maître »

Douze chefs d'entreprise parlent face à la caméra. « Héritiers » ou managers, traditionnels ou progressistes, ils expliquent la conception qu'ils ont de leur rôle, de leur pouvoir et de sa légitimité, de la place des syndicats, de l'autogestion. Entre Jacques de Fombert, président de Paribas, qui affirme que « l'entreprise ne peut vivre que dans le cadre d'une constitution monarchique », et Gilbert Trigano, P.-D.G. du Club Méditerranée, qui se définit « avant tout » comme « un G.O. parmi les G.O. » (gentil organisateur) ; entre Guy Strada, directeur du groupe Thomson-Brandt, qui regrette qu'en France la politisation syndicale « trime » les relations sociales, et Michel Barba, P.-D.G. de Richer, qui préfère un syndicalisme manipulé par le parti communiste que manipulé par des ranciers, comme parfois aux États-Unis, il y a plus que des opinions.

Mais, derrière la variété des propos, se profile un « discours » commun sur la compétence, l'efficacité, les exigences nouvelles du commandement, les contraintes économiques. Il n'y a pas de différence entre un patron de droite et un patron de gauche, explique Alain Gomez, inspecteur des finances. P.-D.G. de Saint-Gobain emballage et un des fondateurs du CERES (minorité du parti socialiste), auquel il appartient plus parce que dans cette société, c'est comme au bridge, il n'y a qu'une seule règle du jeu.

Ce « discours » à plusieurs voix, les deux jeunes réalisateurs de « La voix de son maître », Gérard Mordillat, vingt-huit ans, et Nicolas Philibert, vingt-sept ans, assistants de René Allou (Moi, Pierre Rimétey...), ont voulu le mettre en scène de la façon la plus dépouillée qui soit. Pas de dialogue, encore moins de débat, dans ce film politique produit par l'INA (Institut national de l'audiovisuel) et Laura-Productions, avec la collaboration du C.N.R.S. Les auteurs n'ont pas cherché non plus à brosser une galerie de portraits, de personnalités ; ils sont restés sur le terrain idéologique, s'intéressant non aux individus mais aux représentants d'une classe sociale. Seuls contrepoints aux propos des chefs d'entreprise : des plans d'usine, de bureaux, de H.L.M. ; visuels d'un monde géométrique, glacé, où de rares travailleurs anonymes répètent les mêmes gestes dans le cliquetis des chaînes de montage ou dans le silence de bureaux-aquariums. Image d'un ordre parfait qui fait froid dans le dos.

« Dans l'entreprise, les gens veulent être aimés. C'est idiot : ils ne sont pas là pour ça », (Francine Gosselin, P.-D.G. de Waterman, membre de la commission de politique économique générale du C.N.P.F.).

JEAN-MARIE DUPONT.
* Studio Logos, Olympic.

« RENCONTRES DU TROISIÈME TYPE », de Steven Spielberg

Vers 1992, un expéditionnaire des astronomes barbu au Lun, George Melles invente le cinéma de science-fiction. Soixante-quinze ans plus tard, Steven Spielberg, le réalisateur de *Duel* et des *Dents de la mer*, relate, dans ses moindres détails, une « rencontre du troisième type » — celle qui implique contact et « dialogue » avec des êtres venus d'ailleurs. Aucun rapport évident entre les élocutions fantaisistes du vieil artisan français et les vastes technologies du jeune Américain. Aucun rapport, sinon peut-être, par-delà le gouffre des années, les formidables progrès de la science et l'évolution de nos mythes, la même recours à la magie du cinéma, le même invitation à croire à l'impossible, le même goût du merveilleux. Les enfants de *Méliès* turent l'immonable. C'est l'un d'eux qui vient de matérialiser à Hollywood-sur-Galaxie l'un des rêves les plus anciens et les plus loués de l'homme.

Un bonheur éternel

Tous finissent par se rejoindre au point de rendez-vous que leur ont fixé par télépathie les extra-terrestres : un monticule rocheux situé dans le Wyoming et baptisé la tour du Diable. C'est là — sur une île d'atmosphère construite dans le plus grand secret — que s'immobilisent les vaisseaux spatiaux, gigantesques anneaux lumineux qui ne cessent d'émettre les cinq notes d'un code musical. C'est là surtout que réponse est donnée à l'angoissante question concernant les intentions des voyageurs. Réponse rassurante ou possible : non seulement les occupants de la soucoupe libèrent les quelques apolloniens humains dont, par curiosité sans doute, ils s'étaient emparés (et parmi eux l'enfant de la jeune femme), mais ils invitent un petit groupe de témoins à prendre place dans leur engin. Ils poussent même la cordialité jusqu'à se présenter (si l'on peut dire) en chair et en os : silhouettes filiformes, genre saluées de Giacometti, certes étranges, mais

moins monstrueuses, moins différentes, qu'on ne pouvait le craindre. Il y a quelque chose de religieux, une sorte d'euphorie ineffable dans l'atmosphère de ces dernières séquences. A croire que c'est un bonheur éternel que les messages du cosmos sont venus apporter aux Terriens. Cet optimisme, qui contraste avec les hantises et les terreurs dont sont généralement révélés les récits de science-fiction, accentue le caractère féérique du film. Nous sommes loin des problèmes que posait Kubrick dans 2001, l'odyssée de l'espace. Et, malgré le mysticisme ambiant, très loin également d'une quelconque réflexion philosophique ou métaphysique. Au fond, comme la *Guerre des étoiles*, ce *Rencontres du troisième type* ne sollicite de notre part qu'innocence, fraîcheur d'âme, capacité d'émerveillement. Comptes évités tout le spectacle, l'apothéose est spectaculaire. Dans ce domaine, la réussite est totale. A grand renfort de trucages et d'effets spéciaux (Douglas Tremblay), Steven Spielberg libère nous fascine, impossible de dissocier ici le talent créateur de l'ingéniosité technique, le succès de l'entreprise de son coût de production (19 millions de dollars). Plutôt que de nous en écarter, c'est de nous en orbite qu'il faudrait parler à propos de ce colossal gadget. Provoquant une admiration naïve, communiquant un plaisir enfantin, le film de Spielberg échappe aux pesanteurs de la critique. Il n'est ni bon ni mauvais, il est autre. Fantastique dans tous les sens du terme. Sidérant autant que séduisant.

JEAN DE BARONCELLI.
* Saint-Germain Huchette, Hauteville, Gaumont-Vie gauche, Gaumont-Champs-Élysées (r.), Richer, Marignan, Francis, Gaumont-Euro, Wepler (r.).

Expositions

Les trésors de « la Favorita »

(Suite de la première page.)

Ces propos n'ont nullement pour but d'enlever de son intérêt à l'actuelle présentation des tableaux modernes de la collection Thyssen-Bornemisza, présentation qui est d'ailleurs aussi bonne que la permet l'admission des salles du musée de la ville. Il voudrait seulement suggérer que, après les avoir vus à Paris, on aille les revoir à Lugano avec l'ensemble de la collection, d'autant que la ville « la Favorita » a été spécialement construite pour l'accueillir par le père de l'actuel propriétaire.

Justement célèbre et considérée comme une des premières d'Europe, la collection des maîtres enclenche a été constituée pour l'essentiel entre les deux guerres, au moment où commencent à se démembrer les grandes collections anglaises et celles qui s'étaient litées à Berlin sous l'œil vigilant de Von Bode, Heinrich Thyssen guettant le chel-d'œuvre avec tant de passion que, mirabile dictu, il parvint même à faire revenir d'Amérique certaines pièces de première importance.

Très riche en œuvres de l'école allemande (Aldorfer, Cranach, deux des plus beaux *Ölber* et Holbein qui existent), la première collection Thyssen a été conçue dans un esprit encyclopédique, puisque Canaletto, Fragonard et Tiepolo y voisinent avec Memling, Van Eyck, Rubens, Greco, Zurbaran, Frans Hals, la Sainte Catherine d'Alexandrie, du Caravage, et des œuvres de renommée universelle, comme le *Chevalier*, de Caracciolo, et la *Giovanna Tornabuoni*, de Ghirlandajo.

Il y avait bien aussi quelques toiles du dix-neuvième siècle (Leib, Menzel), mais, dans ses grands moments, la collection s'arrête à Goya, et le propos du baron Hans-Heinrich Thyssen a été de créer un répertoire moderne et contemporain à l'ensemble réuni par son père. Ne parlons que de ce qui nous est moderne, et qui commence par un Van Gogh et un Lautrec, lesquels paraissent l'un et l'autre assez

pâles, si l'incendie, les feux de l'admiration et du plaisir ne s'allument aussitôt avec un splendide *Dérail de Pont de Westminster* qui est une des œuvres les plus monumentales, les plus glorieusement éponées de l'époque lauve.

Le chef-d'œuvre absolu

A gauche du *Dérail*, un bel ensemble d'expressionnisme allemand : Heide, Schmidt-Rottluff, Pechstein, un *Musée d'été* *Promenade* de Klee, Beckmann à son meilleur (*Quelque en rose*), ce qui ne lui arrive pas tous les jours, Nolde dans ses eaux d'encre et ses plus sombres nudes, le tout ponctué par un éclatant Delaunay, une *Parlienne* de 1913, qui pourrait être aussi bien une *Munichoise*, tant le peintre fait le brillamment le pont entre l'hérésie leuue et l'expressionnisme.

Du côté du Nord, des hommes de sensibilité germanique, on verra encore un paysage tardif de Kokoschka, un mystérieux et inquiétant Oskar Schlemmer, plusieurs Feininger, où le thème de la rue, des « lumières de la ville » est évoqué de façon très présente, et voici ce qui est peut-être « wunderkammer » de la collection : Klee, Moholy-Nagy, deux Mondrian (tout le monde n'a pas chez soi et surtout un Kandinsky lyrique, inrayable de force, de profondeur, de passion (n° 40), un des chefs-d'œuvre absolus du peintre.

Le cubisme ? Malgré la présence de deux esquisses « nègres » de Picasso, du *Compteur* de 1910, d'une très amusante *Tête d'homme* de 1913-1914 (qui est aussi une tête de l'homme), le ton de cette partie de la collection est peut-être un peu moins soutenu, la femme à la *moderne* de Braque (1910) étant assez pâle, et les deux Juan Gris appartenant à l'époque où l'invention du peintre, déjà âgé, labile et se dessèche. Mais voici une surprise, un Glezas boursé de dynamisme, une fois n'est pas coutume, et quatre Légar superbes. Comme à Beaubourg, comme cette année à la FIAC, Légar apparaît ici comme une

sorte de champion toutes catégories, la prince d'un ordre qui intègre toute l'énergie, tout l'optimisme lyrique de la modernité, et l'Escaïer, un des « contrastes de formes » exécutés juste avant la guerre, nous a paru être, avec le *Dérail* et le *Kandinsky*, le tableau le plus remarquable de la collection, un des héros de « la Favorita ».

La suite de la collection fait une très large part au surréalisme, qui y apparaît dans ses grands moments (deux paysages de Tanguy, deux admirables Miró, mais aussi dans ses aspects de facilité narrative et d'inutile gestualité. Ne nommons personne et signalons tout de même à l'attention de ceux que ce genre de peinture intéresse, quelques Dall très bien peints, un charmant Chagall de jeunesse (les autres sont épuisés), un très prenant Max Ernst dédié à deux Chiricos récents, dont l'inspiration, malgré tout, ce qu'il y a de la peine, n'est pas très différente de celle des toiles de l'époque naïf, physique, comme la montre le compersion entre l'Après-midi d'automne, de 1914, et l'Archéologue ou le Trouvère, de 1966 et 1973.

Quant à la période contemporaine, la discrétion n'est encore l'impose : aucun choix ne peut dans ce domaine être aujourd'hui l'unanimité. Certains tableaux nous ont paru assez labiles, d'autres, au contraire, évoquent avec éclat l'apport de Bacon, de Vieira da Silva, de Pollock, de Nicolas de Stille : une petite toile de ce dernier, un paysage sicilien peint deux ans avant sa mort, est, en particulier, une merveille de rigueur, de sensibilité, de radicale luminosité. Un dernier mot : nous avons été très heureux de voir les tableaux modernes de la collection Thyssen-Bornemisza, mais nous ne serions pas non plus mécontents de voir les tableaux anciens, les chefs-d'œuvre que nous évoquons au début de cet article. Ils ont été exposés à Londres en 1961 ; pourquoi ne viendraient-ils pas un jour à Paris ?

ANDRÉ FERMIGIER.

* Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 30 mai. La collection Thyssen, pour sa partie ancienne, est visible jusqu'au 15 mai, de 10 heures à 18 heures, tous les jours, sauf le dimanche, le mardi et le mercredi.

* Le Syndicat français des artistes interprètes (S.F.A.-C.S.T.) se déclare étonné d'apprendre par la presse (le Monde) du 17 février l'existence d'un plan malin d'organes de Syndicats des directeurs d'entreprises d'action culturelle (SYNDEAC). Le S.F.A.-C.S.T. a délégué au SYNDEAC le droit de parler au nom de tous les professionnels de l'action culturelle, de la même façon qu'il délégué au Bureau de l'Union de l'industrie cinématographique (U.I.C.) le droit de parler au nom de tous les professionnels du cinéma.

Théâtre

« Le Pain dur », de Claudel

Le Pain dur, de Paul Claudel, créé le 18 janvier à la Maison de la culture d'Amiens, vient d'être représenté pendant un mois. Mis en scène par Dominique Quéhec, aidé pour la dramaturgie par Daniel Compère, ce spectacle est consacré à Aubertville, pour quelques soirs, par le Théâtre de la Commune, qui dirige Gabriel Garrau. « Je suis un peu un rescapé, et, au sein des contradictions, le témoin », dit Dominique Quéhec, expliquant les difficultés auxquelles se heurtent ceux qui tentent de maintenir la vocation première des Maisons de la culture : la création théâtrale.

Ces établissements — il n'y a qu'à regarder leur architecture — ont été conçus d'abord pour être des théâtres, dit-il. Pourquoi en confier la responsabilité à des gestionnaires, pourquoi les réduire à un rôle de diffusion, ou les contraindre à se transformer en administrations qui pallient les insuffisances des activités culturelles de toutes sortes ? Directeur de la Maison de la culture d'Amiens, Dominique Quéhec, en accord avec son conseil d'administration, se dit avant tout homme de théâtre : « Il n'y a pas d'animation possible. La présence des comédiens le temps des répétitions, leur intervention, les nombreuses surprises du public, font vivre la maison différemment ».

C'est novembre, dedans, à l'abri d'une pluie « qui tombe à torrents sans aucun espoir ». Le grand crucifix a été décroché de son clou — il fallait bien suspendre à sa place un portrait de Louis-Philippe Chas Toussaint, l'heureux président du conseil des ministres, la croix du Christ est par terre, contre le mur, de travers, comme en dépôt. Il n'y a rien d'autre sur le plancher du lieu, qu'une table et quelques sièges. La maîtresse de Turelure, Sichel, accueille Lumir. Celle-ci, déguisée en garçon, jeune Polonoise révoltée, est venue pour obtenir la somme qu'elle a prêtée au fils de la maison, Louis, rencontré en Algérie. Sichel expose à Lumir sa machination, la persécution de son père, à supprimer Turelure pour avoir l'argent. Ainsi le fils tuera son père, ou plutôt le fera mourir de peur. Dès lors les manœuvres de Sichel, la juive, la chanteuse qui dans cette province n'exerce plus son art, réussissent toutes. Elle épouse l'héritier et ira, restant sa race, jusqu'à tromper son père, le financier Ali Habencichis. A Louis, qui continue à ressembler comme un double à son père disparu, elle dira pour conclure, renouant à la vie parisienne : « Eh bien, nous nous présentons aux élections ».

Fougue de l'argent, industrialisation, contradiction de la colonisation en cours, déchirements de l'Europe centrale : tout dans cette pièce se situe dans l'histoire de la monarchie de Juillet. Claudel, à la veille de la première guerre mondiale, écrivait (après l'Olyse) ce deuxième volet de sa

trilogie, o point un parricide. « représenté » l'absence de Dieu, le vide. C'est dans ce rien, prison hermétique des intérêts, que s'entre-déchirent les personnages mis en scène par Dominique Quéhec.

Jacques Alric est un énorme Turelure, un de ces « conservateurs bornés » que l'avènement du chemin de fer passionne. Sa vigueur obstinée est mêlée d'hésitations : le rusé est un as. Même naïveté chez son fils, ici Olivier Pico. Les femmes tiennent les fils. Sichel l'ingénue est interprétée par Maria Laborit, vêtue d'une robe rouge et décollée. Avec son visage régulier, ses cheveux longs et l'assurance de sa beauté, elle affronte l'autre femme, la différente Lumir : Laurence Férier, toute sa violence contenue, sensuelle et pure à la fois. Dans son regard une intensité qui vient de loin.

Détachés les uns des autres, ces partenaires d'une partie de cartes avec le mort s'attirent, se repoussent, se frottent à de brefs moments de tendresse ou de haine, ou dansent une sinistre valse. Georges Mavros, autre père qui d'une certaine manière on assassine, l'homme d'affaires juif, un Ali Habencichis stylisé, un peu ex dehors des figures que décrivent les quatre comédiens livrés à leur seule force. Sans presque aucun décap, dans la lumière froide du calcul, ils disent la musique des phrases de Claudel jusqu'à l'incantation.

MATHILDE LA BARDONNE.

* Théâtre de la Commune, Aubertville, jusqu'au 1^{er} mars, 20 h, 30 ; Soissons, le 3 mars ; Douai, le 5 mars.

Musique

« L'Ormino », de Cavalli à Lyon

Fidèle à sa réputation, l'Opéra de Lyon nous offre un spectacle tel qu'on n'en peut voir nulle part ailleurs en France, l'Ormino de Francesco Cavalli (1692-1726), chef-d'œuvre d'émotion et d'humour d'une des plus grandes époques de l'art lyrique, le dix-septième siècle vénitien. Ceux qui ont vu l'Ormino de Cavalli à Lyon ont pu constater que l'Opéra de Lyon ne se fait pas à la légère : le rival auquel le surintendant royal parvient à couper la route de Paris n'est en rien comparable à cette « aimable » avec ses deux officiers. Et, comme chez Monteverdi, écrit une musique qui est l'apothéose de la liberté, de la parole transfigurée par le chant, et un degré que l'on ne retrouvera guère que chez Mozart et chez Verdi, avec d'ailleurs des « codes » stylistiques plus contrastés.

Liberté baroque, c'est aussi l'émotion de l'opéra à Venise, et Cavalli, comme son maître dans le Couronnement de Poppée, de Francesco Cavalli, est un maître du moralisme. Le *L'Ormino* est plus coquin encore que celui de Cavalli, mais tout au long il fait parfois songer, bien que sa conclusion soit plutôt celle de l'Enlèvement au sérail.

Deux officiers victorieux chantent leur amour, se confient mutuellement les médailles de leurs maîtresses, commentent avec stupeur qu'il s'agit de la même personne : l'épouse de leur vieux roi. Qu'à cela ne tienne, celle-ci choisit entre eux. Chacun fait sa déclaration, mais la jeune femme ne voit pas la nécessité de choisir : son mari étant impuissant, elle a de l'amour de reste pour deux, et la figure du « triangle amoureux » lui convient parfaitement.

D'ailleurs, le roi lui-même commande à sa femme d'être « aimable » avec ses deux officiers. Et, comme chez Monteverdi, un page dévoué (Collette Allot-Lenoir), des autantes malicieuses (Benedetta Pecchiola et Merete Sanders) et une nourrice égarée (Riccardo Casinelli, transi d'indignation) viennent chanter d'immorales morales sur les embûches de l'amour et le danger de la prendre au sérieux en invitant le public à rire comme la reine.

Avant ainsi flûté les jansénistes serviles de l'Académie, le librettiste s'inquiète cependant de tout faire rentrer dans un ordre au moins approximatif. Une autre princesse parvient à conquérir l'un des officiers avec divers en-

chantements magiques : la reine s'enfuit avec Ormino, l'amant qui lui reste ; le roi, furieux, les fait arrêter et emprisonner, puis se lance sur la dépouille de ces jeunes êtres charismatiques ; heureusement, un serviteur intègre (Christos Grigoridis) ne leur a cédé qu'un sursis, et le roi se repent d'avoir abusé de sa reine et se couronne à Ormino.

Ce livret n'a certes pas l'intensité shakespearienne de ceux de Monteverdi, mais, malgré quelques complications, il fournit un excellent support que celui de Cavalli n'est pas moins paradoxal et farfelu. Cavalli fait chanter ses personnages sans la moindre pudeur, dans la gloire de leur amour triomphant, dans leurs soupirs les plus sensuels, dans leurs déclarations les plus libertines, mais aussi dans leur vérité profonde.

Cette musique parfaite, qui ruisselle et échanche comme l'eau dans les jardins de Grenade, a été relevée et orchestrée à merveille par Raymond Leppard pour le Festival de Glyndebourne de 1967 et est encore à une jeune équipe onlante que Louis Elia a confié le soin de la créer en France. Stewart Bedford la dirige avec une délicatesse et une intensité frémissantes, entouré par un excellent Orchestre de Lyon et un féérique continuo d'instruments anciens.

La mise en scène de Michael Geliot est aussi libre et subtile, toute de malice, que la musique, avec une équipe de chanteurs pleins de sel : Eric Tappy sur tout, Ormino de grande stature dont la voix étincelle dans cette musique à son zénith ; Rosanne Cressfield, la reine ingénu Libertine à la grâce de Botticelli, avec cette voix qui résonne tant de charmes, le séducteur Peter Christoph Bunge, Frangiskos Voutasos, le vieux roi dont le renoncement ne manque pas de grandeur, Rosario Andrade, la princesse délaissée dont la voix et le visage recitent des pouvoirs à la fois magiques et comiques. Tous nous enchantent dans la ravissante symphonie en blanc des décors et costumes d'Alexandros McPherson, et l'on souhaite qu'une production aussi belle et parfaite vienne à Paris et voyage à travers la France.

JACQUES LONGCHAMP.

* Opéra de Lyon, les 24, 25 février (20 h, 30) et 26 février (17 heures).

Musées

CONTROVERSE AUTOUR DU PIERO DELLA FRANCESCA

ACHETÉ PAR LE LOUVRE

Le portrait de Sigismondo Malatesta par Piero della Francesca, récemment acheté à New-York par le musée du Louvre (le Monde) du 9 février, pour une somme de huit millions de francs environ, pourrait être rasé illégalement d'Italie aux États-Unis. La magistrature de Florence vient d'ouvrir une enquête à ce propos sur plainte déposée par l'us des héritiers de l'artiste Contino-Bonacossi, qui, à sa mort en 1959, avait laissé une des plus riches collections particulières d'Italie, comportant, outre le tableau de Piero della Francesca, des œuvres d'Uccello, Tiepolo, Titien, Cimabue, Velasquez, Maffei. A la suite d'accords entre les héritiers et l'État italien, une partie de la collection était tombée dans le domaine public — elle est exposée en permanence au palais Pitti à Florence — tandis que l'autre était partagée entre les héritiers. Selon la plainte, ceux-ci pourraient vendre les tableaux à condition qu'ils ne quittent pas l'Italie.

Si l'enquête établissait que le portrait de Malatesta a effectivement quitté l'Italie illégalement, le Louvre pourrait être amené à le rendre à ses propriétaires. Mais il est peu probable que le portrait soit vendu par un portraitiste présumé de Raphaël, acquis par le musée de Boston, via la Suisse. Parmi les œuvres exportées de la collection Contino figurent une crucifixion de Giovanni Bellini, vendue au Louvre en 1972, et une nature morte de Zuccato, achetée par un millionnaire californien.

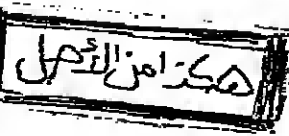
RYSEES-LINCOLN (vo) QUINTETTE (vo) PALAIS DES ARTS (vo) IMPERIAL (vo) CAMBRONNE

ptité pour le prof !

Emouvant, drôle... Robert Benayoun le point ! L'humour et le pittoresque dominent... une leçon d'optimisme.

Jacques Sicler le monde

BUD CORT et SAMANTHA EGGAR
un film de Silvio Narizzano



théâtre

« Le Pain dur », de Claude Lelouch

Le film de Claude Lelouch, « Le Pain dur », est une œuvre puissante qui explore les thèmes de la foi, de la famille et de la communauté. Lelouch, connu pour ses films à grand spectacle, s'engage ici dans un récit plus intime et plus profond. Le film est basé sur le roman de Louis de Bernardini et raconte l'histoire d'une famille juive dans un village de la région de la Galilée, au début du XXe siècle. Le film est une œuvre majeure de Lelouch, qui y met tout son talent et son expérience cinématographique.

Le film de Claude Lelouch, « Le Pain dur », est une œuvre puissante qui explore les thèmes de la foi, de la famille et de la communauté. Lelouch, connu pour ses films à grand spectacle, s'engage ici dans un récit plus intime et plus profond. Le film est basé sur le roman de Louis de Bernardini et raconte l'histoire d'une famille juive dans un village de la région de la Galilée, au début du XXe siècle. Le film est une œuvre majeure de Lelouch, qui y met tout son talent et son expérience cinématographique.

Musique

Le film de Claude Lelouch, « Le Pain dur », est une œuvre puissante qui explore les thèmes de la foi, de la famille et de la communauté. Lelouch, connu pour ses films à grand spectacle, s'engage ici dans un récit plus intime et plus profond. Le film est basé sur le roman de Louis de Bernardini et raconte l'histoire d'une famille juive dans un village de la région de la Galilée, au début du XXe siècle. Le film est une œuvre majeure de Lelouch, qui y met tout son talent et son expérience cinématographique.

AUJOURD'HUI

RENCONTRE
DU PREMIER TYPE
Observation d'un OVNI

RENCONTRE
DU SECOND TYPE
Evidence Physique

RENCONTRE
DU TROISIEME TYPE
Contact

NOUS NE SOMMES PAS SEULS

RENCONTRES DU TROISIEME TYPE

COLUMBIA EMI présentent
RENCONTRES DU TROISIEME TYPE. Une Production PHILLIPS. Un film de STEVEN SPIELBERG
avec RICHARD DREYFUSS et avec TERI GARR, MELINDA DILLON et FRANCOIS TRUFFAUT dans le rôle de Lacombe
Musique de JOHN WILLIAMS. Effets Visuels de DOUGLAS TRUMBULL. Directeur de la Photographie VILMOS ZSIGMOND, A.S.C.
Produit par JULIA PHILLIPS et MICHAEL PHILLIPS. Ecrit et Réalisé par STEVEN SPIELBERG
Distribué par WARNER COLUMBIA FILM



DOLBY SYSTEM Panavision

GAUMONT CHAMPS-ELYSEES 70% VO • FRANÇAIS 70% VF • HAUTEFEUILLE VO • ST-GERMAIN HUCHETTE VO
MARIGNAN VF • GAUMONT RICHELIEU VF • GAUMONT RIVE GAUCHE VO • WEPLER VF • GAUMONT SUD VF
SON STEREOGRAPHIQUE DANS TOUTES LES SALLES

POUR LES HORAIRES, VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER AUX "PROGRAMMES DES SPECTACLES"

THEATRE
ECLAIRAGE
INDIRECT
— Guy ZILBERSTEIN

au LUCERNAIRE
à 20 h. 30
Jean-Pierre SENTIER
+ son film
DERNIERE LE 28 FEVRIER

théâtre de la commune d'aubervilliers - 833.16.16
6 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
Mercredi 22 - Vendredi 24 - Samedi 25 à 21 h. - Dimanche 26 à 12 h. - Mardi 28
LE THEATRE DE LA COMMUNE
ET LA MAISON DE LA CULTURE D'AMBIENS
présentent
LE PAIN DUR
de Paul Claudel
Mise en scène : Dominique Quéhou
Au total, une approche impressionnante de Claudel qui...
démontre avec fidélité à l'esprit même de l'œuvre...
J.-P. Borgeon - L'ESSENTIEL

NOUVEAU CARRÉ
SILVIA MONFORT

GRANDE SALLE
21h.
CYCLE THEATRE ET POUVOIR
La Théâtrale ou Les Frères Ennemis
DE RACINE

YIDDISH STORY
de et par
LIONEL ROCHEMAN

SALLE PAPIN
20h45.
LIBRE PARCOURS JAZZ
LUNDI 27 FEVRIER A 21H
ERASMUS ENSEMBLE

Concerts
GRANDE SALLE
Samedi 25 février à 17h30
CIRQUE GRUSS
à l'Ancienne
SEANCES SUPPLEMENTAIRES LE 28 FEVRIER ET LE 2 MARS

5, rue Papin, Paris 3^e Loc : 2778840 (Métro: République)

COMPAGNIE RENAUD-BARRAULT

THEATRE D'ORSAY

mars

	Grande Salle	Petit Orsay
mer 1 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	LES PORTES DU SOLEIL
jeu 2 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	LES PORTES DU SOLEIL
ven 3 20 h 30	RHINOCEROS	LES PORTES DU SOLEIL
sam 4 20 h 30	RHINOCEROS	ALBERT NOBBS
dim 5 10 h 45	Concert Trio Cabal : Haydn, Schubert	
dim 5 15 h	RHINOCEROS	ALBERT NOBBS
dim 5 18 h 30	RHINOCEROS	ALBERT NOBBS
mar 7 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	ALBERT NOBBS
mer 8 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	ALBERT NOBBS
jeu 9 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	ALBERT NOBBS
ven 10 20 h 30	RHINOCEROS	LES PORTES DU SOLEIL
sam 11	relâche	relâche
dim 12 10 h 45	Concert Misha Maisky (violin) et Daria Hovora (piano)	
mar 14	relâche exceptionnelle pour tournage télé	
mer 15		
jeu 16 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	LES PORTES DU SOLEIL
ven 17 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	LES PORTES DU SOLEIL
sam 18 20 h 30	RHINOCEROS	LES PORTES DU SOLEIL
dim 19 10 h 45	Concert Esteban Baryton Trio (B. Geremy, R. Chass, J. Williams) : Haydn	
dim 19 15 h	RHINOCEROS	LES PORTES DU SOLEIL
dim 19 18 h 30	RHINOCEROS	LES PORTES DU SOLEIL
mar 21 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	relâche pour répétitions
mer 22 20 h 30	RHINOCEROS	relâche pour répétitions
jeu 23 20 h 30	RHINOCEROS	relâche pour répétitions
ven 24 20 h 30	RHINOCEROS	relâche pour répétitions
sam 25 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	relâche pour répétitions
dim 26 10 h 45	Concert Debussy : Harnett, Schmitt, Hindemith, Messiaen	
dim 26 15 h	HAROLD ET MAUDE	relâche pour répétitions
mar 28 20 h 30	RHINOCEROS	ESTHER
mer 29 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	ESTHER
jeu 30 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	ESTHER
ven 31 20 h 30	HAROLD ET MAUDE	ESTHER

utilisez ce calendrier
comme bon de location

soulignez pièces et dates de votre choix
prix Grande Salle 55 F 50 F 45 F 40 F 35 F 25 F 15 F
prix Petit Orsay 40 F 25 F

nom _____
adresse _____

nombre de places (Grande Salle) x F total F
nombre de places (Petit Orsay) x F total F

règlement bancaire ou postal 3 volets ou mandat-lettre
à l'ordre de la Cie Renaud-Barrault adressé avec une
enveloppe timbrée pour l'envoi des billets
Théâtre d'Orsay 7, quai Anatole-France 75007 Paris
tél. 548.38.53

TEP
J.-P. SARTRE
NEKRASSOV
Mise en scène Georges WERLER
7 février - 25 mars
17, rue Molière, Paris 2^e, métro Gambetta
tél. : 636.79.09

AL OLYMPIA
LA GRANDE CHANTEUSE
BRÉSILIENNE
ELIS REGINA
SÉANCE EXCEPTIONNELLE
Lundi 27 février à 21h
LOCATION AU THEATRE DE 11H A 20H
DANS LES AGENCES PAR TELEPHONE 742.25.45

GENEVIEVE PAGE
HUGUES QUESTER
L'Aigle à deux têtes
Jean Cocteau
mise en scène
J.-P. DUSSEAU
décor et costumes
YVES SAINT LAURENT
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET 073.27.24 ET AGENCES

U.G.C. MARBEUF - SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
RACINE - OLYMPIC ENTREPOT - JEAN-RENOIR
Elles Deux
"un voyage au pays
des visages"
un film de MARTA MÉSZAOS

GAUMONT COLISÉE v.o. - SAINT-GERMAIN HUCHETTE v.o.
MAYFAIR v.o. - IMPÉRIAL PATHÉ v.f. - MONTMARNASSE 83 v.o.
SAINT-LAZARE PASQUIER v.f. - GAUMONT CONVENTION v.f.
3 NATION v.f. - ARTEL Nogent - MARLY Enghien

FONDA-REDGRAVE/ZINNEBANN

"Un des plus beaux
films de femmes
du cinéma américain."
FRANCIS FORD COPPOLA
"Le plus beau film de
Fred Zinnemann."
JERRY LUCAS
"Du grand
et du beau cinéma."
ROBERT CHAZAL FRANCE SOIR

JULIA
GLOBES D'OR
du CINÉMA AMÉRICAIN
VANE FONDA
réalisé par Fred Zinnemann
Vanessa Redgrave
meilleure actrice 1968

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Roméo et Juliette.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Les
Femmes savantes.
Châtelet, grande salle, 20 h. 30 :
Maurice dans la cathédrale.
Gaiety, 20 h. 30 : Candide.
Odéon, 20 h. 30 : En attendant Godot.
Petit-Opéra, 18 h. 30 : Les Enquêtes
judiciaires de M. Dauterive.
R.E.T., 20 h. 30 : Nekrassov.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 21 h. : La Théâtrale
ou les Frères ennemis. — Salle
Papin, 20 h. 45 : Yiddish Story
(Rochman et Chaud). — 22 h. 30 : Le
Dernier Eden.
Théâtre de la Ville, 19 h. 30 : Les
Illusions.
R.E.T., 20 h. 30 : Jacky Parady.

Les autres salles

Airs libres, 18 h. 30 : Chansons de
femmes. — 20 h. 30 : Paradoxe.
Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Arts-et-Métiers, 20 h. 45 : 61 rue de la
Paix.
Atelier, 21 h. : La Ménestrelle.
Athénée, 21 h. : Valère à deux têtes.
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La Péri-
le du chapeau.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil,
20 h. 30 : David Copperfield. —
Maison de la Tempête, 20 h. 30 :
Don Juan.
Centre culturel du X^e, 20 h. 30 :
Penalty. — 22 h. : L'Écluse. — 23 h. :
Centre culturel du Marais, 20 h. 30 :
Le Songe par Alpha.
Centre culturel médian, 20 h. 30 :
Charlie McDeath : Amour matériel.
Cité internationale, La Galerie,
20 h. 30 : La Comtesse d'Essex.
Gaiety, 20 h. 30 : Les Femmes savantes.
La Boquerie, 21 h. : Britannicus.
Grande salle, 21 h. : Les Fêtes à
New-York.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 721.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 24 février

Comédie Cammarin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Les
Femmes savantes. — 22 h. 30 : Les
Femmes savantes.
Danton, 21 h. : Les Coucoues.
Espace Cardin, 20 h. 30 : Crigore.
Fontaine, 21 h. : La Rot des coms.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Rocher, 20 h. 45 : La Cavalcade
chaque : la Leçon.
R.E.T., 20 h. 30 : Louis la
Folégne.
La Bruyère, 21 h. : Angèle.
Le Locomoteur, Théâtre noir, 18 h. 30 :
La Belle Vie. — 20 h. 30 : Les Fêtes
de Laura. — Théâtre rouge,
20 h. 30 : Boite Mao boîte et Zoo
Soy.
Marigny, 21 h. : Miam-Miam.
Mithras, 20 h. 45 : La Ville dont
le prince est un enfant.
Michel, 20 h. 30 : Lundi la fête.
Mithras, 20 h. 30 : Les Rustres.
Montparnasse, 21 h. : Trois fois pour
huit.
Neuveau Carré, 21 h. : Apprends-moi,
Celine.
Opéra, 21 h. : Scintille indirecte.
Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Rhinocéros.
Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux
folles.
Palais des arts, 18 h. 30 : Les Jeunes ;
20 h. 45 : Roulas.
Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux
folles.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas
d'orchestre pour Miss Blandine.
Studio des Champs-Élysées, 21 h. 15 :
Les Derniers Clients.
Théâtre d'Argentan, 20 h. 30 : L'Espoir
gravi.
Théâtre en - Rond, 21 h. : Marie
Célestine.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tuer
sans pitié.
Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 :
Ahmed Ben Djabal. — 20 h. 45 :
Cochise. — 22 h. 30 : Just Hamlet.
Théâtre Orléans, 18 h. 30 : L'Inconnu
et le Fou. — 21 h. : La Lèvre.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30 : Sarah
Bernhardt.
Théâtre la Fenêtre, 20 h. 30 : Le
Psychopompe.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 :
Verdell.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : La Tour
de Nesle.
Théâtre de la Rue-d'Ulm, 20 h. 30 :
Marchands d'avenir.
Théâtre Saint-Médard, 19 h. et 22 h. :
Cendrillon.
Théâtre 13, 20 h. 45 : Barouffe à
Chigiella.
Théâtre le 25-Rue-Dumoulin, 20 h. 30 :
Claudine, les enfants pleurent.
Théâtre 247, 20 h. 30 : La Ménagerie
de verre.
Trocadero, 21 h. : L'Amnésique.
Variétés, 20 h. 30 : Fête de Broadway.

MARIGNAN PATHÉ v.o.
MONTMARNASSE 83 v.o.
SAINT-GERMAIN STUDIO v.o.
IMPERIAL PATHÉ v.f.
LES NATION v.f.
GAUMONT CONVENTION v.f.

...film superbe, déchirant,
exceptionnel...
François CHALAIS
LE FIGARO

UN FILM DE
MICHAEL CACOYANNIS

IPHIGÉNIE
IRENE PAPAS

La danse
Elysée-Montmartre, 21 h. : Grande
Ballet d'Opéra, 20 h. 30 :
Centre Maudslayi, 21 h. : Apsara.

Les comédies musicales
Châtelet, 20 h. 30 : Volga.
Mogador, 20 h. 30 : Valse de Vienne.
Palais des congrès, 20 h. 30 : Porgy
and Bess.

Les concerts
Salle Pleyel, 20 h. : Nouvel Orchestre
philharmonique et Chœur de
Radio-France, dir. J.-P. Marty, sol.
J. Rueda (ténor).
Hôtel Beethoven, 20 h. 15 : S. Keston
(basse).
T. d'Argentan, des Champs-Élysées,
20 h. 30 : Alfred Brendel (Schu-
bert).
Eglise Saint-Séverin, 20 h. 30 :
Orchestre de chambre J. Barthe
(Vivaldi).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h. :
Ensemble Pro Musica de Paris
(Bach, Zameaux, Telemann, Vivaldi).

GAUMONT COLISÉE - GAUMONT OPÉRA
CLICHY PATHÉ - GAUMONT SUD - QUINTETTE
MONTMARNASSE PATHÉ - CYRANO Versailles
ARTEL Rosny - CARREFOUR Pantin - ARTEL Créteil
BUXY Boussy-Saint-Antoine

PRIX LOUIS DELLUC
1977

DIABOLO MENTHE

11^e semaine

مكتبة الفيل

DREDI 24 FEVRIER

Le journal de la semaine
pour tous les Canadiens
de la Côte Nord
et de la Côte Est
de la Nouvelle-France
chez votre libraire
EDITIONS DREDI

FRANCE CULTURE
FRANCE NOUVELLE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,18
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	24,00	27,45
IMMOBILIER	5,00	5,72
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

offres d'emploi

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recherche un
DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE OU EN SOCIOLOGIE
possédant une solide formation de base en statistiques et ayant eu une première expérience dans le domaine de l'analyse de la communication (structure d'un réseau, contenu des messages, échange d'informations...).
Le candidat animera des études de psychologie sociale liées à la planification du développement des techniques de télécommunications.
Adresser C.V. détaillé, photographie et prétentions sous référence 6388 à
44p 31, Bd BONNE NOUVELLE
75002 PARIS qui transmettra

Dans le cadre de son développement
REGIE-PRESSE PETITES ANNONCES
recherche
UN CHEF DE PUBLICITE
susceptible d'animer un département de publications techniques et spécialisées.
UN CHEF DE PUBLICITE JUNIOR
qui devra s'intégrer dans une équipe chargée des Petites Annonces d'un quotidien national. Préférence sera donnée à un professionnel connaissant le marché de l'immobilier.
Envoyer C.V. et prétentions sous n° 218 M à :
REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

VILLE D'ATHIS-MONS 91200
(Essonne)
recrute à compter du 1^{er} mai 78
par voie de concours, sur titres
un **CHIEF DE SERVICE**
pour la direction de la
UNE DIRECTRICE DE CRECHE
Ouvrière depuis le 1^{er} septembre
1976. Avantages statutaires.
Logement de fonction. Adresser
candidat, avec C.V. et lettre de
motivation, à :
Maire d'ATHIS-MONS 91200.

GESTION 2000
pour déplacements Afrique
Ingénieurs
CHIEFS DE CHANTIERS
Montage - Tuyauterie
Références exigées
102, rue La Fayette, Paris 19
Tél. 246-02-01

emploi régionaux

MERLIN GERIN

offre **POUR PREMIER EMPLOI**
à de
jeunes ingénieurs électrotechniciens
DIPLOMES GRANDES ECOLES
attirés par la carrière
FONCTION COMMERCIALE,
la possibilité de se former dans les usines de
GRENOBLE avant d'être détachés dans les différentes
Agences régionales

Ces postes exigent :
— Dynamisme,
— Esprit d'entreprise,
— Facilité d'adaptation et de contact,
— Goût et disponibilité pour les déplacements.
Connaissance en langues appréciée (anglais, espagnol). Larges possibilités d'évolution dans le groupe
MERLIN GERIN pour les candidats de valeur.
C.V. manuscrits détaillés + prétentions s/réf. 8924 à :
CP J.VITE
PSYCHOLOGIE PROMOTION
15, bd du Maréchal-Leclerc,
38000 GRENOBLE.
Discretion assurée.

IMPORTANT ORGANISME IMMOBILIER
Recherche pour la région Provence
JEUNE INGENIEUR
E.C.S. ou similaire
Expérience souhaitée 2 à 5 ans du bâtiment pour
prendre en charge son secteur B.E.T.
Adresser lettre manuscrite C.V. et photo à
BAVAS 91 43 MARSILLE, qui transmettra.

CEPHOTEL
(Centre de perfectionnement à la gestion hôtelière)
STAGE REMUNERE
DE GESTION HOTELIERE
organisé par le Centre de
Commerce et d'Industrie du
Morbihan, dans le cadre de son
Ecole hôtelière de VANNES.
Recrutement de la **PREMIERE**
PROMOTION. Candidat, expé-
— Age minimum 21 ans, recrute-
ment interne ;
— Niveau classes terminales ;
— Expérience professionnelle
minimum 2 ans ;
— Dégoûts des O.M. pour les
jeunes gens.
Rémunération de **CONVERSION**
(loi de juillet 1971)
— Durée de la formation : **DIX**
— Début des cours : **OCTOBRE**
1978, à VANNES.
Adresser candidatures manuscrites
avec photo à :
CEPHOTEL, 17, rue Pasteur,
56000 VANNES.

enseignement

L.T.S. SCHOOL OF ENGLISH LONDRES
Cours intensifs à tous les niveaux.
Date d'entrée au cours au choix de l'étudiant.
Laboratoire de langues et services d'aide au logement.
Cours de Secrétariat (3 trimestres).
Cours d'Anglais à Londres, Norwich, Essex, Reading et Birmingham.
Centre à L.T.S. SCHOOL OF ENGLISH (L.M.).
28-32 Oxford Street, London W1A 4DY.

recruteurs
Pour son service diffusion
BURBERRYS LONDRES
recherche
SECRETAIRE BILINGUE
français-anglais, expérimentée.
Séjour en France.
Bonne présentation soignée.
Ecr. avec C.V., photo et prétentions.
BURBERRYS DIFFUSION,
1, rue Drouot, Paris (9^e).

matr. Retraité par
Professeur expérimenté
Tél. 276-77-71

autos-vente**divers****CHIELLES AUTOMOBILES****locat. autos****occasions****demandes d'emploi****URBANISTE 37 a. soc. montagn.****FRANCOIS GARCHES****UNITÉ ENFANCE, MAISON DE LA CULTURE****ANIMATEUR PLASTICIEN****DROME SUD COMPTABLE****Envoyer C.V. et prétentions****FRANCOIS GARCHES****URBANISTE 37 a. soc. montagn.****FRANCOIS GARCHES****UNITÉ ENFANCE, MAISON DE LA CULTURE****ANIMATEUR PLASTICIEN****DROME SUD COMPTABLE****Envoyer C.V. et prétentions****FRANCOIS GARCHES****URBANISTE 37 a. soc. montagn.****FRANCOIS GARCHES****UNITÉ ENFANCE, MAISON DE LA CULTURE****ANIMATEUR PLASTICIEN****DROME SUD COMPTABLE****Envoyer C.V. et prétentions****FRANCOIS GARCHES****URBANISTE 37 a. soc. montagn.****FRANCOIS GARCHES**

L'immobilier

Immobilier (information)

FUNDAMENTA
BAHIA DE ROSAS - AMPURIABRAVA

• Villas à partir de 365 000 pesetas.

• Studios à partir de 72 000 pesetas.

• Terrains à partir de 450 000 pesetas.

Villas avec appartements sur les canaux.

Grandes facilités

ROSAS : place San Pedro 4. GIRONA, ESPANA.

Bur. à AMPURIABRAVA et SANTA MARGARITA.

Pour plus de renseignements, renvoyer ce bon

avec vos nom et adresse :

NOM :

ADRESSE :

VILLE :

Tél. :

bureaux**PRÉS DÉFENSE****BUREAUX 800 M2**

Sur bords de Seine

peut imposer

très agréable

Vente directe par propriétaire.

Téléph. : M. DE BOYSSON

750-50-20

fonds de commerce**BONNEUIL LIMITE**

40 bis, av. PASTEUR

30 Mo - Villa, parc 2.000 m2

propre 100 m2 pied-collé, ha-

bitation au profession + living

40 m2, 3 chbres, gd cfr. grenier

aménageable. garage. Prix

1.000.000 F. Cdr. V. 1000

sanitaires, douche, 10 à 15 h.

PIERREFITTE GARE

PAV. meublé 3 pièces s/s-sol.

Tout confort, Gar. Sur 265 m2.

350.000 F. - 03-24-42

74-COIGNIERES

Société vend directement

ses derniers pavillons 5 et 6 p.

Opportunités de suite

(face stade Hottel)

Reste 2 villas neuves 6 et 7 p.

Ch. électr. Eau ch. 44.000 F.

et 45.000 F. Téléphones de suite.

5/6 place sur, ch. 14-19 h. ou

sur r-v. Agence de la Plaine

912-29-79/80

Limite ST-GERMAIN, standing.

NEUVE, 7 p., s/s-sol par 3 v.

Jd. 700 m2, 60.000 F. 02-73-40.

ISSY-LES-MOULINEAUX

5/HAUT, BELLE MAISON 1900

9 p. + maison ann. + 1200m2

Jardin. DOBESSAY 1.29-02-24.

CLES de mains**VILLAS**

5 pièces 167 m2 357 000 F.

avec 870 m2 de terrain.

5 pièces 167 m2 630 000 F.

1 étage, avec 500 m2 de terrain.

DOMAINE DE LA FUTAIE

Ponchartrain

Sur place, tous les jours

(surt mardi) de 14 h à 19 h.

Tél. : 489-18-43

LA VARENNE

ville bord de Merne, living, cul-

sin, 4 chbres, salle de bains,

terrasse + ping-pong 35 m2,

avec cheminée rustique, bar,

salle de bains, chaudi. central,

impeccable, jardin avec jeu de

billard, 100 m2 terrain. Prix total

1 000 000 de Francs, gros crédit.

Tél. : 883-01-47

maisons de campagne**LOT-ET-GARONNE**

Mais. rénover, meubl. 218 m2

+ jard. 1000 m2 d'un 1000 m2

ville. St-Séverin, 47200 Duras.

URG. Vis. cause départ mais.

site de village N.-Provence, site

exc. Georges Verlan. Murs pierre

de pays, exc. état. 120 m2 Eau.

Sanit. Electr. Eau. Sud. Terr.

convert. Px 170.000 F. 16 1821

22-84-00 ou 02-74-11-11 h

au 15-16 CSD 33-50-50

CHATEAULI. 0120 Castelnau**A VENGOIR EN BRETAGNE****RÉGION VITRE (35)**

arcs grande forêt, jalle place

d'eau avec chaudi. 11 ch. comm.

chauff. centr. cuis. barbeque

extérieure, cheminée pierre. Le

1007 1 la. S'adresser Cabinet

DIARD, Argenteuil-de-Plessis

33370 - Tél. : 1971 47-61-13

fermettes

Part. vd germe typique à

réhabiliter, lot. neuve, sur 2 ha

cl. Eau. Elec. 500 m2 agglom.

45 km N.-O. Toulouse. 300.000 F.

à déb. - Tél. : 1611 21-01-07

manoirs

50 km EST - PAR A4

MANDIR XVII^e. CARACTÈRE.

9 p. Annon. Henri-V.

Rivière - Douves 19 HA

1/2 parc 1/2 parc. Cadre 19^e.

MICHEL et REYL 47-61-13

VOIR LA SUITE**DE NOTRE****IMMOBILIER****PAGE SUIVANTE**

l'agenda du monde

Ameublement

Sur tout l'ameublement

REMISE 15 % prix livré

ou 20 % prix emporté

libérés, salons, toutes marques.

MOBILIA

Hérouville, 520-34-41,

30, bd de Valenciennes, Paris-19

(à 60 m. gare Montparnasse).

Appareils**ménagers****EXCEPTIONNEL**

HOTTE ASPIRANTE de cuis.

110/220 v., tr. gde marque, mod.

recyclage, lav. front., acier

inox, cuis. moules blancs, neuvs.

Px norm. public 850 F.

usur. équivalent 1000 F.

250 F. unité, par 3 pces 250 F.

une. CIRATTEL F. : 578-09-44,

8, rue de la Convention, 75.

Artisans

Pelotiers, papiers peints,

travail soigné.

NOME-MET. TEL. : 905-51-95.

Exécution rapide de tous vos

travaux de menuiserie, plou-

Fourrures

FOURRURES OCCASION**DEPOT - VENTE****EXCLUSIV. DE FOURRURE.****GRAND CHOIX****VETEMENTS, PARFUMS, ETAT****91, rue du Théâtre, Paris-19.****Tél. : 575-10-77****Relations****CELIBATAIRES, VEUF, DIVORCÉS**

Depuis 30 ans par relations dans la meil-

leure Société Française et Internationale

d'Expression Française.

Maître RUCKEBUSCH

tenant compte des valeurs humaines,

professionnelles et de l'excellence de

l'éducation, favorise avec le tact et la

discretion qui s'imposent des rencontres

très élaborées.

Aucune succursale, mais 2 cabinets où,

en alternance l'après, sur R.V. chacun

de ses correspondants.

Une prestation hors du commun

5, rue du Cirque

PARIS 8^{me}

Rond-Point des

Champs-Élysées

Rencontres

RENCONTRES Relations

brutales, échecs, scrabbles, débats,

dance, etc. Téléphone : 222-88-38.

Mme DUMONTET

MARIAGES d'exception

22, r. du Théâtre, Paris-19

du 4 au 9 septembre

PARIS 24 - 742.63.44

Vacances**Tourisme****Loisirs**

Château bordelais près océan.

Hôtels paysans, Pâques excors.

sur mer et montagne. Téléph.

1978 1979 1980 1981

A ANGLES (Vendée) à un prix

location GIRAUD PIERCE

cuis-salle à manger, eau ch. tr.

mod. confort, air. four. 10 p.

batterie cuis. comm. for. 10 p.

passer, etc. Lit. 140 bien équipé

de confort, garderie, 10 p.

dans le jardin, 850 F. juil. ou août

Expos. vertes, poss. garder voit.

10 p. 200 F. juil. ou août

10 p. 200 F. juil. ou août

Rencontres

RENCONTRES Relations

brutales, échecs, scrabbles, débats,

dance, etc. Téléphone : 222-88-38.

Mme DUMONTET

MARIAGES d'exception

22, r. du Théâtre, Paris-19

du 4 au 9 septembre

PRÉVISIONS POUR LE 25-II-78 DÉBUT DE MATINÉE

LOTO

TIRAGE N° 8
DU 22 FEVRIER 1978

5	13	14	31	37	42
---	----	----	----	----	----

NUMERO COMPLEMENTAIRE

19

RAPPORT PAR GRILLE
GAIGNANTE (POUR 1)

6 BONS NUMEROS	1 752 746,50 F
5 BONS NUMEROS + numero complementaire	75 117,70 F
5 BONS NUMEROS	6 858,50 F
4 BONS NUMEROS	115,90 F
3 BONS NUMEROS	8,50 F

PROCHAIN TIRAGE LE 1 MARS 1978

VALIDATION JUSQU'AU 28 FEVRIER 1978 APRES-MIDI

PROBLEME N° 2 008
HORIZONTALEMENT

I. Ses jours sont comptés; N'étienne personne en se promettant à poil. — II. Procure aux dentistes une clientèle supplémentaire. Ne pas craindre de se donner du mal; Rampait. — III. Son accent français n'avait pas une certaine indécision. — **Suite**
en plein épanouissement; Sont latentes aux yeux. — **IV**
Note. — V. Le point d'écarter. — **V**
L'enfance l'inspire; Samita des avantages futurs à une immédiate satisfaction; Berrault souvent des idées. — **VI**
Bégait bon pied, bon œil; Instruisaient par l'exemple. — **VII**
Cécile; France. — **VIII**
Propriété; ment entropées; Nomes. — **IX**
Dmées arbitraire; Cécile; nement amant. — **X**
Sels et poivre; Quitte le cas-monde; En France. — **XI**
Sourcils; On les tient par la queue. — **XII**
Animal; Abbréviation; Bloc rouge. — **XIII**
Carescent plus de la légende; L'empêcha certainement par un souvenir de Lyon. — **XIV**
Cai; Veste autrichienne; Confection. — **XV**
Barbon transformé en jow-wesman; Pourrait être glie à nos ancêtres; Mollie arcature.

VERTICALEMENT

I. A donc toutes les chances de paraitre beau; La souffrance

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

des parvires ne le laisse point insensible. — 2. Promesses d'épanouissement; Allait et venait sur le champs. — 3. Cours élémentaire; Étiement d'une écharpente. — 4. Coûteux convive; Orientation. — 5. Seraient encore niles; L'enfant-elles que le peu et les ce; C'est la nuit quand elle frappe. — 6. Dns tyran et chevalier; Fin de participe; Palsait lui-même son marché. — 7. Moins pures; L'absolument (soie). — 8. Termes de mépris;

VISITES D'EDUCATION ET PROMENADES — 13 h. 15, rue Saint-Antoine, Mme Neu : « Hôtel de Sully ».

14 h. 30, place des Vosges, Mme Penne : « Hôtel de Chaulnes ».

15 h. entrée, porte de Trécanouille, Mlle Mouton : « Musée d'œuvres de la sculpture au Louvre ».

16 h. 30, hall gauche, côté par. Mlle de la Chapelle : « Musée des Nations-Lafayette ».

18 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Chézy : « Musée national des monuments historiques ».

19 h. 30, Musée national des arts et traditions, Centre des Sablons : « L'habitat rural à l'Arz pour tous ».

19 h. 30, Grand Palais : « Le diécle de 1939-1945 ».

19 h. 30, rue de Servigny : « Le Marais » (Mme Barbier).

20 h. 30, rue de Servigny : Notre-Dame : « Connaissance d'ici et d'ailleurs ».

21 h. 30, rue Scipion : « Hôtel Scipion-Sarlins : Histoire et Archéologie ».

19 h., sous les arcades de l'Odéon : « Grand Palais du Luxembourg » (Mme Perraud).

16 h. 30, Grand Palais : « Exposition de la Biennale de Venise ».

19 h. 125, rue de l'Université : « L'hôtel de Lesseuy » M. de La Chapelle.

« L'Alsacien » — 13 h. 15, rue de l'Alsacien, M. de Rivet : « Le Moyen Âge et la Renaissance ».

15 h. 30, 7, rue de Joux : « Les Bénédictins de la Haute Alsace » (M. de Saint-Paris et son historien).

16 h., métro Cardinal-Lemoine, M. Guasco : « Musée de l'Alsacien et des Ecosols » (Temple).

18 h. 4, boulevard Saint-Maurice, M. de la Chapelle : « Les Bénédictins » (Tourisme culturel).

11 h. exposition Grand Palais : « L'éclicle des Ecosols » (Visages de Paris).

CONFÉRENCES — 13 h. 15, 15 h. 18, 13, rue de la Tour-des-Dames : « L'Alsacien et la Renaissance : méditation transcendante ».

14 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Dewy, M.M. de la Chapelle, de Fontenay, Miron de La Chesnaye : « L'ordre du Temple », introduction de M. de Fontenay.

16 h., rue de la Chapelle, M. de Fontenay : « L'Alsacien et la Renaissance ».

16 h., rue du Rocher, Mme Berry : « L'Alsacien, facteur d'œuvres de la Renaissance ».

17 h., rue de la Chapelle : « La Renaissance et la Renaissance de la Renaissance ».

17 h. 30, musée Guimet, 6, place d'Éna, M. K. Beauvillain : « Népal, pays de la Renaissance ».

18 h., 54, rue Saint-Croix-de-la-Brettonne : « Recherche et vérité » (Conférence internationale de la Renaissance).

1. Trotteuse. — 2. Ros; Ussé.
— 3. Ossuaires. — 4. Usure;
Drène. — 5. Vél; Arêtes. — 6.
Erines; Is. — 7. Ricin; Ptose.
— 8. EE; Utah; SS. — 9. SS.
Nigand.

appartements vente

Paris Rive droite

Propriétaire vend :
REPUBLIQUE Beau 3 pièces,

2^e étage sans ascenseur, tout confort, cuisine, soléil, tout carrelé.

11^e arr. - 207-52-52, après 19 heures.

ou Petit 2 pièces, kitchenette, 1^{er} étage, proche CALVARY, 1^{er} arr. 22.000 F. Tél. 350-51-31

11^e 2 P., 2 ch., 2 b., 2 s., w.c., très bon état, cave, 165.000 F. Tél. 350-51-31

AVRON DUPLEX
GOSCEP - 345-55-46.

MALHERBES Bon immeuble

Balcon s/ruée, 11^e, chambre

3-4 PIÈCES

entrée, cuisine, baign., w.c.

3,800 F LE M²

BOUL. PEREIRE - Samedi-

dimanche - lundi 15 à 18 h.

Prix sans concurrence

des autres APPARTEMENTS

de la région, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

PTE SAINT-CLOUD (97)
IDEAL PLACEMENT

Bel immeuble, 2 étages, 150 m²

av. 18.000 F compris, + crédit.

S/pt. sans lundi de 14 h à 18 h.

31, rue République.

Investissement de choix

11^e arr. - 207-52-52, après 19 heures.

ou Petit 2 pièces, kitchenette, 1^{er} étage, proche CALVARY, 1^{er} arr. 22.000 F. Tél. 350-51-31

11^e 2 P., 2 ch., 2 b., 2 s., w.c., très bon état, cave, 165.000 F. Tél. 350-51-31

AVRON DUPLEX
GOSCEP - 345-55-46.

MALHERBES Bon immeuble

Balcon s/ruée, 11^e, chambre

3-4 PIÈCES

entrée, cuisine, baign., w.c.

3,800 F LE M²

BOUL. PEREIRE - Samedi-

dimanche - lundi 15 à 18 h.

Prix sans concurrence

des autres APPARTEMENTS

de la région, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

PTE SAINT-CLOUD (97)
IDEAL PLACEMENT

Bel immeuble, 2 étages, 150 m²

av. 18.000 F compris, + crédit.

S/pt. sans lundi de 14 h à 18 h.

31, rue République.

Investissement de choix

11^e arr. - 207-52-52, après 19 heures.

ou Petit 2 pièces, kitchenette, 1^{er} étage, proche CALVARY, 1^{er} arr. 22.000 F. Tél. 350-51-31

11^e 2 P., 2 ch., 2 b., 2 s., w.c., très bon état, cave, 165.000 F. Tél. 350-51-31

AVRON DUPLEX
GOSCEP - 345-55-46.

MALHERBES Bon immeuble

Balcon s/ruée, 11^e, chambre

3-4 PIÈCES

entrée, cuisine, baign., w.c.

3,800 F LE M²

BOUL. PEREIRE - Samedi-

dimanche - lundi 15 à 18 h.

Prix sans concurrence

des autres APPARTEMENTS

de la région, dans le meilleur

de l'île, dans le meilleur

[illegible][illegible]

achat

Société rec. appts même a rénover s'écus 11^e, 12^e, 19^e, 20^e. Peur L-rvrs Glari, 273-03-81.

**locations
meublées
Offre**

Paris

5^e - Part. loue joli 2 pièces, bien meublée confort, calme, soleil, 1.250 P. charges comprises. - 907-41-38.

**locations
non meublées
Offre**

Paris

**15^e - FRONT DE SEINE
« TOUR REFLETS »**

De studio à 2 pièces + 2 s.d. 24 pièces + visite sur place ce jour, de 11 h. à 17 h. 30 étages. 59^e-84-15, 15-17, rue Robert-vo-Fleury, 8^e Charles - Michels.

UFFI - 261-80-27

**Région
parisienne**

**PORT-BEUILLY 61^e, bd Cdt-
tance-Molins. Studio, imm. neuf 11
pi. ch. f. exposé sud, vue sur
parc. Px 1.200 P. t.ia ch. comp.
Visite sur place ce jour
10 h 30 à 17 h. - 675-444.**

**locations
non meublées
Demande**

**Région
parisienne**

Le Monde économie-régions

AGRICULTURE

SOCIAL

LE CONGRÈS DE LA F.N.S.E.A.

M. Debatisse appelle les agriculteurs à lancer des « actions » après les élections

La dernière journée du 32^e congrès de la Fédération des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), qui s'est tenu les 22 et 23 février, à Versailles, a été marquée par une intervention de M. André Bergeron, secrétaire général de F.O. C'était la première fois qu'un responsable d'un mouvement ouvrier s'adressait à un congrès paysan. Le secrétaire général

de F.O. a rappelé les actions menées par sa centrale en liaison avec la F.N.S.E.A. et le C.N.J.A. pour la défense des consommateurs. Il a fait ensuite une analyse de la situation économique en insistant sur la nécessité de poursuivre la construction européenne. Enfin, il a rappelé son attachement à un syndicalisme indépendant des partis politiques et des idéologies. Le

secrétaire général de F.O. a été très applaudi ainsi que M. Michel Debatisse, qui, dans son discours de clôture, a lancé un avertissement aux partis politiques. Il faudra tenir les promesses... et demandé aux agriculteurs de « préparer des actions » pour défendre leurs revendications après les élections législatives.

« Qu'on se le dise ! »

Il faut rendre justice à M. Michel Debatisse : le président de la Fédération des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) sait mieux que nul autre contrôler un congrès. Après les conciliabules, après l'opposition déclarée d'une vingtaine de départements unis comme jamais, soutenant les orientations que vient de définir l'orateur. C'est qu'en cours de sa déjà longue carrière syndicale, M. Debatisse a acquis une parfaite maîtrise de la psychologie paysanne.

On a gardé dans les campagnes, le goût des joutes oratoires. On respecte et on redoute toujours celui qui sait se jouer de ses adversaires par le verbe. Or, le « paysan de Palladus » a une éloquence parfois brouillonne, mais très efficace auprès des auditeurs agricoles. Il en a fait la démonstration jeudi. Tous les thèmes qui font « l'âme » d'une telle assemblée ont été abordés : la rude vie des champs, le sens des responsabilités des agriculteurs, le goût de l'effort en commun, les éternelles contraintes de la modernisation.

Les opposants au président de la F.N.S.E.A. se recrutent essentiellement au parti socialiste. Toutefois, en mettant l'accent sur ce point, M. Debatisse s'est montré fort habile, car la masse de la paysannerie reste attachée à l'unité syndicale en dépit de toutes les analyses montrant la réalité des conflits d'intérêt entre catégories d'exploitants. Les dirigeants de la fédération de Loire-Atlantique, qui a été élu par le congrès, ont bien senti le danger. Ils ont aussitôt déposé un recours devant la commission des statuts et conflits pour demander leur réintégration. Malgré tout, M. Debatisse pourrait arriver à faire accorder la thèse selon laquelle la gauche prendrait la responsabilité d'une scission syndicale. Elle apparaît alors comme le diviseur qui affaiblirait l'audience de la paysannerie.

ÉTRANGER

En Espagne

La nationalisation de la sidérurgie serait étendue

De notre correspondant

Madrid. — Le mot « nationalisation » circule beaucoup en ce moment dans les milieux économiques espagnols. Il s'applique aussi bien à la sidérurgie qu'au transport de l'énergie électrique et aux centrales nucléaires. Les trois complexes sidérurgiques dont dispose l'Espagne, aux Asturies, en Biscaye et à Valence, subissent un déficit global de 60 milliards de pesetas, soit 3 milliards et demi de francs. La production d'acier, qui avait pratiquement triplé entre 1960 et 1970, plafonne autour de onze millions de tonnes par an depuis 1973, ce qui équivaut à peu près à la consommation du pays.

Les perspectives sont plutôt sombres : après avoir progressé de 6,5 % en moyenne jusqu'en 1973, le P.N.B. a augmenté que de 1,5 % l'an dernier, et cette année la croissance serait pratiquement égale à zéro. Or la consommation d'acier suit de près la courbe de croissance. Pour soutenir les matières de forges en difficulté, l'intervention de l'Etat est devenue indispensable. Il semble même difficile d'éviter la nationalisation, ou, en tout cas, l'encadrement des deux grands complexes qui sont aux mains du privé.

La crise est d'autant plus pesante qu'une grande partie de l'appareil productif est récent et qu'il n'a pas été amorti. Elle a touché en priorité le dernier-né des grands ensembles de sidérurgie intégrés, celui de Sagonte, dans la région de Valence. Le projet de Sagonte était ambitieux, puisqu'il prévoyait une capacité finale de production de 6 millions de tonnes. Or à peine ses principaux actionnaires, Altos Hornos de Vizcaya et U.S. Steel, avaient-ils commencé à démanteler les installations qu'ils déclarent forfait. L'échec est immédiat : à la fin de février, il n'y aura pas d'argent dans les caisses pour payer les cinq mille cinq cents ouvriers de Altos Hornos de Vizcaya, nom de l'entreprise.

L'Etat devra donc intervenir et administrer la société à titre provisoire, en attendant de prendre la décision — qui paraît inévitable — de la nationaliser. L'autre grand complexe privé, Altos Hornos de Vizcaya, situé dans la région de Bilbao, risque de se trouver dans une situation comparable dans le courant de l'été. Il connaît déjà de sérieuses difficultés. Aussi, l'Etat sera-t-il sans doute amené à intervenir : au ministère de l'Industrie, on s'efforce, pour l'instant, une mesure de nationalisation, étant donné que les propriétaires de la société ne font pas encore de dividendes.

Supprimer des emplois

Avec la prise en charge de Altos Hornos de Vizcaya, l'Etat contrôlera plus de la moitié de la production d'acier. Il en assure déjà environ 40 % grâce à NSIDESA (entreprise nationale sidérurgique), dont les hauts fourneaux et les aciéries des Asturies dépendent de l'Institut national de l'Industrie. Pour faire face à la crise, le gouvernement a déjà décidé de relever les prix à l'acier de 15 %. Il est en train de mettre au point un plan de structuration du secteur, qui applique une sous-utilisation massive de la capacité productive : le taux d'utilisation, qui est de 75 % l'an passé, devrait être de 85 % cette année.

CHARLES VANHECKE.

Après les applaudissements, les commentaires. Aussi le discours terminé, alors qu'il restait à adopter des résolutions et motions, les délégués se sont dispersés dans les couloirs du Palais des congrès : « Très bien, très important, très bon, oh ! bravo... » Puis ont suivi les premières analyses : « Ce discours, lorsqu'il a été prononcé, nous a fait réfléchir, il nous a fait réfléchir sur leur avenir », a noté un familier des assemblées paysannes.

Des propositions inquiétantes

La réflexion sur l'avenir d'abord. M. Debatisse a abordé brièvement le sujet mais il est apparu une modification sensible dans la manière de la traiter. Jusqu'à présent la « doctrine » syndicale reposait sur la poursuite de la modernisation d'une agriculture qui devait rester l'affaire des paysans. Jeudi constatant que les temps ont changé, il a proposé une modification de la doctrine. Il a proposé une agriculture reposant sur la poursuite de la modernisation d'une agriculture qui devait rester l'affaire des paysans.

« Il faut tout d'abord constater que la phase de modernisation tirait à sa fin et qu'un tiers des exploitants aurait disparu faute de successeurs. Jusqu'en 1970, le président de la F.N.S.E.A. a envisagé une agriculture qui offrirait une place à des citadins et où co-existeraient des exploitations hautement productives d'une part et de subsistance d'autre part. Si nous ne sommes pas prêts à affronter une telle crise, il faudra supprimer des emplois, alors que les Espagnols sont habitués à la stabilité de l'emploi dans l'entreprise publique. Notre potentiel sidérurgique est moderne. Il est donc difficile de faire accepter qu'il ne serve à rien. »

Il est également difficile pour le gouvernement de M. Adolfo Suarez de prendre une mesure de nationalisation. On l'a bien vu ces derniers jours lorsque le groupe de travail, chargé d'élaborer un nouveau plan d'énergie, a préconisé la nationalisation du réseau d'électricité de haute tension et le monopole de l'Etat dans la construction des centrales nucléaires à partir de 1987. Aussi, de graves réactions se manifestent en sein du ministère de l'Industrie, très sensible à l'effet qu'une telle initiative peut avoir sur l'état d'esprit des milieux d'affaires, déjà en pleine crise de confiance.

Au ministère, on indique qu'une nationalisation de l'électricité usimpose pas, étant donné que le secteur marche bien. Environ 70 % de la production et du transport de l'énergie électrique sont aux mains du privé. Les colabormateurs de M. Oliart, le ministre de l'Industrie, propose une rationalisation du secteur, son contrôle par des délégués du gouvernement, et la formation d'un personnel public qualifié. « Avec notre plan, le secteur serait facilement nationalisable si la gauche venait au pouvoir. Mais ce n'est pas à un gouvernement centriste de faire une telle opération. » De même, les partisans de l'entreprise privée estiment qu'il est trop tôt — un sort à quarante années d'un régime qui a privilégié le grand capital — pour demander le monopole de l'Etat dans la construction de centrales nucléaires, car une telle revendication risque de décourager les investissements dans ce domaine, ainsi que dans beaucoup d'autres.

La gauche ne manque évidemment pas d'observer que, si la nationalisation est une mesure jugée utile quand une entreprise privée est en faillite, elle devrait l'être aussi quand une affaire, ou un secteur d'importance stratégique, marche bien.

Les opposants au président de la F.N.S.E.A. se recrutent essentiellement au parti socialiste. Toutefois, en mettant l'accent sur ce point, M. Debatisse s'est montré fort habile, car la masse de la paysannerie reste attachée à l'unité syndicale en dépit de toutes les analyses montrant la réalité des conflits d'intérêt entre catégories d'exploitants.

Les dirigeants de la fédération de Loire-Atlantique, qui a été élu par le congrès, ont bien senti le danger. Ils ont aussitôt déposé un recours devant la commission des statuts et conflits pour demander leur réintégration. Malgré tout, M. Debatisse pourrait arriver à faire accorder la thèse selon laquelle la gauche prendrait la responsabilité d'une scission syndicale. Elle apparaît alors comme le diviseur qui affaiblirait l'audience de la paysannerie.

Dans le même temps, M. Debatisse a rappelé que sans sa banrière les agriculteurs consentaient encore une force de manœuvre puissante. Et il les a invités à se mobiliser pour « préparer des actions » dès le lendemain du deuxième tour des élections législatives afin de contenir les revendications sur les prix agricoles et les montants compensatoires monétaires européens. Certains dirigeants ont fait valoir qu'il n'y a pas de vote, que ses éventuels s'adressaient à tous les partis politiques. Toutefois, il a noté que les actions revendicatives seront menées « pour que l'agriculture joue son rôle dans le sens fixé par M. Valéry Giscard d'Estaing ».

M. Debatisse a clairement dit son choix. Ce n'est pas le milieu, disait-il en quittant Versailles le président d'une fédération départementale du Sud-Ouest, l'un des signataires de la motion intitulée « Unité syndicale implique le pluralisme ».

ALAIN GIRAUDO.

MANIFESTATION A QUIMPER CONTRE LES MONTANTS COMPENSATOIRES

Quelques deux mille agriculteurs du Finistère — l'une des fédérations opposées à la F.N.S.E.A. — ont manifesté le 23 février, à Quimper contre les montants compensatoires monétaires qui constituent un frein aux exportations agricoles françaises. Après un rassemblement et un défilé dans les rues de la ville, une centaine de manifestants ont occupé le bureau du maire. M. Marc Beram, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, a refusé de se rendre à la mairie « occupée », mais a fait savoir qu'il « entendrait prendre ministère » sur les problèmes des agriculteurs. Les manifestants, qui se sont retirés vers 23 heures, se sont déclarés prêts à poursuivre l'action en liaison avec d'autres fédérations départementales (A.F.P.).

(PUBLICITE)

LES INVESTISSEMENTS ET LA POLITIQUE — LE BON CHOIX —

Le phénomène se vérifie dans chaque période pré-électorale : la fébrilité des investisseurs est proportionnelle à l'enjeu des élections. Aujourd'hui, comme par le passé, nous voyons la monnaie s'affaiblir, la bourse s'effondrer et l'on se prend pour une valeur refuge. Un peu de recul et un regard plus « historique » permettraient pourtant aux investisseurs de se poser les bonnes questions pour connaître le « bon choix ». En cette période, quelles sont les valeurs les plus soumises aux fluctuations d'ordre psychologique ? Réponse : celles qui sont « fabriquées » par le système économique : monnaie, bourse, or, etc.

Quelles sont les valeurs les moins soumises à ces mêmes fluctuations ? Réponse : celles qui correspondent à des besoins réels des hommes : la terre, l'énergie, la pierre. Ensuite, parmi ces dernières, quelles sont celles qui sont les plus productives ? Réponse : ce n'est pas la terre, car elle « vit » au rythme des saisons. Ce n'est pas l'énergie parce qu'elle est nationalisée... et nous n'avons pas de pétrole. C'est bien connu. Reste la pierre. Oui, mais laquelle ? La construction neuve est chère, ce qui entrave gravement les possibilités de croissance du capital.

L'immobilier ancien, lui, c'est le bon choix, mais à condition d'être restauré et situé dans des quartiers d'ont l'expansion est dans le futur et non dans le passé. Parce que : ● seule la restauration autorise des revenus non grevés ; ● une bonne situation signifie une forte croissance du capital. L'immobilier ancien restauré est donc « le bon choix », car d'autant plus qu'il bénéficie d'une fiscalité privilégiée. Les investisseurs avisés auront tout intérêt à consulter la Compagnie Française d'Investissement, 8, avenue Hoche, 75008 Paris, T. 563-71-40, qui délivre sur simple demande une étude de rentabilité très précise et personnalisée.

OCCUPATION CHEZ KODAK

Deux cent cinquante grévistes réclament « du temps pour vivre »

Rideau de fer, jeudi 23 février après-midi, au siège social de Kodak à Paris : derrière les grandes portes en verre fumé d'un immeuble de standing, dans le nouveau quartier de la gare de Lyon, les lourdes grilles ont été abaissées. Le personnel du siège est prisonnier ; les visiteurs ou porteurs de pite, tout étonnés de ne pouvoir pénétrer dans les luxueux locaux, discutent à travers les grilles et s'accrochant parfois pour glisser les documents urgents. Dehors, près de quatre-vingts ouvriers de l'usine de Vincennes réclament, en vain, un rendez-vous avec la direction, qui a bloqué toutes les entrées. Vers 18 h, 30, les manifestants profitent de l'ouverture momentanée d'une porte pour s'engouffrer dans l'immeuble et occuper le hall d'accueil, qui, vendredi matin, était toujours aux mains des manifestants, renforcés dans la nuit par d'autres grévistes.

Une banderole a été fixée aux fenêtres : « Les 4 x 8 veulent du temps pour vivre ». Depuis octobre dernier, deux cent cinquante ouvriers de l'usine de Vincennes débrayent chaque samedi. Ils veulent être mieux payés et surtout avoir plus de loisirs. Répartis en quatre équipes, ces salariés travaillent sept jours de suite, soit cinquante-huit heures, avant de se reposer deux jours. La période suivante, soit jours de fête et le week-end, l'après-midi ou la nuit par roulement, et toutes les huit semaines arrive le « grand repos » de quatre jours. Sur un an, la durée moyenne hebdomadaire est de quarante heures, mais les 4 x 8 n'ont qu'un dimanche libre par mois, car cette formule de travail en équipe ignore les jours de fête et les fameux week-ends. En outre, les conditions de travail ne sont pas favorables : tous ceux qui fabriquent le produit d'émulsion effectuent leurs tâches dans la nuit et manient des solvants dangereux.

En octobre, les ouvriers se sont mis en grève, spontanément, pour une question de sa-

laire : ils n'admettent pas que le prime de fin d'année soit calculée sur le salaire de base, et non pas sur le salaire réel, y compris le prime de « tiercepage », ce supplément financier qui compense le travail en équipe. Par exemple, le salaire de base est de 700 à 800 F. Et puis, des discussions sur le genre de vie ont été engagées, et elles ont abouti à une nouvelle revendication. Le projet de la C.F.D.T. consistait à créer une cinquième équipe pour réduire la durée du travail à trente-trois heures et demi et augmenter le nombre de dimanches de repos a été repris par les grévistes.

Ces ouvriers, qui sont peu syndiqués (5 % environ), ont pris à leur compte les revendications syndicales. « C'est notre grève », déclarent certains d'entre eux, et la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. appuient cette action, au départ spontané.

Quant à la direction, elle refuse depuis octobre toute discussion de même que tout contact avec la presse. « Au début, affirmant des ouvriers, la direction nous disait : « Vous avez raison, mais il y a le plan ». Barre. « Maintenant, elle nous dit : « On négociera en avril », après les élections. Mais les ouvriers des 4 x 8 ne l'acceptent pas. Et la découverte du siège social, de son confort luxueux, a renforcé leur conviction. » Kodak, disent-ils, peut et doit payer. La prime d'abord et puis le siège en place d'une commission d'étude sur la création de la cinquième équipe. Décidée mais réticente, cette direction ne veut pas tout de suite. Et ils savent bien que tout le monde n'est pas prêt à accepter une réduction de la durée du travail qui entraînerait une baisse du salaire. Ce dernier serait ramené de 3 000 à 2 800 F par mois à 2 500 et 2 300 F. Les jeunes accepteraient de perdre un peu d'argent pour être plus libres, mais les anciens veulent aussi la maintien de leur pouvoir d'achat.

JEAN-PIERRE DUMONT.

L'emploi féminin

Mme PASQUIER : j'ai la volonté de rendre ce secrétariat d'Etat durable.

« J'ai pu constater, depuis un mois, combien ce secrétariat d'Etat répondait à un besoin. (...) J'ai la volonté de le rendre durable, quelle que soit l'issue des prochains élections politiques », a déclaré, jeudi 23 février, Mme Nicole Pasquier, depuis peu secrétaire d'Etat chargée de l'emploi féminin, lors de la présentation de ses objectifs.

Des décisions ? Celles qui devraient être annoncées, jeudi, ont été retardées mais un prochain conseil des ministres les enlèvera. Lesquelles ? Secret. « Je ne peux rien dire. » En revanche, Mme Pasquier, a longuement exposé sa doctrine : emploi, formation, congé-maternité. Le nouveau secrétaire d'Etat veut réduire les discriminations de toutes sortes sans pour autant faire de « féminisme social » comme agit ? Par la concertation et la persuasion : création d'un groupe de travail sur le congé-maternité et lancement d'une campagne d'information.

PRIX

LES TARIFS DES MÉDICAMENTS POURRONT ÊTRE RELEVÉS DE 4,5 % EN 1978

Les firmes pharmaceutiques auront la faculté de relever les tarifs de leurs médicaments de 4,5 % en moyenne en 1978. Cette hausse calculée par rapport aux tarifs pratiqués le 31 mars 1977 s'effectuera en deux temps : une première majoration de 2,5 % sera applicable le 15 avril prochain. La seconde de 2 % prendra effet le 1^{er} septembre. Tous les médicaments seront concernés à l'exception de ceux inscrits après le 30 juin 1976 sur la liste des produits remboursables agréés par la commission Coudurier.

Pour la première fois, les laboratoires auront la faculté de modifier la hausse de leurs tarifs à l'intérieur de leurs gammes de produits, et ce dans la limite de 9 %. Cette possibilité de modulation constitue, de l'avis des professionnels, un progrès considérable dans la mesure où elle offre aux laboratoires une marge de manœuvre qui devrait leur permettre de pratiquer une politique de prix plus équilibrée.

L'arrêté concernant les hausses autorisées pour l'année en cours devrait normalement être publié dans le B.O.S.P. du 25 février. Rappelons qu'en 1977 une majoration de 4 % avait été accordée.

CONJONCTURE

Les Français sont beaucoup moins pessimistes sur la situation économique

déclare une enquête de l'INSEE

Les Français sont nettement moins pessimistes au sujet de la situation économique qu'ils ne l'étaient en novembre dernier. Ils commencent à se rassurer à mesure que la hausse des prix et une amélioration du marché de l'emploi. Telles sont les principales conclusions de l'enquête menée en janvier par l'INSEE auprès de plusieurs milliers de ménages : enquête qu'a citée M. Barre mardi soir 21 février au cours de l'émission télévisée « Spécial événement ».

Les ménages qui estiment que depuis six mois les prix « ont

beaucoup augmenté » ne représentent plus que 38 % du total, contre 52 % en novembre 1977 et 60,5 % en janvier 1977. En revanche, ceux qui estiment que les prix ont « moyennement augmenté » passent à 36,5 % contre 31,5 % en novembre, et 26 % un an plus tôt. Enfin, les réponses « les prix ont peu augmenté ou sont restés stables » passent à 25,5 % contre 16,5 % deux mois plus tôt et 13,5 % en janvier 1977. En ce qui concerne l'emploi, 17,5 % des personnes interrogées ont répondu que la situation « était améliorée », contre 11 % en novembre et 7 % en janvier 1977. En revanche, 29 % des ménages jugent que la situation s'est détériorée (légerement ou nettement), ce qui est nettement moins qu'en novembre (49 %) ou qu'en janvier 1977 (51 %). Dans l'ensemble, les ménages sont plus nombreux qu'en novembre à estimer que cette amélioration se poursuivra.

Enfin, en ce qui concerne le niveau de vie, 20 % des ménages estiment qu'il s'est amélioré, ce qui est nettement plus qu'en novembre (10,5 %) et de janvier 1977 (19 %). En revanche, les réponses indiquant que le niveau de vie s'est dégradé sont sensiblement moins nombreuses : 40,5 % en janvier contre 44,5 % en novembre et 45,5 % il y a un an à la même époque.

L'ensemble de ces réponses montrent que les Français sont plus optimistes. On pourrait dire tout aussi bien « moins pessimistes ». Dans la mesure où, d'une part, les réponses faites lors des précédentes enquêtes traduisaient souvent une dégradation du climat psychologique, et où, d'autre part, les réponses fournies à l'INSEE sont fautes à partir de l'idée que les Français se faisaient de la situation à venir.

Dans l'automobile

LES VENTES ONT MARQUÉ LE PAS EN JANVIER

Le solde du commerce extérieur du secteur automobile a atteint en 1977 le niveau record de 20,8 milliards de francs, soit 31,6 % de plus que l'année précédente, les exportations (43 milliards) ayant progressé de près de 22 % alors que les importations (21,4 milliards) n'augmentaient que de 13,5 %, annonce la chambre syndicale des constructeurs automobiles dans la note mensuelle de conjoncture. Les résultats du mois de janvier 1978 sont, en revanche, moins brillants. Les immatriculations de voitures particulières (126 593 unités) ont reculé de 15,2 %, les exportations de 6,4 % et la production de 1,1 % (en cadence journalière, par rapport à janvier 1977). Les chiffres précisés la chambre syndicale, ne traduisent cependant pas un mouvement profond de repli du marché.

Les ventes de janvier 1977 avaient en effet été « anormalement élevées », du fait de l'annonce de hausses de prix ultérieures, en outre la sortie de nouveaux modèles (Simca Horizon, Peugeot 306) et bientôt de deux modèles Renault et Citroën a provoqué un certain attentisme des consommateurs ; enfin, au cours du mois de décembre 1977, le marché avait été particulièrement actif, et, dès lors, il est normal qu'une pause soit observée en janvier. Enfin, notent les constructeurs, la mise en fabrication en janvier des nouveaux modèles s'est accompagnée de quelques départs avant que ne soient atteints les pleines cadences de production.

● Les entreprises de travaux publics ont connu en décembre 1977 une diminution d'activité plus prononcée que d'ordinaire. En France courante, le montant des travaux est identique à celui de décembre 1976 (4 394 millions de francs), ce qui correspond à une baisse de 8,2 % de leur volume. Les commandes de commandes restent de leur côté orientées à la baisse. Enfin, les effectifs ouvriers ont encore baissé (-1,3 % par rapport à la fin de 1976). Le nombre d'heures travaillées a diminué de 15,6 % en décembre en raison des intempéries. Pour l'ensemble de l'année 1977, le nombre d'heures travaillées a diminué de 5,8 % sur 1976.

RÉGIONS

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

La production d'acier à Fos augmentera de 50 % dans les dix-huit prochains mois

déclare M. Jérôme Monod

De notre envoyé spécial

Fos-sur-Mer. — Venu dans le nord des Bouches-du-Rhône pour soutenir les trois candidats du R.P.R., MM. Charles de Peretti, Luc Feraud et Gérard Jouvet, M. Jérôme Monod, secrétaire général du Mouvement, s'est attaché, au cours de ses réceptions, jeudi 23 février après-midi, à Aix-en-Provence, Languedoc, à défendre l'opération de Fos lancée il y a près de dix ans. Il a, à cette occasion, indiqué que la sidérurgie devait sortir du marasme et annoncer que dans les dix-huit prochains mois la capacité de production d'acier de la Solmer à Fos serait augmentée de 50 %, passant d'un peu plus de 3 millions à 4,5 millions de tonnes.

« Ceux qui disent aujourd'hui que l'industrie a l'ambition de Fos ont vu former des jugements à court terme », a déclaré l'ancien député à l'aménagement du territoire, qui n'était pas venu sur le site industriel et portuaire depuis qu'il a quitté la D.A.T.A. en septembre 1975. « Il aurait été normal de laisser dériver toute une région dont les villes se saturaient. Pour ne pas le laisser sous la domination de la France forte et de l'Europe parisienne, il faut déployer des efforts d'immigration. L'indépendance nationale exige d'entreprendre, selon le responsable du R.P.R., une large indépendance dans les approvi-

visionnement de produits essentiels, et, par exemple, l'acier. A l'adresse du parti communiste et notamment de M. Vincent Porelli, député sortant et maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône, M. Monod a lancé : « Que deviennent les communistes aujourd'hui si en 1969 la sidérurgie avait décidé de s'installer au Harre ? Ceux qui ont toujours refusé les opérations industrielles ou d'équipement n'ont aucun droit aujourd'hui à s'en faire les censeurs éternels. »

Il a souligné les municipalités communistes, nombreuses dans cette partie des Bouches-du-Rhône, d'avoir eu une « attitude épistémologique » au moment où il fallait repartir les charges des équipements et les ressources provenant des implantations industrielles. Pour que, en dépit d'importantes retards et de plusieurs déceptions, Fos devienne « le symbole de nos ambitions de progrès économique », il faut désormais que plusieurs conditions soient réunies : engager la France dans une croissance forte, relancer l'économie par l'investissement, accepter une planification limitée aux choix politiques essentiels, développer autour des industries lourdes, notamment celles de Fos, un tissu de petites et moyennes entreprises « qui seront les seules, à l'avenir, à créer des emplois ». Mais ces E.M.P. ne « reprendront goût à l'investissement que lorsque l'insupportable tutelle de la bureaucratie parisienne, qui a eu tendance à s'accroître avec la crise, se sera relâchée ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

CORSE

● L'U.P.C. contre les attentats. — Après l'attentat commis récemment à Bastia contre l'appartement de l'entrepreneur Edmond et Max Simeoni, le mouvement autonomiste Union du peuple corse (U.P.C.) dénonce dans un communiqué « une volonté délibérée d'assassiner. A son avis, on se trouve en présence d'une escalade volontaire vers l'effondrement entre Corse, seule chance de la revendication nationaliste autonome ». De son côté, M. Yves Bontegat, préfet de la Haute-Corse, s'interroge, dans un communiqué : « Quand serons-nous disparus de l'histoire de la Corse et s'imposera le langage de la création et de la raison, et quand disparaîtront la « coère des indécidés ».

NORD

PAS-DE-CALAIS

● Opération « information » à baix, que dirige M. Pierre Provost (P.S.), vient de mettre en place un centre d'information municipal complet. Les renseignements qui peuvent être donnés ne se limitent pas aux services de la mairie, mais concernent presque toutes les activités publiques ou privées, de caractère administratif, économique ou culturel. Des moyens très importants ont été mis à disposition : la « coassilière », dont une parlant arabe, ont été engagées, deux bureaux ont été aménagés, etc. — (Corresp.)

A PROPOS DE...

Les résultats de 1977

Les touristes ignorent la crise

Une fois encore, la preuve est faite que le tourisme est l'une des industries les moins affectées par les grandes crises économiques : les recettes et les dépenses des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E., au titre du tourisme international, ont progressé respectivement de 20 % et 17 % en 1977, au lieu de 7 % dans les deux cas en 1976.

Même compte tenu de la hausse moyenne des prix (environ 5 % l'an dernier), il s'agit là d'un important accroissement. Grâce à quoi, le déficit touristique de l'ensemble de ces pays qui avait été de 2,6 milliards de dollars en 1976 a été ramené à 2,2 milliards pour l'an dernier. Quant au total des recettes, il s'est élevé à 40,5 milliards de dollars, pour 42,7 milliards de dépenses.

La progression du nombre de touristes a été plus forte dans les pays européens (+ 7 %) qu'aux Etats-Unis et au Canada (+ 2 %). Au chapitre des faits saillants, le rapport note une nette progression des arrivées au Portugal (+ 43 % sur onze mois) et au Royaume-Uni (+ 24 % sur huit mois). Espagne, Irlande et

Suisse sont en progression aussi, mais la Yougoslavie perd des points (- 4 % de visiteurs).

Selon les estimations de l'O.C.D.E., la balance touristique des pays membres européens a enregistré un excédent de 1,7 milliard de dollars, les recettes (+ 25 %) ayant dépassé les dépenses (+ 19 %).

Pour ce qui concerne la France, les statistiques portent sur le premier semestre 1977 indiquent une progression de 13,2 % des recettes du tourisme international (1 823 millions de dollars), pour des dépenses équivalentes à 1 504 millions de dollars (+ 6,8 %). Ainsi, notre balance touristique bénéficiera d'un excédent de 319 millions de dollars pour ces six premiers mois.

ENVIRONNEMENT

L'ASSOCIATION DES DROITS DU PIÉTON DEMANDE QUE L'ON « LIBÈRE » LES TROTTOIRS

L'association des Droits du piéton, qui vient de se réunir, a décidé de ne pas participer directement à la bataille électorale pour les élections législatives, ses adhérents étant seulement invités « à soutenir les candidats qui s'engageront à promouvoir les mesures efficaces pour assurer la sécurité des piétons et améliorer la qualité de la vie ». A ce propos, l'association a dénoncé la carence des pouvoirs publics incapables d'assurer la libre circulation sur les trottoirs. Elle demande : « L'interdiction rigoureuse du stationnement sur les trottoirs, les passages protégés, les arrêts d'autobus ; l'interdiction de la circulation sur les trottoirs des motos, deux-roues ainsi que des véhicules à propulsion ; la limitation des emprises des étalages de commerçants sur les trottoirs, en particulier les terrasses de café ».

LES PÊCHEURS RÉCLAMENT UN « CASIER JUDICIAIRE » POUR LE POLLUEUR

L'Union nationale des fédérations départementales des associations agréées de pêche et de pisciculture, qui ont tenu mardi 21 février leur congrès national à Paris, a émis le vœu que le ministère de l'environnement mette à la disposition des riverains lutant contre la pollution des moyens efficaces, parallèlement à une augmentation des sanctions pour les pollueurs.

L'Union nationale, qui regroupe quatre-vingt-deux fédérations, dont font partie près de quatre mille associations, insiste tout particulièrement sur la nécessité d'un véritable code de la délinquance écologique. « Nous souhaitons également l'institution d'un casier judiciaire du pollueur, qui aujourd'hui continue à polluer malgré les sanctions prises à son encontre », a affirmé M. Martin, président de l'Union. Cette dernière souhaite une augmentation des sanctions tant en point de vue pénal que des dommages et intérêts accordés aux différentes associations en cas de pollution.

D'après les travaux du congrès, la pollution industrielle « tend à diminuer », mais les nuisances apportées par les déchets des grandes villes et par les produits employés dans l'agriculture sont, elles, en « nette augmentation ».

M. d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, qui assistait à la séance de clôture du congrès, a de son côté affirmé que « l'année 1978 a été marquée par une sécheresse accrue des tribunaux, qui ont prononcé 35 % de condamnations de plus qu'en 1975 pour pollution des eaux continentales. De plus, 6-11 ajouté, mes services élaborent avec le ministère de la justice un « code de l'environnement » qui regroupera tous les textes en la matière ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUROBAIL

Au cours de sa séance du 15 février 1978, le conseil d'administration d'Eurobail a arrêté les résultats de la société pour l'exercice 1977. Celui-ci se solde par un bénéfice net de 15 558 815 F contre 11 998 899 F pour l'exercice 1976, soit une progression de l'ordre de 30 %.

Compte tenu de l'affectation à la réserve légale et du report à ouvrir, les bénéfices distribuables s'élèvent à 14 541 026 F.

Le conseil propose à l'assemblée générale la distribution d'un dividende de 12 F par action contre 10,20 F l'année précédente, soit une augmentation de plus de 17,50 %.

VIENT DE PARAÎTRE

Un dossier du Monde

L'ÉCOLOGIE enjeu politique

En vente partout - 10 F

Est-il normal d'attendre un chéquier 15 jours?

Quand on a l'habitude de vivre avec un chéquier et de payer presque tout par chèque, c'est irritant d'attendre un chéquier 15 jours.

C'est pourtant ce qui arrive souvent.

Chez nous, nous allons beaucoup plus vite, sans doute parce que notre dimension nous le permet, mais surtout parce que nous savons encore ce qu'est un client.

Venez nous voir.

Appelez ou envoyez votre carte à Monique Roux. Banque Odier Bungener Courvoisier OBC. 57, avenue d'Iéna - 75116 Paris. Téléphone: 501.50.00

OBC
UNE SÉRIEUSE IDÉE DE LA BANQUE.

AFFAIRES

M. George Taylor est élu à la présidence de l'Union des Annonceurs

L'Union des annonceurs (UDA), vient de se donner un nouveau président en la personne de M. George Taylor, président du directoire de Citroën. L'U.D.A. regroupe les entreprises industrielles, commerciales et de services, ou tant qu'utilisatrices de publicité, ses adhérents sont responsables d'environ 70 % des budgets publicitaires. M. Taylor succède pour deux ans (et ce mandat est renouvelable une fois), à M. Robert Debollain, ancien P.-D.-G. d'Union-France III qui a pris sa retraite en 1977, qui assumait ces fonctions à l'UDA depuis 1974 et a été nommé président d'honneur.

A cinquante-sept ans, George Taylor est un homme d'âge à Sochaux, un conflit de neuf semaines où il donne l'image d'un patron intraitable. Il continue cependant à s'affirmer partisan inconditionnel du dialogue, de la concertation, mais surtout des contacts personnels pour tant presque impossibles à nouer aujourd'hui dans une grande entreprise.

C'est sans idée préconçue, mais toujours avec le sourire, qu'il aborde ses nouvelles fonctions à l'Union des annonceurs et l'on sent un certain volontarisme dans cette attitude. Nul doute que, le moment venu, et si c'est nécessaire, il ne sache passer de l'expectative à l'action. — J. D.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + haut	Rep. + ou Obs.	Rep. + ou Obs.	Rep. + ou Obs.
\$ E.-U. ...	4,75 4,76	+ 109 + 100	+ 220 + 220	+ 718 + 850
\$ Can. ...	4,2570 4,2673	+ 86 + 120	+ 190 + 275	+ 818 + 758
Yen (100) ...	2,9945 2,9980	+ 316 + 330	+ 870 + 300	+ 728 + 638
D. M. ...	2,3081 2,3083	+ 120 + 180	+ 270 + 340	+ 890 + 1090
Fr. S. ...	2,1985 2,1983	+ 70 + 120	+ 120 + 220	+ 500 + 510
Fr. B. (100) ...	15,0500 15,0500	+ 620 + 630	+ 810 + 1120	+ 2280 + 2850
P. L. ...	2,6826 2,6727	+ 210 + 270	+ 460 + 520	+ 1280 + 1520
S. ...	2,5815 2,5823	+ 210 + 270	+ 460 + 520	+ 1280 + 1520
S. ...	9,2887 9,2898	+ 290 + 350	+ 460 + 630	+ 1280 + 1520

TAUX DES EURO-MONNAIES

	31/12	31/12	31/12	31/12	31/12	31/12
	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78
\$ E.-U. ...	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78
\$ Can. ...	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78
Yen ...	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78
D. M. ...	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78
Fr. S. ...	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78
Fr. B. ...	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78
P. L. ...	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78
S. ...	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78
S. ...	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78	81/78

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises, qu'ils soient indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

مكتبة المجلد

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. **INDES**
— GÉOGRAPHIE : « Garder les pieds sur terre », par Maurice Le Lannou ; « Ouvrir le livre du monde », par Jean Lacroix ; « Concepts et concepts », par Michel Chesnot.
3. **ETRANGER**
- 3-4. **EUROPE**
- 4-5. **AFRIQUE**
— SÉNÉGAL : « La démocratie à l'essai » (II), par J.-P. Longueville.
6. **AMÉRIQUE**
— ARGENTINE : l'ancien président Frondizi invite le gouvernement à respecter le respect des droits de l'homme.
6. **ASIE**
- 7-11. **POLITIQUE**
— LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : D'UNE RÉGION À L'AUTRE (XX bis). — LORRAINE : des ministres aux avant-postes.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME
PAGES 13 A 17

- Le « meilleur domaine skiable d'Europe » nous la critique des étrangers : en France, l'ennui et l'« arnaque » commencent en bas des pistes.
- La politique des loisirs dans la bataille électorale : les options du P.R.
- Jardinage. Plaisir de la table. Jeux Hippisme.

18. **SOCIÉTÉ**
— POINT DE VUE : « L'Offense Croissant, le gouvernement et le droit », par Pierre Delvolvé.
19. **SPORTS**
20. **ÉDUCATION**
— Les syndicats d'enseignants précèdent leurs revendications pour l'« opéré-mars ».
20. **SCIENCE**
— Après l'occident de Cosmos 954.
- 22-26. **CULTURE**
— CINÉMA : Rencontres du troisième type, de Steven Spielberg ; la Voix de son maître.
— THÉÂTRE : le Pain dur, de Claudel.
- 29-30. **ÉCONOMIE-REGIONS**
— AGRICULTURE : le congrès de la F.N.S.E.A.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (26)
Annonces classées (27 et 28) : Aujourd'hui (28) ; Carnet (21) ; « Journal officiel » (28) ; Loto (28) ; Météorologie (28) ; Mots croisés (28) ; Bourse (31).

M. JEAN COURAL EST NOMMÉ DIRECTEUR DU NOUVEAU INSTITUT DE RESTAURATION

M. Jean Coural, administrateur général du mobilier national et des manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie, vient d'être nommé, par arrêté du ministère de la culture et de l'environnement, directeur de l'Institut national de restauration des œuvres d'art.

Une décision ministérielle vient d'approuver, d'autre part, l'installation de l'Institut de restauration dans l'hôtel de Vigny.

(André Charrière, licencié ès lettres, diplômé de la section supérieure de l'École de Louvre, M. Jean Coural (né en 1925, à Toulouse), a d'abord été archiviste adjoint de Seine-et-Oise (1953), chargé de mission, assistant (1955), puis conservateur (1961) aux musées de Versailles et des Trianons. Chargé de l'administration générale du mobilier national et des manufactures nationales en 1963, il en devenait l'administrateur général en 1965.)

A B C D E F G

La hausse des prix de détail a été de 0,5 % en janvier

La hausse du coût de la vie est restée modérée en janvier. Elle a été de 0,5 %, c'est-à-dire conforme aux prévisions gouvernementales. En un an (janvier 1978 comparé à janvier 1977), l'augmentation des prix est donc de 9,2 % environ.

Ce bon résultat survenant après les indices de novembre (+ 0,4 %) et de décembre (+ 0,3 %) ramène à 1,2 % la hausse des prix sur les trois derniers mois, ce qui correspond à un rythme annuel de 4,9 %. Il faut remonter de plusieurs années pour retrouver une tendance aussi modérée.

Si les résultats des derniers mois traduisent incontestablement un ralentissement de l'inflation, il est non moins évident que les indices de novembre, de décembre et de janvier ne correspondent pas à la pente réelle des prix de détail. Tout d'abord, parce que beaucoup de prix industriels ne sont pas libres et augmentent par à-coups (généralment deux fois par an), en fonction des clauses inscrites dans les contrats de modulation conclus avec les pouvoirs publics. Janvier n'a pratiquement pas enregistré de hausse contractuelle mais, au cours des mois à venir, un grand nombre de biens manufacturés verront leurs

prix augmenter. Déjà en février les prix des voitures ont été relevés de 3 % en moyenne.

De même, un certain nombre de produits alimentaires (lait, yaourt, fromage) ont augmenté au début de février à la suite, notamment, de la dévaluation, le 1^{er} du mois, du « franc vert ». Enfin, des tensions existent sur des produits comme la viande, le poisson, le vin et les fruits.

Les tarifs publics qui n'ont pas été modifiés augmentent, quant à eux, à partir d'avril. Enfin, la hausse traditionnelle des loyers en début d'année n'a été que partiellement prise en compte, puisque les relèvements de prix dans les H.L.M. ne sont intervenus qu'au 1^{er} février et non en janvier comme c'est l'habitude.

Pour toutes ces raisons, il apparaît que la tendance d'inflation doit se situer plus près de 8 % que des 5 % enregistrés sur les trois derniers mois. — A. V.

NOUVELLE BAISSSE DU DOLLAR COTÉ 4,76 FRANCS À PARIS ET 2,015 DEUTSCHMARKS À FRANCFORT

À la veille du week-end, la baisse du dollar et donc la hausse des monnaies fortes se poursuivaient. À Francfort, le cours de la monnaie américaine tombait, une fois de plus, à son plus bas niveau historique (2,015 DM contre 2,02 DM), de même qu'à Zurich (1,7850 Fr contre 1,81 Fr). Selon les cambistes, c'est une rumeur suivant laquelle la Maison Blanche envisageait d'établir un contrôle des changes pour les transactions financières qui aurait été déclenchée cette semaine contre le dollar. Cette rumeur lancée par la revue américaine Barron's a été démentie par Washington. Sur un autre plan, la prolongation de la grève des mineurs de charbon, aux États-Unis, a continué à affecter la tenue de la monnaie américaine. À Paris, le cours du dollar a baissé, revenant de 4,79 F à 4,76 F environ ; celui du deutschemark a légèrement fléchi à 2,3675 F contre 2,37 F, tandis que le franc suisse battait tous ses records à un peu plus de 2,67 F contre 2,65 F. L'or poursuit son ascension, s'élevant de 182,60 dollars l'once à 183,75 F sur les marchés internationaux.

REPORT POSSIBLE DES DÉCLARATIONS DE REVENU AU FISC

À la veille du week-end, le rumeur courait Rue de Rivoli que la date limite du dépôt des déclarations de revenus pour 1977, fixée en principe au mardi 28 février à minuit, pourrait être reportée de quelques jours. On parlait même du lundi 6 mars à minuit. Chaque année, le ministère de l'économie et des finances accorde un délai de grâce aux contribuables : d'un jour en 1976, de trois en 1977 (du 28 février au 3 mars). Cette fois-ci encore, il est plausible qu'une telle mesure soit prise, pour tenir compte notamment de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation sur les plus-values. De toute façon, elle ne serait annoncée que la veille de la date limite, c'est-à-dire lundi 27 février au plus tôt.

● **Chômage partiel** : accord C.N.P.F.-syndicats. — Le patronat et les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C.) ont signé, jeudi 23 février, un accord sur le chômage partiel qui reconduit, pour un an, la convention du 23 juin 1975 ; indemnisation à 50 % des heures chômées au-dessous de quarante heures.

Un mois après l'enlèvement du baron Empain

DES RUMEURS MAIS AUCUNE PISTE

Un mois exactement après l'enlèvement du baron Edouard-Jean Empain, le 23 janvier, des rumeurs circulent selon lesquelles la rumeur serait réelle, voire déjà versée aux ravisseurs. Toutefois, rien n'est parvenu à confirmer ces rumeurs, que les policiers qualifient de « fantaisistes ».

On croit cependant savoir, de bonne source, que la rumeur serait effectivement réelle — sans qu'on en connaisse le montant exact — et que les ravisseurs ne se seraient pas manifestés depuis près de quinze jours. Dès le début de l'affaire, on savait que la rédemption de la rançon ne constituerait pas une difficulté insurmontable pour la famille du baron. Mais on ignore tout des modalités de versement de cette rançon, sûrement considérable, même si les négociateurs ont refusé à faire « descendre la barre » des exigences des ravisseurs.

Les policiers, de leur côté, ne restent pas inactifs, même si, en accord avec la famille, ils entendent ne rien faire qui puisse mettre en danger la vie de l'otage. Les rumeurs sur une issue prochaine de l'affaire ont notamment été nourries par un déplacement des enquêteurs à Megeva. C'est la filature de plusieurs personnages — que l'on dit liés à la mafia italo-française — qui a conduit les policiers, au début de cette semaine, dans la station de sports d'hiver. Ils en seraient cependant rentrés bredouilles.

On n'écartera pas non plus une hypothèse selon laquelle la famille et l'entourage du baron auraient pu les contacter pour une « dévaluation » afin de les tenir totalement à l'écart de la phase ultime des négociations.

L'ouverture des coffres de voitures

EMPRISONNEMENT AVEC SURSIS POUR M. MICHEL TRIGNOL

La vingt-quatrième chambre correctionnelle de Paris a infligé, ce vendredi 24 février, un mois d'emprisonnement avec sursis et 500 F d'amende à M. Michel Trignol qui avait refusé, le 27 janvier, à la porte Maillot, de laisser fouiller le coffre de sa voiture par des policiers, à l'occasion d'un des barrages mis en place pour retrouver les ravisseurs du baron Empain.

Le tribunal déclare que la demande des policiers formulée à M. Trignol « (...) constituait une investigation entreprise dans les formes légales » et que, « (...) elle était présentée par un officier de police judiciaire agissant en raison de l'existence d'un crime flagrant consistant en l'enlèvement et la séquestration du baron Empain ».

Car les juges admettent l'application, en l'espèce, de l'article 56 du code de procédure pénale autorisant des perquisitions opérées à domicile « (...) si la nature du crime est telle que la preuve en puisse être acquise par la saisie des papiers, documents ou autres objets en la possession des personnes qui paraissent avoir participé au crime, ou détenu des pièces ou objets relatifs aux faits incriminés ».

M. Trignol et M. Scemama, son défenseur, trouvant cette argumentation peu convaincante, ont décidé de faire aussitôt appel.

Après le rejet de son recours en grâce MARTINE WILLOUQUET VA ÊTRE SÉPARÉE DE SON ENFANT AGÉ DE VINGT MOIS

M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, a rejeté le recours en grâce déposé par M. Jean-Louis Fiechter, au nom de Martine Willoquet. Celle-ci sera donc séparée de son enfant, âgé de vingt mois, William.

La chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris avait refusé le 20 décembre dernier la confirmation des deux peines de cinq années de réclusion criminelle infligées à Martine Willoquet (Le Monde du 22 décembre), les 25 et 31 mars derniers. Peu avant Noël, le garde des sceaux avait décidé que William resterait avec sa mère tant que qu'il ne serait pas statué sur le recours en grâce. Ce recours affirmait un complot du ministère de la justice, devant être transmis au chef de l'État (Le Monde du 25-26 décembre). Mais c'est finalement le garde des sceaux, lui-même qui a pris la décision.

Le numéro du « Monde » daté 24 février 1978 a été tiré à 562 092 exemplaires.

Deux cent quarante détenus de la centrale de Clairvaux transférés

Deux cent quarante détenus de la centrale de Clairvaux (Aube) ont été transférés dans d'autres établissements pénitentiaires au cours de la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 février.

L'opération menée par les services de gendarmerie a duré un peu plus de trois heures. Les premiers journaux cellulaires ont quitté la centrale à 4 h. 30, vendredi matin, et les derniers sont repartis peu avant 8 heures. Les détenus de Clairvaux ont été transférés dans des maisons centrales de la région parisienne et dans plusieurs maisons d'arrêt de province.

Il ne reste maintenant à Clairvaux que soixante-dix détenus condamnés à des peines à temps. Cette opération, sans précédent dans les annales pénitentiaires, a pour but de permettre une fouille complète des locaux et, surtout, d'engager des travaux destinés à renforcer la sécurité. Tous les détenus réintégreront, en principe, leurs cellules, dans quelques semaines.

Une précédente mesure de transfert de détenus avait été prise par l'administration pénitentiaire, le 5 février dernier, après la condamnation de deux prisonniers, le 28 janvier. Ce jour-là, Christian Bergeot et André Fourcat, condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, avaient gravement blessé un gardien avant de prendre en otage le

sous-directeur et deux autres surveillants (Le Monde du 31 janvier 1978). Après ce drame, onze condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité furent transférés vers des établissements de la région parisienne. Neuf autres détenus condamnés à des peines à temps, avaient été, de leur côté, dirigés vers les maisons d'arrêt de Dijon et Besançon.

On avait indiqué alors à la chancellerie que la décision de transfert avait été prise pour décongestionner la centrale de Clairvaux, qui abritait trop de détenus à perpétuité. Au moment de la prise d'otages du 28 janvier, l'établissement en comptait, en effet, soixante-quatre, sur un total de trois cent vingt et un détenus.

L'ABRI DU GÉNÉRAL

De notre correspondant

Besançon. — En février 1976, M. Charles Fauriol obtenait de la commune de Charquemont (Doubs) un permis de construire pour un abri à béton. Au mois d'août de la même année, la direction de l'équipement du Doubs avait le procureur de la République de Montbéliard que le bâtiment qui se construisait dans l'enceinte de la propriété de M. Fauriol ressemblait plus à un pavillon d'habitation de type F3 qu'à une étable. L'édifice serait sans doute assez banal si M. Fauriol n'était l'ancien directeur de la sécurité militaire et l'actuel directeur central du personnel de la société Peugeot.

Interrogé le 19 août 1976 par le commandant de la compagnie de gendarmerie de Montbéliard, M. Fauriol se déclara « surpris et choqué » de l'enquête qu'il avait à subir après la plénière d'un fonctionnaire de la direction départementale de l'équipement, « dont il avait fait engager le fils, sans travail, dans l'usine Peugeot de Mulhouse ». Cette « façon d'agir sournoise », à laquelle l'ancien responsable de la sécurité militaire n'était, à son croire, pas préparé, l'a conduit devant le tribunal de grande instance de Montbéliard

pour infraction à la législation sur les permis de construire. Infraction double en l'espèce, puisque le prévenu avait fait édifier un bâtiment différent de ce qu'annonçait ses premiers plans et qu'il avait construit un local d'habitation dans une zone que le plan d'occupation des sols de Charquemont destinait seulement aux bâtiments à usage agricole.

Selon le général Fauriol, « ses hautes fonctions », passées et présentes, lui auraient valu des menaces concrètes pour une tentative de cambriolage et des actes de malveillance comme le sectionnement de la drisse du drapeau qui flotte devant sa maison de Charquemont. De là son désir de loger un gardien ou-dessus de ses écuries...

Le tribunal de Montbéliard a condamné M. Fauriol à 5 000 F d'amende. Il a cependant précisé qu'il n'y avait pas lieu d'ordonner la démolition du bâtiment, étant donné que le plan d'occupation des sols de Charquemont était, par bonheur, se trouver modifié et que la propriété du prévenu se trouverait alors englobée dans la zone où l'on pouvait construire des pavillons d'habitation. — C. F.

LE TCHAD ET LA LIBYE RÉTABLISSANT LEURS RELATIONS DIPLOMATIQUES

Sabha (Libye) (A.F.P.). — Le Tchad et la Libye ont décidé de rétablir leurs relations diplomatiques, suspendues depuis le 5 février à l'initiative du gouvernement de Tripoli. Le porte-parole de la conférence qui réunit à Sabha les présidents Kadhafi (Libye), Malloum (Tchad), Kouatli (Niger) et le premier vice-président soudanais, M. Ibrahim, en conséquence, l'ambassadeur libyen regagnera prochainement la capitale tchadienne.

D'autre part, les trois chefs d'État et le vice-président soudanais préparent un protocole d'accord pour l'ouverture de négociations entre le Tchad, la Libye, le Niger et le Mali. Ce FROLINAT sous l'égide de la Libye et du Soudan. Enfin, a annoncé le porte-parole, il a été également établi qu'aucune partie entre les quatre pays participants n'a le droit de se mêler des affaires intérieures du Tchad ni de parler de ce sujet. Les détails du protocole d'accord seraient rendus publics dès ce vendredi.

M. GÉRARD GAUSSEN EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN SUÈDE

Le Journal officiel du samedi 25 février annonce la nomination de M. Gérard Gausсен comme ambassadeur à Stockholm, en remplacement de M. Paul Fouchet.

Né en 1918, M. Gérard Gausсен, après avoir fait la guerre dans les Forces françaises libres, est entré aux affaires étrangères en 1948. Il a occupé divers postes à l'administration centrale (conventions administratives, affaires techniques, direction d'Asie, affaires culturelles et techniques) et à l'étranger (Montevideo, Buenos Aires, Venise). Chargé de mission à l'étranger (de la défense nationale à l'étranger), il a été ensuite conseiller à Bern (1962-1964), à Washington (1964-1968) et à Paris (1968-1972). Depuis décembre 1972, il était consul général à New-York.

● Le Times s'a pu paraître à Londres ce vendredi 24 février, par suite d'un arrêt de travail de certains ouvriers d'imprimerie.

En Espagne LE VICE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT A PRÉSENTÉ SA DÉMISSION

Le vice-président du gouvernement espagnol, chargé des affaires économiques, M. Enrique Fuentes Quintana, a présenté sa démission à M. Adolfo Suárez, apprenant, on le sait, jeudi 23 février, de sources officielles, à Madrid, cette démission, qui serait motivée par un désaccord au sujet du plan énergétique gouvernemental actuellement à l'étude, n'a fait l'objet d'aucune décision de la part de M. Suárez. Celui-ci étudierait, selon l'agence de presse espagnole, la possibilité de reporter son voyage officiel en Pologne et en Yougoslavie, prévu du 28 février au 4 mars.

(Lire, page 29, l'article de notre correspondant à Madrid sur la nationalisation de la sidérurgie.)

● En Espagne, un policier a été grièvement blessé par balles ce vendredi 24 février par des inconnus à Sanjurjo, près de Bilbao, annonce la police. L'attentat n'a pas encore été revendiqué. — (Reuter.)

● M. Rosa Askari, porte-parole de l'ambassade d'Iran à Paris, a démenti formellement, mercredi 23 février, les informations ou rumeurs selon lesquelles le gouvernement iranien aurait livré des armes à la Somalie. L'acte du gouvernement iranien à l'égard de la Somalie, a affirmé M. Askari, o comiste, au cours des récentes semaines, en l'envoi de médicaments, de couvertures et de secours médicaux de première urgence. Cette aide a été achevée sur la Somalie par le truchement de la Croix-Rouge iranienne. — (A.F.P.)

● Le contre-attentat polonais Michnik a été arrêté à Varsovie dans la nuit du 23 au 24 février, alors qu'il s'apprêtait à donner une conférence non autorisée. Trois autres personnes ont été arrêtées en même temps : M. Kuron, l'écrivain Kijowski et l'acteur Raychker. C'est la quatrième fois en quelques semaines que M. Michnik est interpellé par la police.

EPARGNE SOBI

un bon placement commence toujours par une bonne information

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux prévoyants plusieurs formules d'épargne adaptées à chaque cas.

8,25 à 11,60 %
taux actuariel annuel brut

Sur simple demande de votre part - et cela sans engagement - nous vous adresserons une brochure très complète des types de placement mis à votre disposition.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, bd d'Italie 704 A / B.P. 31
MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM7

COLIS FAMILIAUX

HUILE D'OLIVE

VERDE EXTRA - OLIVOLI - Produit par de l'olive tricolore cultivée en Italie par PREMIERE PRODUZIONE AFRIO et distribué par simple déduction et livraison franco par la poste de 5 l. (10 l. sur commande). Prix : 9,90 F le litre.

SIA PROVINCIALE OLIVOLE
13300 SALON-DE-PROVENCE

مكتبة الشامل